

Ne cède jamais

© - Denis Vinckier
denis.vinckier@wanadoo.fr

ISBN en cours
TVA non applicable, article 293.B du C.G.I
Auto-édition
Imprimé en France
Imprimerie Yves Decoster
Dépôt légal : avril 2006

Denis Vinckier

Ne cède jamais

*Dans le sillon d'André Diligent,
figure de proue du mouvement démocrate chrétien*

*« Les hommes construisent trop de murs et
pas assez de ponts »*

Newton

*« Le mal est profond. Celui qui n'en a pas conscience n'a
pas sa place dans notre prochain combat »*

André Diligent

Préface

Il est connu que des amitiés de trente ans peuvent encore se révéler fragiles. Peut-être parce qu'elle fût plus longue, celle qui m'unissait à André Diligent ne fût jamais menacée : rencontres sérieuses ou ludiques, idées ou plaisanteries, succès et échecs, joies et peines..., nous partagions beaucoup de choses. Sa mort a laissé un vide dans mon existence. Et voici que ce vide s'est un peu comblé à la lecture du manuscrit de Denis Vinckier.

J'ai vu arriver l'auteur chez André Diligent. Les premiers temps de leur vie commune ne furent pas toujours faciles : les impatiences du patron s'accommodaient mal du calme de l'assistant. Mais le premier sut bientôt apprécier la constance, l'ardeur au travail et, plus tard, l'audace et le courage du second. Je me rappelle sa joie quand celui-ci fût élu conseiller général : c'était aussi sa victoire. Avant de nous quitter, il mit toute sa confiance en Denis Vinckier, tant pour des questions personnelles que pour des problèmes publics. Il le considérait fidèle et de sa lignée. Il avait raison, les pages qui suivent le prouvent dès leur titre qui réveille le souvenir de Victor Diligent, le père d'André, brillant avocat responsable du mouvement de Marc Sangnier, le Sillon, dans le Nord de la France.

Denis Vinckier est membre de l'UDF, élu dans un canton jusque-là solidement ancré au parti socialiste. Une surprise ? Oui et non. Il est un rejeton de la Démocratie Chrétienne et dans le Nord, celle-ci a été depuis un siècle aux côtés de ceux qui, lors des crises

sociales survenues au long d'une énorme convulsion industrielle, ont souffert malgré leur travail et leur courage. Elle contribua aussi à modifier l'image d'une Eglise longtemps trop complaisante à l'égard des puissants et trop apaisante vis-à-vis des faibles. Enfin, elle apporta de nouvelles données à la politique et à la société. Son credo ? Respect de la personne, encouragement à la responsabilité, association avec autrui pour faire progresser la société, reconnaissance de l'importance de l'économie mais souhait d'une « économie sociale ». Cela en partant d'actions concrètes, locales, au contact de la population.

Rejetant les excès du capitalisme et du collectivisme, la place de la Démocratie Chrétienne fût finalement désignée « au centre », une place exposée à droite comme à gauche au milieu du combat politique. Heurtée ou convoitée des deux parts par des blocs parfois artificiellement constitués et oubliant les doctrines au profit des slogans, souvent moquée ou méprisée, la Démocratie Chrétienne, sous des sigles successifs, survit pourtant. Peut-être parce qu'elle reste fidèle à des idées : elle estime que la politique et l'économie doivent convenir à l'homme et que c'est à celui-ci d'agir pour façonner la société et non à la société d'imposer un format à l'homme. Pour Denis Vinckier, le premier objectif est la destruction du mur séparant les Français entre droite et gauche dans le cadre d'une justice et d'une harmonie sociales. Une utopie ? En tous cas un projet fondé, puisqu'il perdure contre vents et marées.

Prendre le pouvoir ou le garder à tout prix, avoir du courage dans l'opposition et en manquer au gouvernement, réchauffer de vieilles recettes, promettre sans tenir, éclipser la réalité pour faire croire

au succès, distribuer des avantages particuliers plutôt que servir l'intérêt général, souvent mentir et parfois tricher, ce sont les images que nous percevons fréquemment du monde politique. Nous nous en lassons. Nous finissons par nous en désintéresser, ce qui peut devenir dangereux. André Diligent me disait son regret de constater qu'on parlait beaucoup moins du dévouement et des actions des modestes élus dans la cité que des mots ou plus encore des méfaits des vedettes politiques.

Il est donc réconfortant de suivre dans ce texte de Denis Vinckier l'histoire de sa vocation, son chemin et surtout son action et celle de ses compagnons de route. Une action de terrain, associative, se responsabilisant plus à chaque étape, affirmant ses valeurs mais refusant l'intolérance. Souhaitons au groupe de grandir, de prendre de la force, de mûrir un peu mais pas trop : la candeur que nous sentons parfois est un avantage de la jeunesse.

L'auteur me semble parti pour continuer à tracer un sillon aussi droit, profond et fertile que celui creusé par son guide disparu.

Michel Ribet

Professeur émérite des Universités

15 Novembre 2005

Avant – propos

Je n'ai jamais autant ressenti qu'en ces temps incertains, le côté artificiel du clivage droite/gauche en France. Le temps d'un référendum, Fabius s'est paré des habits d'un « non » à une Europe qu'il avait pourtant jusqu'à présent largement encouragée. Pour l'anecdote, le temps n'est pas si loin où l'on entendait Henri Emmanuelli fustiger un Fabius incarnant ... la nouvelle UDF. Dans le même mouvement, dans le camp d'en face, Sarkozy se muait en chantre du « oui » sauf dans la dernière ligne droite... quand la messe semblait dite. La présidentielle se gagne au centre mais deux années avant l'échéance, avec Fabius, barre à gauche toute. En face, Sarkozy sonne à grands renforts médiatiques le réveil de la bonne droite, celle qui nettoie devant les caméras de télévision. Raison de plus pour tenter de porter dès 2007 un centriste, un vrai, à l'Élysée. Histoire de nettoyer quelques vieux préjugés sur ces « militants du marais » et de se mettre à la page des grandes démocraties européennes. Histoire au passage de dépoussiérer notre pays de cette idéologisation des esprits. Il s'agit ni plus ni moins de bannir les plats réchauffés. Place aux nouvelles recettes !

Été 2005 : les jours sont plus calmes. Les journées commencent tôt et finissent tard. J'ai le temps de feuilleter dans ma bibliothèque. J'avais laissé depuis des années de côté « la Dame des 35 heures » que je découvre avec des mots durs : « Le raid sur Lomme est un échec ». Puis, plus loin : « Devant les sections socialistes, elle (Martine Aubry) accuse Derosier et même le dévoué Durand de ne pas avoir assez mobilisé

leurs électeurs (...) en sa faveur. Elle insinue que la gestion archaïque des deux maires associés est à l'origine de son médiocre score ». Bigre ! On apprend deux lignes plus loin que « livide, elle n'obtient pas les 50%. Elle découvre que le canton de Lomme a basculé à droite ».

Philippe Alexandre, journaliste politique de renom, a certainement eu de bonnes raisons d'écrire ce livre, en dehors de toute considération financière, bien sûr. Il accuse et il rapporte. En ce qui me concerne, je suis justement assis dans le fauteuil du « Roi Arthur », détenteur historique du fameux canton qui aurait basculé. Mais j'ai cette bien singulière particularité d'avoir appris à travailler chez André Diligent, un centriste version MRP, comme on en fait plus.

Un petit mot d'histoire sur ces deux grandes figures de la vie politique régionale: en 1947, en pleine guerre froide, les ministres communistes quittèrent le gouvernement. A ce moment là, Arthur Notebart, élu conseiller général en 1945, devient maire de Lomme avec l'apport décisif des voix MRP. Il succéda ainsi, grâce aux centristes, à un maire communiste. A Roubaix, dans le même temps, une large alliance électorale est scellée entre socialistes, centristes et gaullistes. (Ces derniers quitteront la coalition en 1962. André Diligent est une première fois adjoint au maire entre 1949 et 1954. Les centristes resteront aux affaires roubaisiennes jusqu'en 1977). André Diligent est ainsi l'adjoint centriste de ce maire socialiste qu'il affectionnait tant, Victor Provo, entre 1965 et 1977, avant de devenir lui-même maire de Roubaix en 1983.

Arthur Notebart, maire, conseiller général et même député, a également été président de la communauté

urbaine de Lille. André Diligent, fraîchement élu maire en 1983, a refusé le combat pour cette grande présidence, qu'il aurait certainement pu emporter. Ce n'est qu'avec le recul des années qu'il devait le regretter. En amenant le métro chez lui, c'est à dire de Lille à Lomme, Arthur Notebart a incontestablement privé Roubaix d'une reconversion plus rapide. Mais sans le vouloir, il a créé les conditions de la fusion avec la sœur voisine lilloise. La machine socialiste a donc eu raison de lui, malgré ses dénonciations brutales d'un « nouveau parti des combinards » à Lille.

André Diligent a, lui, trouvé les ressources pour dénoncer une bien curieuse tentative de fusion entre Roubaix et Lille. Un crime de lèse-majesté à ses yeux. « La politique doit être à dimension humaine. Des élus locaux, on peut les rencontrer. On n'a pas le même résultat avec des fonctionnaires » disait-il.

J'ai donc mené le combat contre la fusion de Lomme avec Lille avec la vision qu'avait André Diligent d'une certaine manière d'envisager la démocratie locale et de faire vivre une métropole véritablement équilibrée. Voilà pour l'histoire.

C'est donc cette trajectoire politique peu banale que de bons amis me somment d'écrire car, disent-ils, « avec le temps, le temps disparaît ». Comment leur donner tort ? C'est que j'aime lire. L'été dernier, j'avais emporté dans mes bagages au Liban, terre natale de mon épouse, un livre fort bien documenté sur le procès de Brasillach. A mettre entre toutes les mains. Destination oblige, j'avais apporté à mon beau-père les mémoires de Philippe De Gaulle ainsi qu'un ouvrage d'Alain Ménargues sur les secrets de cette terrible guerre libanaise. J'ai trouvé sur place, un volumineux

échange entre deux présidentiables qui ne se prennent pas au sérieux, Kouchner et Cohn-Bendit. Intéressants et tellement centristes ces deux-là ! Légers comme tout, un « Que sais-je » paru aux PUF sur Jean-Paul II et un essai de Tariq Ramadan sur l'islam. Et puis j'ai relu ce livre sur « Les nouveaux maîtres du monde qui nous gouvernent et ceux qui leur résistent ».

Une fois de plus, je devais donc résister à l'appel de l'écriture. Mais dans l'avion Paris-Beyrouth, j'ai découvert qu'un académicien de renom, Maurice Druon, s'était illustré en signant une bien drôle de tribune dans le Figaro, grand journal populaire de droite. Sous le titre « Desservir la France », l'auteur s'en prenait de la manière la plus brutale à François Bayrou. Je me suis dit qu'il y avait dans ce monde-là quelque chose qui ne tournait pas rond et, bien que n'ayant pas le centième du talent de l'académicien, je me décidais de contenter mes amis en écrivant ce que j'avais sur le cœur. C'est donc dans le Pays de Gibran que j'ai scellé le sort de ces pages. J'ai en retour demandé aux amis de jeter un œil sur le manuscrit, ce qu'ils ont fait en toute amitié. Ici, je leur dis sincèrement merci.

Denis Vinckier - Août 2005

Introduction

A André Diligent

Depuis le 3 Février 2002, nous sommes orphelins. Oui, moi et bien d'autres. Je vous vois sourire Monsieur Diligent. Vous et vos clins d'œil. Vous qui ne cessiez de répéter que vous étiez né le jour des catastrophes ! Un 10 mai 1919 ! Et bien, vous êtes parti un dimanche matin à l'heure de la messe ! Le soleil et les oiseaux étaient là. Je ne sais si c'était un dernier clin d'œil, mais c'était un beau jour.

Vos funérailles. Je vous vois encore sourire. C'est que vous aviez vu tant de vos connaissances partir avant vous. Eux vieillissaient, mais pas vous. Vous vous imaginiez certainement vivre plus longtemps, mais cette idée vous intriguait. Finalement, vous disiez toujours, « on verra pour la retraite... ». Et combien de livres n'aviez-vous pas « stocké » pour cette période toujours repoussée.

Oui, alors vos funérailles. Bien sûr, c'était à St Martin, face à la Mairie et si près des souvenirs de votre maison natale et de votre ancien cabinet d'avocat. Dehors, la rénovation n'était pas terminée, mais peu vous importe. A l'intérieur, c'était Athènes ! La démocratie dans l'Eglise en quelque sorte !

Vous aviez, vous, une place centrale. Votre famille et vos amis avaient pris place à droite et toutes sortes d'élus avaient occupé la gauche, le temps de l'office. Au premier rang, il y avait un Ministre de la République (député de Roubaix), Le Préfet Rémi Pautrat que vous teniez en haute considération, François Bayrou qui côtoyait Pierre Mauroy, le maire de Roubaix, des représentants des Assemblées nationale, régionale et départementale. Bien sûr un représentant de cette « haute » Assemblée, le Sénat, qui était un peu comme votre deuxième maison. A droite, votre frère Robert pour représenter la famille Diligent. Et puis toute votre belle-famille dont on retrouvait deux membres en aube autour de Monseigneur Brunin, qui avait tenu à célébrer la messe. Tout autour du chœur avaient pris place les résidentes des Lauriers, une délégation du Barreau en robe, le personnel municipal, beaucoup de « petits » élus de l'agglomération et surtout beaucoup de Roubaisiens.

Monsieur Diligent, je vous raconte cela parce que c'était beau à voir. Sur les côtés et un peu partout, des hommes et des femmes aux visages familiers, la foule de toutes celles et de tous ceux que votre départ attristait. Le tout Roubaix était là, recueilli autour de celui qui avait tout fait « pour la fierté retrouvée d'être roubaisien ».

Il y avait aussi ceux venus de Paris pour rendre leur dernier hommage. Je sais cela vous fait encore sourire. Ils avaient pris le TGV de 9h30 pour être là à l'heure du dernier rendez-vous : 11h. L'heure à laquelle vous aimiez convier vos amis. La CGT avait justement choisi de bloquer les voies de ce train là en gare de Lille. Une façon bien habituelle de protester. Quand les manifestants ont su qu'ils bloquaient un « train de

Sénateurs venus en Nord rendre un dernier hommage à Diligent », ils étaient confus ! Une preuve encore que par-delà les barrières politiques et syndicales, on vous estimait, Monsieur Diligent.

Vos convives sont tous descendus du train à vive allure et à vrai dire assez embêtés de cet incident qui devait les retarder. J'ai reconnu Jacques Mallet, l'ami qui préside aux destinées des anciens du MRP, Jean-Marie Vanlerenberghe, votre ancien collaborateur dont vous étiez si fier qu'il soit devenu Maire d'Arras et, en 2001, Sénateur du Pas-de-Calais. Pierre Méhaignerie était trop grand pour ne pas être vu. Jacques Barrot et Philippe Douste-Blazy n'avaient pas pu faire le déplacement. Il y avait bien entendu Anne Marie Idrac, la fille d'André Colin, cette figure du MRP d'après-guerre. Beaucoup de collaborateurs des groupes et du parti, des anciens ou nouveaux permanents, tous entouraient François Bayrou, venu saluer pour la dernière fois « l'ami Diligent ».

François avait été très content de pouvoir vous rendre une ultime visite en ce début d'année. C'était le 11 Janvier, au détour d'un déplacement dans le cadre de la campagne présidentielle, qu'il était bien décidé à relancer à partir de ce Nord qu'il aimait tant. C'était bel et bien une surprise. Sur le coup de 17h, un défilé de voitures faisait halte devant votre maison d'Ascq. Celui que vous vouliez voir une dernière fois est entré simplement. Si brève fut-elle, cette rencontre n'a pu que renforcer la détermination toujours intacte de François Bayrou à poursuivre le combat difficile de l'élection qui allait se jouer. J'ai vu à votre visage déjà trop fatigué à quel point cette dernière visite avait valeur de passage de témoin.

Puisque je parle de lui, vous devez savoir que c'est tout naturellement qu'il vous a rendu l'ultime hommage... et quel hommage ! Vous savez, il a touché les cœurs. Combien de personnes nous ont confié avoir découvert un homme aussi cultivé que remarquable. C'est votre père, titulaire du prix d'éloquence, qui aurait été fier en l'écoutant. Pour la circonstance, il a mené son propos avec le support de quelques simples mots griffonnés sur un petit calepin.

« Une existence lourde à porter »

L'éloge était prévu en toute fin de messe, juste avant l'envoi du cortège. François Bayrou a su trouver les mots justes et je me disais en goûtant à ses propos à quel point il était imprégné de votre vie. Il ne négligea pas les détails d'une existence très lourde à porter qu'il évoqua avec pudeur et intelligence. Il su ramasser, en quinze minutes au plus, l'essence de toute une traversée. Il n'oublia rien et il prit d'emblée beaucoup de recul avec l'exercice dont il savait tout le bien que vous en pensiez.

Il su traduire votre attachement à Roubaix de la plus belle manière : « En 1983, quand il devint maire, André Diligent savait qu'il n'aurait plus d'autre chance. Il a tout engagé pour les pauvres et les chômeurs. Pour sa ville, il savait être roublard, jouer les ouragans dans les cabinets ministériels, squatter les préfectures. Et puis, il adoptait le sourire du faux naïf, du faux candide quand il repartait avec une subvention de plus pour les siens. Ce dont il était le plus fier, ce n'était pas des équipements dont il avait pourvu Roubaix mais de la « Fraternité Roubaisienne ». C'est là qu'il réalisait le sens de sa vie, qu'il oubliait la souffrance qu'il avait rencontrée, qu'il dépassait l'épreuve de la solitude ».

Enfin, si le dimanche était beau, ce jeudi était glacial. Un peu comme si le froid venait nous dire combien votre chaleur allait nous manquer. Oui, ce qui nous manque à beaucoup aujourd'hui, c'est de pouvoir vous parler et d'entendre en écho votre voix, à la fois prudente et audacieuse.

Je pense souvent à votre fidèle ami Michel Ribet, lui qui a tout fait pour, disait-il, vous protéger : « Je crois qu'André Diligent incarne une espèce en voie de disparition, c'est à dire l'homme politique honnête et il faut pouvoir le garder le plus longtemps possible en vie ».

Un an déjà

Un an plus tard, c'est sous un ciel de neige que nous nous sommes retrouvés. D'abord au musée de Roubaix, qui porte le nom d'André Diligent, puis à la Mairie.

Robert est revenu. Lui, le frère qui mena toute sa carrière de journaliste à RTL. Son frère André l'avait prévenu : « Toi, la politique, jamais, tu n'es pas assez sérieux pour en faire ». Robert a dévoilé le buste, réalisé par Charles Gadenne. Pour laisser la place au plus fidèle ami, le Professeur Ribet. André est parti et Michel sait que l'exercice est difficile : « Parler d'André Diligent devant son image, c'est un objet d'émotion et de fierté ». La fierté d'avoir été l'ami pendant près d'un demi-siècle de cet homme « si grand et si modeste ». Si le sculpteur a travaillé avec ses mains, l'ami utilise les mots pour décrire un « visage carré adouci par le sourire des lèvres et par la fausse innocence ou la

malice des yeux ». Doté de la « force d'un taureau et du coup de patte d'un matou », André Diligent savait utiliser les deux. Avec son « tempérament de lutteur », son « action était d'abord réfléchie » puis il y avait toujours cette « volonté d'aller au fond des choses mais la sagesse d'arrêter au bord du drame ». « Têtu pour les siens, partial par le cœur », il était « aussi discret qu'efficace », « tenace vis à vis des hommes de mauvaise volonté mais il ignorait la haine ». Et Michel Ribet de poursuivre le portrait : « Il n'oubliait pas les trahisons mais il essayait toujours de les comprendre, de les pardonner parfois ». « Ses armes étaient l'indulgence et le silence ». « Sa parole était rapide, son discours attrayant ». « Sa plume claire et précise ». Il était cultivé et « il s'en cachait bien ». André Diligent se consacrait à sa tâche, « il lui sacrifiait trop sans soucis de son confort, de sa fatigue et de sa santé », « Il croyait à ce qu'il faisait pour sa ville, sa région, son pays, pour les hommes ». « Il s'est toujours écarté de la voie de la facilité, de l'intérêt ou des honneurs, pour suivre celle de ses convictions ».

Aider les plus défavorisés

« Jusqu'au bout, il est resté bien dans sa peau sans jamais en changer pour une parure, fut-elle avantageuse. Il avait refusé un poste de Ministre, un métier de valet, disait-il ! C'était un homme libre. Il montra sa vocation d'aider les défavorisés à devenir dignes et libres, toute sa vie ses convictions humanistes lui firent défendre la justice et la fraternité ».

Puis Michel Ribet rappela qu'à 23 ans, André Diligent se retrouva Commissaire adjoint de la République, puis il devint avocat et « il s'engagea en politique sur les traces de son père Victor Diligent, fondateur du Sillon dans la démocratie chrétienne ». « Il fut un excellent avocat. Il fut un homme politique dans toute la force du terme, efficace et respecté sur le terrain, écouté et estimé au parlement, jouissant avec modestie d'une autorité dépassant nos frontières ». « Aimé de la population et surtout de la jeunesse, (...), il croyait à la fois à l'importance des collectivités ». Son action législative est énorme que ce soit pour la lutte pour la transparence en politique, pour l'information libre, contre la publicité clandestine, contre le financement occulte des partis politiques, « il luttait contre la corruption ».

« Il n'avait pas d'appétit pour lui-même, il en avait beaucoup pour sa ville et sa région. (...) Il écrivit des livres, sur la télévision, son importance et son avenir, sur la Résistance et ses suites, sur le passé et le futur de la politique centriste et déjà malade, ce fut une de ses dernières joies de présenter son livre « La Charrue et l'Etoile ». « Il a fini sa vie avec la satisfaction d'avoir sauvé Roubaix qu'il aimait tant du désordre et de la ruine. Rien de ce qui revit ici aujourd'hui n'aurait débuté sans sa volonté, sans son travail, sans sa ruse parfois ». C'était le témoignage de celui qui eut « l'honneur d'être son confident ».

Robert, Michel et René Vandierendonck. Dans un discours improvisé, l'actuel maire de Roubaix rendit un hommage appuyé à celui qui l'appela un jour d'abord comme directeur de cabinet. Citant Marc Sangnier, rappelant les origines d'André Diligent, le maire de Roubaix sait « qu'il manque une tradition » à côté de

celle de Victor Provo et de Jean Lebas sur les marches de cet immense Hôtel de ville de Roubaix : celle de la démocratie chrétienne. Qui d'autre qu'André Diligent pouvait mieux la symboliser ? Celui qui fut Maire et Sénateur de Roubaix trône maintenant sur le côté droit en montant, à jamais présent dans « sa » mairie et pour toujours présent au cœur des Roubaisiens. Pour toutes celles et ceux de sa famille politique qui étaient présents pour cet hommage, venus de tous les coins de la métropole et du département, le moment fut un grand moment de dignité et de communion. André Diligent ne mourra jamais au cœur des militants centristes, car c'est lui qui a montré le chemin et tracé sur le papier la feuille de route pour l'avenir.

Tel est le destin de cet homme libre, sans autre appétit que celui de servir ses concitoyens et les idées reçues en héritage. Les dernières lignes de la « Charrue et l'Etoile » sonnent comme un appel : « L'espoir demeure. A vous de lui donner le souffle nécessaire. Ce sera votre mission. Le temps est venu de prendre la relève. Le temps est venu de prolonger la trace du Sillon et d'accrocher la charrue à l'étoile... ».

Deux années ... Trois années

Voilà donc plus de trois années qu'André Diligent est parti accrocher sa charrue à son étoile. Pendant ces années, il a fallu vivre avec cette réalité nouvelle : celui qui nous inspirait continuera, certes à le faire, mais d'une toute autre manière.

Je me sens dès lors plus libre d'écrire ces pages car je suis d'abord délivré d'une tâche essentielle, celle qui

consistait à ne rien laisser disparaître des archives d'André Diligent. Rude tâche, autrement plus rude que celle de déménager quelques cartons bien rangés. Chez André Diligent, les archives « Voix du Nord » côtoyaient celles de l'ORTF, celles de la Résistance, celles de Roubaix, sans compter celles de plus de 40 années de travail parlementaire et sans oublier ce qu'il appelait « les œuvres personnelles », entendez discours, articles, manuscrits et nombre de dossiers ayant servi à la rédaction de plusieurs livres, le tout dispersé et disséminé dans une maison où pas moins d'une dizaine de pièces servaient avant tout de pièces de travail.

Les historiens peuvent donc commencer leur « propre travail » sur le « phénix roubaisien » dans la mesure où cette mission est accomplie. Sur les conseils de Jacques Mallet, pilier de l'Amicale du MRP basée à Paris, Pierre Kerlévéo a pu établir un inventaire. La perspective finale reste maintenant de mettre en place un véritable « fonds historique André Diligent » qui pourrait trouver tout naturellement sa place à Roubaix. Le musée de la Résistance à Bondues pourrait accueillir plus naturellement encore le fonds « Voix du Nord ».

J'ai évoqué les livres qu'André Diligent a écrits. Son premier livre sur la télévision, souvent cité à l'étranger, est très important par son caractère prémonitoire. Les titres des trois livres qui suivirent sont, à eux seuls, évocateurs d'une vie : « Les défis du futur », « Un cheminot sans importance » et « La Charrue et l'Etoile ». Il y a pour toutes celles et ceux que l'histoire de cette grande figure politique intéressera, un homme à découvrir. Celle d'un élu vivant simplement, animé par le sens du devoir et du service. Un homme accroché à sa ville, Roubaix et à ses habitants, comme à ses propres enfants.

Ce n'est pas rien d'avoir collaboré avec André Diligent, me direz-vous. J'allais au travail comme on va à l'école, avec cette farouche volonté d'apprendre. J'ai arrêté les études en fac d'histoire et j'ai signé avec lui un contrat qui allait m'amener à empocher un bac+7, formation pratique garantie. Inutile de préciser que ce diplôme n'est pas reconnu, mais il est unique.

Bref, j'ai été « assistant » du Sénateur Diligent dans une période où il était très présent, chez lui, parce que malade. Il avait coutume de dire à tous ses invités : « Je suis un hôpital à moi tout seul ». La plaisanterie mise à part, ils sont nombreux, celles et ceux qui ont travaillé avec lui, à Paris, à Bruxelles et à Roubaix. Cette grande famille des collaboratrices et des collaborateurs, sans oublier les chauffeurs de la mairie, avait pour André Diligent une grande signification et une grande valeur. En retour, toutes et tous l'aimaient profondément. J'ajoute qu'avec André Diligent, nous étions au cœur de ce que nous pouvons appeler « la démocratie de l'idéal » : le travail et tout le travail consistait à traduire dans la pratique et au quotidien le poids des convictions et la force des idées.

Il y a une seconde raison qui me libère totalement pour écrire. Elle a justement trait aux convictions. Pour faire court, j'ai (enfin) fait mon deuil de ce départ précipité. André Diligent, fils de Victor Diligent (lequel était ami de Marc Sangnier, fondateur du Sillon et d'Eugène Duthoit, fondateur des Semaines Sociales de France) a baigné très tôt dans ce que l'on appelle « la Démocratie Chrétienne ». Il avait d'ailleurs dans son bureau l'une des plus belles collections d'ouvrages sur ce courant politique, dont une partie venait directement de son père. En écrivant, au soir de sa vie, un livre

davantage destiné à la jeunesse, racontant avec précision et humour l'histoire de la Démocratie Chrétienne en France, André Diligent a voulu transmettre à une nouvelle génération les clés d'une longue histoire pour qu'elle puisse, en fonction du contexte et du climat (mot qu'il affectionnait beaucoup), prendre le relais.

J'y reviendrai sans cesse car c'est essentiel, André Diligent, pétri de Démocratie Chrétienne a fait honneur à son père en transposant, avec constance et avec une rare détermination, dans le champ de l'action politique la force des convictions reçues en héritage. En rassemblant le peuple roubaisien autour d'un idéal de fraternité, en dépassant sans cesse les clivages binaires pour afficher des convictions sociales face aux conservatismes de droite et des positions plus libérales face aux conservatismes de gauche, André Diligent a su faire vivre cet idéal de justice sociale, ciment de la démocratie chrétienne. Dans la « Charrue et l'Etoile », André Diligent a cette formule mystérieuse : « Nous traversons un vide idéologique et un désert doctrinal. La Démocratie Chrétienne m'a permis de croire en quelque chose ».

Et pourtant, tout en gardant près de lui le rabat de l'Abbé Lemire, député d'Hazebrouck, fondateur des jardins ouvriers et grande figure de la démocratie chrétienne, André Diligent n'avait qu'une petite Bible près de lui, avec un seul repère à la page du « Sermon sur la Montagne ». Il disait à qui voulait l'entendre que « tout était là ». Cette simplicité, une forme de distance par rapport à la théologie, lui a permis de donner à sa vie politique une tournure si particulière ; celle d'un homme qui a su, sans renier des convictions intimement vécues, rassembler des personnes de tous

les horizons. « Pour unir des hommes, donnez leur une maison à construire » écrivait St Exupéry. Pour André Diligent, il n'y avait aucun mur qui devait tenir, à fortiori pas ceux de la misère et de l'exclusion.

« Anarchiste du centre, extrémiste du centre, égo-centriste » : ainsi aimait à se définir André Diligent face à ceux qui, de droite ou de gauche le titillaient jalousement. Il y a incontestablement derrière une forme de boutade une part de la vérité d'un homme qui laissera dans cette région une empreinte durable. Pour toutes ces raisons, j'ai ressenti avec le départ d'André Diligent, et c'est le cas aussi de tous nos militants, la douleur de la perte de celui qui nous guidait et officiait en tant que repère. Brusquement tout est devenu obscur, le phare que nous regardions s'était éteint, nous étions comme vidés de nos espoirs et de nos promesses. Nous étions devenus des orphelins.

Refaire le monde

Et comme pour ne rien nous épargner, au niveau national, on cherchait à éliminer l'UDF, notre famille. Il n'y avait plus André Diligent, avec sa voix rocailleuse et ses grandes mains, pour frapper du poing sur la table. Bien que malade et abîmé par la vie, il gardait courage et il me disait souvent et avec beaucoup d'amertume : « Ah ! Si j'avais trente ans de moins, nous referions le monde ! ». La réaction à ces coups répétés est venue d'en haut, François Bayrou découvrant dans l'adversité les ressorts d'une ambition renouvelée : « Il faut faire fi des bazookas pointés vers nous et continuer avec courage ».

Dès lors, pour convaincre, il faut écrire et le faire dans la clarté. Comme militant, acteur et observateur,

je livre ici des situations personnelles, moi qui ai le privilège de subir sur mon terrain d'élection, à Lomme, une expression enracinée du socialisme communal. Formé chez André Diligent, assis dans le fauteuil d'Arthur Notebart, je dois gérer cette situation complexe.

J'ai tenu également à rechercher et à confier à la réflexion des textes d'André Diligent, dont certains sont inédits. Ils sont insérés au début ou au milieu de chaque chapitre de ce livre comme autant de balises. Ici encore, je n'ai pas fait un travail d'historien. Mais j'ai voulu remettre en lumière ces écrits car, vous le constaterez, ce qui frappe en lisant ou en relisant André Diligent, c'est l'actualité de sa pensée. Ce qu'il disait il y a 20, 30 ou 40 ans nous éclaire sur la pertinence d'une certaine manière d'envisager la politique au quotidien. Il répétait sans cesse que, s'agissant de l'avenir de nos valeurs, il ne fallait jamais tirer de conclusions hâtives et définitives. Il savait par expérience que le souffle des réformateurs et l'appel à l'idéal démocrate ne s'éteindraient jamais.

Un nouveau défi

Si la génération « des grands hommes », issus de la Résistance* et de la libération, a tant marqué la vie politique régionale, il n'appartient pas à la génération des 45-60 ans, celle des « gestionnaires », de prendre le pouvoir en laissant de côté l'idéal. Ce serait oublier qu'une génération nouvelle, dans le sillon tracé dans le Nord par André Diligent, sera forte et fidèle au message des anciens.

Elle est entrée, aux côtés de François Bayrou, en résistance pour libérer la France de toutes ses pesanteurs !

* La Résistance, rappelle André Diligent dans la « Charrue et l'Etoile » a été « *cette occasion d'un rapprochement d'une importance extraordinaire où les hommes de la révolution française et les hommes de la foi chrétienne se sont reconnus* ».

1

**Un parti se lèvera toujours pour
défendre l'essentiel**

Déboussolés par la disparition de celui que nous suivions, nous avons trouvé en François Bayrou une boussole solide et orientée vers le même cap. André Diligent est parti avec la certitude que « François Bayrou ne lâcherait rien ». Pour faire complètement notre deuil, il nous fallait encore retrouver, à côté de Jean-Marie Vanlerenberghe, une figure dans l'espace central pour notre région. C'est chose faite aujourd'hui et même si l'histoire est encore fraîche, je suis maintenant intimement convaincu que nous avons trouvé un « nouveau visage » pour nos idées en la personne de Valérie Létard, aujourd'hui Sénatrice du Nord et Conseillère régionale. Elle développe la même sensibilité centriste, réformatrice et sociale qu'André Diligent. Elle a, à la faveur d'une élection régionale qui s'est tenue dans un contexte difficile, fait briller l'étoile UDF, faisant dire au Président de la Région « qu'elle honorait la politique ». Les mêmes compliments émanaient bien souvent des rangs de la gauche à l'égard de l'ancien Maire de Roubaix.

**« Défendre l'essentiel »
Par André DILIGENT**

Article paru dans Démocratie Moderne N°200
5 juin 1975

« D'où venez-vous ? Où allez-vous ? me disent souvent les jeunes ? »

Le deux centième anniversaire de « Démocratie Moderne » ne donne t-il pas l'occasion de le rappeler en quelques lignes ?

D'où venons-nous ? Pour nous, ces mots à la mode : changement, réforme, participation, cogestion, n'ont que l'apparence du neuf.

Nous savons que déjà tout était dit quand, il y a soixante-quinze ans, Marc Sangnier proposait à nos pères de « porter au maximum la conscience et la responsabilité de chacun ». Du Sillon au Parti Démocrate Populaire, de la Jeune République au MRP et jusqu'au Centre Démocrate Réformateur, même quand nous avons échoué, même quand nous nous sommes trompés, c'est toujours le même chemin que nous avons entendu suivre.

Demain, sans doute, le super capitalisme des sociétés multinationales rejoindra le centralisme bureaucratique et marxiste pour proposer un monde de robots et de matricules dirigés par des ordinocrates. Un parti se lèvera alors pour défendre l'essentiel, c'est à dire l'homme, sa famille, sa liberté, son épanouissement. Je ne sais comment s'appellera ce regroupement, mais je sais que nous en serons. »

**

Ce qui me frappe, moi qui ait travaillé assez longuement avec André Diligent et qui ait appris à connaître Valérie Létard, c'est une forme de parallélisme saisissant entre ces deux Sénateurs du Nord, que deux générations séparent. Je ne pense d'ailleurs pas qu'ils aient eu à se rencontrer souvent. Tout pouvait distinguer celui qui eut le privilège d'être doyen de cette vénérable institution qu'est le Sénat et qui était issu de la Démocratie Chrétienne et celle qui, à

la faveur des dispositions nouvelles de parité obligatoire, s'est imposée comme la benjamine « sympathique et bosseuse » du Sénat tout en étant issue du parti social-démocrate (formation laïque, émanation historique du parti socialiste démocrate qui avait réuni les socialistes hostiles au programme commun de la gauche). Le mérite de cette soudaine alchimie revient à François Bayrou qui suggéra de fonder une nouvelle UDF, unifiée politiquement mais respectant l'histoire de chacun. Cette construction là posa ses fondations chez nous, au Congrès de Lille en 1998. Inutile d'insister pour faire reconnaître que cette combinaison a forcé le destin, à la fois de l'UDF dans le Nord mais bien au-delà.

Deux sénateurs, mais une seule devise connue pour les deux, commune donc et authentiquement centriste : « On peut être profondément social sans pour autant être socialiste ». L'un et l'autre ont eu leur propre laboratoire de la politique de la ville, André Diligent à Roubaix et Valérie Létard d'abord à St Amand-les-Eaux comme assistante sociale puis à Valenciennes comme élue chargée de la politique de la ville. L'un comme l'autre savent refuser les honneurs faciles. André Diligent, au zénith dans les sondages, deuxième personnalité citée après le président américain, encouragé par ses amis pour être le candidat des réformateurs à la Présidence de la République en 1965, refusa catégoriquement. Cette histoire le faisait rire et il pensait qu'il n'était pas fait pour cela. Pour des raisons personnelles, il déclina à plusieurs reprises des responsabilités ministérielles, dans des gouvernements de droite ou de gauche.

Sans le malheur qu'il eut à affronter avec la disparition de sa femme dans des circonstances

tragiques, laissant dès lors seule une fille handicapée, il n'est pas impossible de penser qu'André Diligent aurait accepté de plus hautes responsabilités, aux seules fins de servir Roubaix, bien sûr. Bien des lettres qu'il recevait commençaient d'ailleurs par « Monsieur le Ministre ». Cela le faisait sourire.

Valérie Létard, quant à elle, a tout simplement refusé en 2004 un poste de Ministre rattaché au logement et à la ville. Pour ne pas brusquer les étapes et ne pas laisser en plan un groupe UDF naissant au Conseil régional. Ce Ministère là, avec ces compétences là, André Diligent l'avait refusé à Michel Rocard, alors Premier Ministre.

Je peux multiplier ces parallèles mais je ne peux les inventer. Ils s'offrent donc à moi et à nos militants comme autant de raisons de croire que la phase de deuil est derrière nous, que nous avons commencé à écrire la suite de l'histoire, avec une touche féminine. Un vrai clin d'œil de l'histoire si on ne cache pas plus longtemps le côté « macho » que pouvait avoir parfois André Diligent, comme bien des hommes de sa génération.

Un homme discret mais efficace est en train d'écrire, à sa manière, une partie de l'histoire dans la lignée d'André Diligent : il s'agit de Francis Vercamer. Elu député en 2002, il n'a de cesse de se battre à Paris pour Roubaix et son agglomération. Il affiche un palmarès impressionnant d'allers et retours Paris-Roubaix, pas toujours gagnés mais force est de reconnaître que s'agissant de Roubaix, rien n'est jamais gagné d'avance. « Etre élu de Roubaix, c'est une vocation et une mission » disait souvent André Diligent qui, tout un symbole, gardait un pavé dans l'entrée de

sa maison. Il avait repéré ce jeune élu prometteur qu'était Francis Vercamer dans le sillage de Maguy Massart, alors maire de Hem. La mission du nouveau parlementaire : faire fructifier l'état d'esprit de ce qui était davantage qu'un slogan : le parti de Roubaix. Car, s'il usait abondamment d'une formule qu'il empruntait à Churchill, André Diligent s'était fait une raison des malheurs de sa famille politique à Roubaix : « On succède toujours à un incapable, on est succédé par un ambitieux ». Une façon de prendre ses distances avec le parcours de son successeur à la mairie, René Vandierendonck, élu en 1995 à la tête d'une liste « Mon parti c'est Roubaix » mais qui n'a pas résisté à l'appel du parti socialiste dans une ville sociologiquement de gauche. Bonne nouvelle en 2004 : l'UDF a fait confiance à Louisa Mokhtari, aujourd'hui conseillère régionale. Issue du secteur de l'entreprise, elle a, par ses origines, son courage et sa sensibilité, beaucoup à apporter. Inutile de dire combien André Diligent aurait été heureux, lui qui avait enrôlé le professeur Salem Kacet, dont il avait fait son adjoint, de compter dans les rangs de l'UDF régionale, une élue roubaisienne issue de l'immigration. Il confiait parfois à ses visiteurs combien il était persuadé qu'un jour, Roubaix trouverait logiquement à sa tête ce qu'il appelait un « visage pâle ».

Mais ne perdons pas le fil. L'essentiel se joue maintenant : dans ces longs mois sans élection. Toutes les initiatives prises par l'UMP, avec la complicité du PS pour simplifier la vie politique autour de deux camps, ont dopé le moral des troupes. Quand les uns proposent de simplifier au lieu de comprendre, quand les autres retranchent au lieu d'additionner, François Bayrou se lève et derrière lui une petite armée particulièrement déterminée. André Diligent, général à

la retraite du régiment Nord, est parti avant la naissance de l'UMP, c'est à dire avant toutes ces nouvelles tentatives qui « ne visent qu'à mettre en place une nouvelle France de l'hémiplégie politique » disait-il. Le vieux navigateur aux idées claires avait supplié François Bayrou de ne jamais rien céder. « Nous ne céderons jamais sur l'essentiel et nous devons expliquer davantage d'où nous venons, ce que nous pensons, où nous voulons aller » plaidait-il encore.

Car beaucoup d'hommes et de femmes politiques, respectables au demeurant, se positionnent par rapport aux hommes du moment et nous demandent un jour des unions de façade, pour un autre jour nous vilipender en rejetant sur nous les raisons de leurs échecs. Ceux-là se trompent et contre vents et marées, nous affirmerons sans cesse et sans acrimonie que se déterminer par rapport aux enjeux est autrement plus utile. La démocratie sociale en France et la construction d'une Europe unie et forte sont des enjeux qui dépassent la fracture idéologique droite/gauche et méritent autre chose que des calculs politiques. Illustration ...

Devant 800 militants à Lille, François Bayrou annonce le printemps de l'UDF

En période de vacances scolaires, les militants UDF ne désertent pas. La Halle aux Sucres est trop petite pour accueillir ce 3 mars 2004 les centaines de militants, la fleur au fusil, armés de pancartes et munis de trompettes pour accueillir le leader de l'UDF. Une ambiance nouvelle pour l'UDF à un moment où les

autres candidats aux régionales ont du mal à trouver leurs marques. L'UDF, libre et rajeunie, veut faire sauter la ligne de démarcation de la vie politique « qui fait de nos concitoyens depuis trop longtemps les prisonniers d'un choix binaire » selon Bayrou. Ambiance...

C'est le local de l'étape qui ouvre le feu. Jacques Richir en qui l'UDF toute entière voit « l'avenir de Lille » évoque cette alchimie des listes UDF qui ont, à la fois su tirer les leçons du 21 Avril 2002, mais aussi en finir avec les oppositions « Nord contre Pas de Calais, Métropole lilloise contre le reste de la région ». Et d'ajouter, grâce à Valérie Létard « aussi à l'aise avec des chômeurs, des artisans, des jeunes » nous avons gagné « le pari des énergies nouvelles ». Olivier Henno, le Président de l'UDF-Nord, s'imprègne des lieux dans la foulée : « La Halle aux Sucres, c'était un endroit de ferveur, d'enthousiasme et de dynamisme ». A l'image de la campagne de « challenger » que mène « Valérie avec talent, conviction et persévérance », il frappe fort en renvoyant dos à dos le PS et l'UMP qui dans cette région sont les acteurs usés « d'un vis à vis stérile qui ne produit rien et qui fait souffrir nos habitants ». Et de suggérer que cette campagne soit une grande campagne de réconciliation. Placer Valérie en tête le 21 mars pour « mettre le plus grand coup de pied dans la fourmilière », c'est selon Olivier Henno, le meilleur message « à envoyer à tout l'établissement ». Frémissements.

Jean-Marie Vanlerenberghe entre en scène. Rappelant le choix fait à Arras, il y a maintenant un an, « de la jeunesse triomphante avec Valérie Létard », le Sénateur-Maire d'Arras jubile des dernières sorties de François à l'Assemblée. « Hué par la droite, hué par la

gauche et rappelé à l'ordre par Debré, c'est très bien ! ! » s'est exclamé la tête de liste du Pas de Calais. Et d'analyser : « Nous sommes passés de l'esprit de résistance dans le camp de l'espérance ». Succès garanti dans une salle surchauffée. La température monte quand il assène : « Ce n'est pas au MEDEF de dicter la politique de la France pas plus qu'aux syndicats de salariés ! » en faisant référence à ce sentiment qui l'a toujours animé d'une France qui doit « être gouvernée au centre parce que la France est démocrate et sociale ». Premier message qui concerne donc la méthode. La seconde salve concerne la gauche.

C'est une véritable décharge qu'adresse Jean-Marie Vanlerenberghe à l'exécutif en place. « Dans notre tournée des territoires, on nous pose la même question : la région c'est quoi ? ». A l'évidence, « la gauche a échoué par son manque évident de proximité. Elle ne fera pas demain ce qu'elle n'a pas su faire hier ». Et d'amorcer une dernière flèche. Jospin a dit à Lens « si vous voulez que ça change, il faut le faire le 21 mars ». « Jospin a raison, pour changer il faut voter UDF ! ». Message reçu 5 sur 5 avec de larges sourires. Point final : « Nous sommes dans une région qui vit la fracture sociale au quotidien. Avec l'UDF nous portons l'espoir d'une démocratie nouvelle qui met la solidarité en avant ! ». Trompettes, pancartes, la salle se lève. Valérie présidente ! Valérie présidente ! « Valérie fera des ravages et pas seulement chez les hommes. Avec elle nous allons renverser des montagnes ! ». Le Sénateur-colistier séduit la salle...

Valérie Létard entre en scène

Elle fait d'abord applaudir François pour « les exploits qu'il accomplit tous les jours ». Et de proposer

sa démarche en trois mots : « Ouverture, renouveau, proximité ». Certes, elle découvre tous les jours « des constats difficiles » mais aussi des « ressources insoupçonnées ». Et de raconter sa visite marquante à Courcelles-lez-Lens : « Les mutations économiques sont plus fortes là qu'ailleurs. Il faut des moyens humains et jusqu'à présent, ni l'Etat ni la région n'ont su aller au secours de ces territoires ». Pour elle, la région doit véritablement assister les territoires en danger « sinon, à quoi sert-elle ? ». Comme la région doit accompagner les jeunes vers le premier emploi. Comme la région doit optimiser les moyens de la formation. Comme la région doit anticiper et mettre en place une carte sanitaire et un vaste programme d'éducation à la santé. Toutes ces propositions résonnent comme des échos aux préoccupations des quatre millions d'habitants de la région. Pour Valérie Létard, « le renouveau n'est pas virtuel et les clés et la combativité sont là pour changer la région ». Le renouveau ce sont les hommes et les femmes de la liste à l'image de Louisa qui confesse : « Je suis là pour donner un peu de liberté... celle que vous m'avez donnée ». Et la candidate UDF de reprendre la parole : « Je ne suis pas socialiste mais sociale et libérale. On a besoin des deux comme on a besoin des entreprises et des associations ». Pour finir, « écouter les gens, c'est le choix de l'UDF ». La salle explose de joie !

Le Nord a trouvé un leader

François Bayrou qui écoute les interventions, posté derrière les orateurs, a le temps d'affûter ses arguments et de goûter la détermination de tous ses lieutenants. Ses premiers mots sont pour la lieutenant en chef, Valérie : « Je l'ai écoutée et j'ai mesuré son épanouissement et ce qu'elle a gagné en capacité

d'entraînement en quelques semaines ». Et de revenir sur son choix : « C'est la liberté qui fait la démocratie et donc les victoires. Lorsque l'on se présente, on a le devoir de se présenter pour gagner. Valérie a les épaules et la vision pour gagner ! ». Les pancartes se lèvent dans un tonnerre d'applaudissements. « Avec de tels talents, votre liste sent à plein nez le printemps » annonce t-il avant de citer Gérard (Vignoble) « qui a fait de la rencontre de la maladie une force », Francis (Vercamer) « qui joue parfaitement son rôle au parlement », Jacques (Richir) « qui est le portrait robot du candidat crédible et vainqueur à Lille », Etienne (Cauchy) « Je suis fier comme fils de paysan que l'UDF soit la seule liste qui présente un paysan » et Louisa (Mokhtari) « quand on l'écoute, les regards s'engluent, une émotion vous gagne, les larmes arrivent aux coins des yeux ». L'occasion pour François Bayrou de balayer d'un revers de main ceux qui ne voyaient dans la démarche de l'UDF « qu'une démarche personnelle » : « Cette éclosion de talents est en train de changer le visage de cette région comme nous voulons changer le visage de la France ! ».

Et le Président de l'UDF de conclure : « C'est bien ce qui dérange ces grands partis qui entrent en éruption tels des brontosaures qui craignent pour leurs avantages acquis ». Ils sont « usés sous le harnois » mais « ils se doutent que quelque chose pourrait troubler le jeu traditionnel dans lequel ils ont trouvé leurs aises depuis des lustres ». Et de stigmatiser la France qui va mal : « On fait le titre du 20 heures, on fait des annonces et derrière rien ne change ! Il y a des décennies que l'on gouverne la France avec de la communication et pas avec de la vérité ». En prônant la vérité et la loyauté, le Président de l'UDF a conscience de mener le combat « seul contre tous » mais

seulement jusqu'au 21 Mars prochain. Car au premier tour des élections régionales, les Français vont se saisir du « bulletin de vote rebelle » pour sortir du désespoir. Dans la région Nord-Pas de Calais comme dans toutes les régions de France. La France a besoin d'un Etat qui respecte sa parole. La France a besoin de l'UDF dans les régions. « En deux ans, les français ont vu que tout ce qui avait fait le 21 Avril 2002 s'était réinstallé à l'identique ». Et François Bayrou de rappeler : « Ce n'est pas faute d'avoir multiplié les avertissements ! ». Les régions seront des laboratoires pour ce que l'on peut faire pour « changer la vie vraiment ». Et comme « l'abstention et l'extrémisme sont des impasses », il faut les remplacer « par le choix positif et démocratique de l'UDF ». C'est ainsi que pour François Bayrou se dessine le printemps, celui de l'UDF et avant tout celui des Français réconciliés avec la politique loin de la partie de ping-pong inefficace entre la droite et la gauche. L'ambiance des grands soirs pour l'UDF qui annonce une nouvelle vie. Après l'ère des brontosaures !

2

Retour aux sources

Depuis votre départ, Monsieur Diligent, nous devons faire sans vous... mais en pensant toujours à vous. C'est notre force. A propos des derniers scrutins, vous aviez encore raison : les choses ne se passent jamais comme prévu !

« La légende du Père FOUETTARD »

André Diligent – Mars 1976

Depuis 20 ans, ou presque, les majorités successives l'emportèrent parce que l'épouvantail de l'alternance faisait fuir l'électeur.

Depuis 20 ans ou presque, les raisons du succès étaient plus négatives que positives : peur du chaos, peur du vide, peur de l'aventure.

Cela fut payant très longtemps. « Nous sommes au pouvoir pour 30 ans, il suffit de ne pas faire de bêtises » disait l'un, « Nous sommes là pour deux septennats au moins » rappelèrent par la suite d'autres courtisans.

Ces raisonnements simplistes désormais ne suffisent plus. La légende du Père Fouettard n'est plus crédible.

La majorité est maintenant le dos au mur. Ceux qui, il y a encore quinze jours, complotaient contre les réformes annoncées comprendront-ils qu'elles restent la dernière chance d'éviter ce qui pourrait être l'irréparable ? ».

Si l'élection présidentielle de 2002 a consacré notre leader François Bayrou en quatrième homme, elle a vu Le Pen au second tour ! C'est que Lionel Jospin est tombé bien bas. Au PS, ils ont d'abord trouvé les fautifs chez les autres : Christiane Taubira et Jean-Pierre Chevènement ont été montrés du doigt. Puis, ils ont commencé à instruire le procès du principal intéressé. A cet égard, la gauche du socialisme français ne manque pas de zèle. Jospin se défend bien et sort du bois à chaque occasion.

Chirac n'a pourtant pas fait un gros score au premier tour. Et qu'en aurait-il été si Charles Pasqua ne s'était pas désisté au dernier moment ? Une chose est sûre, le téléguidage depuis l'Élysée a bien fonctionné. Bref, du billard à trois bandes. Les anti-Le Pen ont ainsi pu occuper la rue ; des centaines de milliers de personnes dans toutes les villes de France.

La mobilisation exceptionnelle du camp très large des républicains a permis, ce qu'il faut bien appeler, une « victoire virtuelle » de Jacques Chirac. Mais c'est bien connu, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Aujourd'hui, le camp surnuméraire reste celui des amnésiques ! Vous ouvrez votre poste de télévision, la radio, et vous y croyez, vous ? Le 21 Avril 2002, il s'est passé quelque chose ? La suffisance des uns rivalise avec l'arrogance des autres et inversement.

Quel gâchis ! C'est finalement le résultat de toutes ces alternances gâchées qui ont fait revenir sur le devant de la scène une revendication identitaire au moment où le débat sur la nécessité européenne avait rallié tous les suffrages des partis républicains. Le philosophe Marcel Gauchet a décrit, quelques jours après ce choc terrible, l'état de la France: « Le mystère,

c'est la profondeur de « l'idéologisation » de la société française, qui subsiste envers et contre tout. Il nous faut réapprendre les réalités du monde et penser l'adaptation de la société française à ce réel qu'il nous faudra bien prendre en charge ».

En définitive, au rythme des petites phrases, gros mots, mises en scène, reniements et de tous autres procédés en vigueur ou à inventer, chacun y trouve son compte dans la classe politique. Triste réalité.

Tiens, je ne vous ai pas encore dit, Monsieur Diligent, un nouveau premier Ministre a succédé à Jean-Pierre Raffarin, votre ancien collègue du Sénat. C'est à dire, je crois que c'était la première fois sous la cinquième République qu'un Sénateur en exercice accédait à ce poste. De quoi donner du fil à retordre à ceux qui voyaient dans le Sénat une pure anomalie. Usé jusqu'à la corde, Jacques Chirac l'a envoyé se reposer. Villepin pédale en tandem avec Sarkozy. Du jamais vu dans la 5^{ème} République. Vivement la 6^{ème} !

Jean-Pierre Raffarin a eu beau crachoter sur son ancienne famille en disant : « La démangeaison est inscrite dans les gênes et les statuts de l'UDF », en réalité, nous n'avons jamais autant parlé de l'UDF depuis ces derniers mois. Ce qui dérange à droite, alors qu'ils ont plus de 360 députés étiquetés UMP, c'est qu'avec une trentaine de députés et un peu plus de Sénateurs, l'UDF existe et fasse entendre sa voix. A droite et à gauche, ils voudraient bien éviter les vagues inutiles et caporaliser jusqu'à nos troupes. Ils se trompent !

Députés et Sénateurs UDF n'hésitent pas, dans des styles certes différents, à monter au créneau et à

répliquer ! J'aurai bien des occasions de revenir sur l'UMP mais je voulais pointer du doigt la perspective qui s'ouvre de nouveau pour notre courant de pensée.

Car, finalement et c'est ce que les Français retiennent, à l'intérieur de la droite comme à l'intérieur de la gauche, les alliances se font et se défont au nez et à la barbe de nos concitoyens même si la palme doit revenir au parti socialiste dont une valeur montante de la fédération du nord déclarait il y a peu : « chez nous, toutes les combinaisons ont vécu en fonction des circonstances ». Mais plus sérieusement, sur cette question des alliances, je repense à la situation de 1994, à la veille des présidentielles. Pour les élections européennes, il y avait à gauche une liste Tapie, une liste Chevènement, une liste Rocard, une liste PC et une liste Verte. Après 1995, tout ce beau monde s'est fédéré pour constituer la gauche plurielle. La gauche plurielle a géré le pouvoir pendant cinq années, de 1997 à 2002.

Pour la présidentielle de 2002, la gauche plurielle désunie a perdu le pouvoir. Requinquée par sa victoire aux régionales de 2004, la gauche est désunie pour les européennes mais pense redevenir solidaire en vue des échéances de 2007...

En 1994, à droite, il n'y avait qu'une liste officielle, celle emmenée par Dominique Baudis, pour l'UDF et le RPR avec l'unique concurrence d'une liste De Villiers. En 1995, la droite unie derrière Chirac l'a emporté, mais la même droite unie en 1997 a échoué. En 2002, la concurrence de l'UDF et de plusieurs candidats et candidates de droite n'a pas empêché la réélection de Jacques Chirac. En 2004, des listes concurrentes aux

élections régionales n'ont pu empêcher la défaite de presque tous les présidents de région sortants.

Notre famille UDF a certainement beaucoup souffert de ne pas avoir son propre candidat à l'élection présidentielle de 1995. Ce jour là, nous abandonnions comme une part de notre héritage politique. Mais nous n'avions incontestablement pas suffisamment de ressources pour réagir autrement. Il fallait commencer par rebâtir une stratégie de conquête du pouvoir, ce qui est louable dès lors qu'elle vise à mettre en avant des valeurs. Les UDF qui sont partis chez Chirac, ce sont finalement ceux qui n'ont pas voulu reconstruire la maison. Impatients, ils ont voulu construire la maison d'un autre... En réalité, ils n'avaient pas pu lire votre appel de 1997, appel à un retour aux sources.

**« Retour aux sources :
un avenir pour le Centre »**

Article d'André DILIGENT, non paru,
envoyé au Journal « Le Monde » 26/8/1997

Séisme pour les uns, heureuse surprise pour les autres, les dernières élections n'ont pas eu pour seul effet de provoquer une nouvelle alternance, avec l'exercice de cette particularité française appelée « cohabitation », qui suscite davantage l'idée d'accommodement que de dynamisme : ce scrutin aura probablement sur notre vie politique des conséquences telles que ses acteurs eux-mêmes les imaginent encore mal.

Un débat s'engage, notamment à droite, sur la stratégie qu'il convient d'adopter, à partir du postulat contestable selon lequel la politique est avant tout l'art de se maintenir au pouvoir, ou de le conquérir. Très logiquement, dans cette optique, se sont exprimés tout d'abord les partisans de l'Union : la petite, regroupant les composantes de l'UDF et la grande, fusionnant l'UDF et le RPR dans un parti unique de la Droite. Celui-ci aurait même vocation de « ratisser » selon le vocabulaire à usage électoraliste, jusqu'à l'extrême droite.

D'ailleurs à ceux qui limitent leur réflexion à la recherche de la meilleure stratégie électorale, je conseillerai de ne jamais oublier que l'on ratisse plus large avec un râteau qu'avec un bâton. Une fois de plus, ceux que l'on appelle « Centristes », parce que géographiquement situés au centre, sont considérés comme une fraction, sinon comme une troupe de supplétifs. Ce dont ils ne peuvent se satisfaire.

Ces considérations tactiques, en effet, ne résultent que d'une nécessité arithmétique : additionner des voix pour battre la Gauche. Elles ne sont fondées sur aucune analyse sérieuse de l'état de l'opinion, des courants qui traversent, animent et transforment notre société, de l'évolution probable de nos institutions et du contexte européen dans lequel nous vivons et agissons désormais. Tout nous incite, au contraire, à remettre en cause les simplifications binaires. La recomposition de la vie politique commence par un retour à l'authenticité et, tranchons le mot, au pluralisme des familles de pensée, des sensibilités, des formations politiques – ce que la gauche semble avoir mieux compris-.

Historiquement, c'est la bipolarisation politique, sous la cinquième République qui a conduit les « Centristes » à rejoindre le camp où les compromis leur demandaient le moins de compromissions et notamment pas la moindre complaisance pour le parti communiste de Georges Marchais. Ce ralliement de fait au camp de la droite a provoqué le départ d'une partie substantielle de militants et d'électeurs, mal à l'aise dans ce qu'ils ressentaient comme un bloc conservateur, et il ne s'est effectué que très progressivement, pour être entériné avec l'élection présidentielle de 1974.

Constatant que par le jeu des institutions, aucun parti ne pouvait être autonome, sauf à placer sur orbite un candidat crédible pour l'élection présidentielle, la force « centriste » en majeure partie héritière et dépositaire de la grande et vieille tradition sociale-chrétienne, a cependant réussi à conserver sa personnalité au sein de l'UDF. Elle a loyalement joué le jeu tout en préservant son enracinement propre. Mais elle n'a gravé nulle part que cette position est définitive.

Le monde, en effet, et le paysage politique français, ont changé. D'un côté, la mondialisation a fait naître une formidable crise d'identité, qui encourage particularismes et conflits. De l'autre, la cinquième République s'adapte vaille que vaille aux bouleversements politiques et sociaux : implosion du communisme, progrès de l'Union Européenne, rapprochement en France des programmes et des politiques. Le caractère « présidentialiste » du régime s'atténue lui-même. Qu'en sera t-il si la cohabitation doit durer cinq ans ? Et nous serions les derniers à prendre à la légère le péril d'une extrême droite de

type nouveau dans son organisation et son développement, contre laquelle les coalitions politiques actuelles ne paraissent pas les mieux armées, ni les plus efficaces.

Dans ce contexte, l'affirmation par chaque famille politique de son identité redevient une nécessité, qui l'emporte de loin sur les considérations tactiques à courte vue. Lorsqu'une famille politique se tait, ce qui est toujours dommageable pour la démocratie, ses membres vont chercher ailleurs, au gré des préoccupations du moment, accroissant ainsi le caractère volatile de l'électorat.

Une famille politique, c'est l'incarnation d'un système de valeurs et de convictions forgé au cours de l'histoire de notre peuple et qui permet de développer dans la solidarité de ses membres une certaine conception de l'homme et de la société –donc de la politique- avec ses priorités, ses refus, ses choix.

Personne ne conteste que la famille centriste, avec sa composante démocrate-chrétienne, présente dans la quasi-totalité des pays européens, est une des grandes forces démocratiques de notre pays : elle ne se réduit d'ailleurs pas à un parti et ce courant de pensée est toujours l'un des plus vigoureux et des plus innovants. Son effacement, ou sa dilution, ne sont plus justifiés. Quand on déplore le divorce entre le « clan politique » et le pays, il importe de se rapprocher des citoyens, des jeunes en particulier , d'écouter leurs aspirations, en leur offrant les repères solides que peut leur proposer chaque famille politique, selon ses propres critères. C'est cette démarche qu'a entreprise la gauche plurielle, c'est cette forme de démocratie vivante qui

permet à nos partenaires européens de s'adapter mieux aux évolutions de nos sociétés.

A ceux qui veulent entendre dépasser la simple préoccupation électoraliste, je rappellerai le message de Jacques Maritain, proposant de « distinguer pour unir » et démontrant que la richesse de l'action publique tient moins à un unanimité de façade qu'à une acceptation de diversités enrichissantes.

Sur la solidarité sociale, qui fut la première bataille de leurs pères fondateurs au siècle dernier, sur les libertés publiques, sur le rôle de l'Etat, sur l'accueil de l'étranger, mais aussi sur la famille, l'éducation, la démocratie locale et régionale, la protection de la nature, les « centristes » doivent reprendre la parole et affirmer avec force leur personnalité.

Ensuite, selon les propositions des uns et des autres, et sans perdre de vue l'efficacité nécessaire pour la traduction d'un projet dans une action gouvernementale, il sera toujours temps de choisir la stratégie électorale la mieux appropriée.

Reprendre la parole et affirmer la personnalité du centre, tel est le message d'André Diligent après la dissolution de 1997.

A cet égard, Monsieur Diligent, François a mené en 2001 une campagne présidentielle remarquable. Son idée de départ, c'était de faire le tour de France en bus, pour aller au contact de la « France profonde ». Jean-Pierre Raffarin parlait de la France d'en bas, ce qui ne nous plaisait pas du tout. Bref. C'est vrai que l'épisode

du 11 septembre 2001 a été redoutable pour tous les hommes et les femmes en campagne. La dynamique a vraiment repris début janvier après le meeting de St André. Ce soir là, il y avait la terre et le ciel contre nous. Le derby Lille-Lens, les vœux du Préfet, les vœux dans de nombreuses communes. Malgré tout, nous avons réussi à réunir plus de 450 militants dans une salle comble.

Ce soir là, le Président de l'UDF-Nord, Marc-Philippe Daubresse avait la tête ailleurs. C'est qu'il venait d'organiser le premier grand meeting de l'Union en Mouvement (UEM), une sorte d'union en gestation, le fameux grand parti de la droite. C'était à Lambersart quelques jours plus tôt. Une brochette allant de Juppé à Alliot-Marie en passant par Pons et Douste-Blazy. Une sorte de grande messe orchestrée par un petit Monsieur dont on disait déjà qu'il était le bras armé de l'Élysée, Jérôme Monod. Ils avaient tous pris la parole selon un rituel qui avait du changer plusieurs fois. Bernard Pons est même arrivé une heure à l'avance pour repérer les lieux en menaçant de les quitter s'il ne pouvait pas dire un mot au nom des amis du Président. Ce soir là, avec plus de 20.000 invitations lancées et un battage médiatique sans précédent, 1.000 personnes ont répondu à l'appel. Des hommes surtout, quelques femmes, tous de droite et avec un seul mot à la bouche : « Chirac ». Ce soir là, Monsieur Raffarin a donné une recette maison (C comme ..., H comme ..., I comme ..., etc) dont lui seul a le secret. Sacré Jean-Pierre ! C'est certainement à ce moment là de la soirée que Monsieur Monod est convaincu qu'il tient, en cas de victoire, un communicant hors pair pour Matignon.

Douste-Blazy l'a joué trop sérieux. Sarkozy, je ne me souviens plus. De toute façon, j'étais préoccupé par

une mission presque impossible. Il fallait empêcher tout débordement chiraquien dans le respect de la supposée ligne de conduite de l'UEM : respecter les différentes candidatures à l'élection présidentielle. J'ai bien su empêcher quelques zélés militants de déverser un torrent d'affiches et d'autocollants. Je n'ai pu empêcher le bras droit de Monsieur Pons de distribuer à toute l'assistance la dernière lettre des amis du Président. Cela ne laissait planer aucun doute sur ce que devait devenir l'UEM : une machine à faire le parti unique de la droite française et à rajeunir un RPR vieillissant.

A l'extérieur, les caméras de télévision cherchaient « le » témoignage. Je vois encore une équipe de la chaîne cryptée s'amusant de cette confusion étonnante en captant des témoignages plus surprenants les uns que les autres. Les jeunes RPR expliquaient avec assurance que l'UEM était une coquille vide pendant que du côté de Démocratie Libérale on affichait beaucoup de méfiance. Nous expliquions de notre côté que l'UDF avait vocation à gouverner la France. Ni plus, ni moins.

Dedans, tout ce que la droite Française comptait de premier ministrables, ministrables et sous-ministrables s'essayait à un nouveau numéro de séduction où l'art consistait à gommer toutes les différences pour ne plus faire apparaître que des convergences. Je ne crois pas me tromper en disant que tous les acteurs de cette pièce sont passés au gouvernement y compris l'organisateur de la soirée, Marc-Philippe Daubresse qui a accédé au rang de secrétaire d'Etat dans le gouvernement Raffarin 3, puis ensuite à celui plus prestigieux de ministre en titre, pour finalement redevenir aujourd'hui député. CQFD.

3

La fusion Lille-Lomme

Monsieur Diligent, il faut aussi que je vous dise mais vous le savez peut-être : Arthur Notebart est décédé. Cela m'a frappé ; je me suis dit qu'à quelques semaines près, il vous suivait. Si vous trouvez un banc, vous pourrez discuter.

Rapport de politique générale 1977 – 1980
Par André DILIGENT, secrétaire général du CDS

**« Un jour viendra où le PS
devra tirer les conséquences de son échec »**

« Nous sommes dans la majorité et si c'était à refaire, nous le referions.

Certains de nos compagnons de route, souvent parmi les plus généreux, nous ont quitté il y a quelques années pour rejoindre le parti socialiste. J'en connais, croyez-moi, qui se sentent maintenant orphelins. Le Parti Socialiste, en effet, se trouve, devant une situation des plus délicates et les plus difficiles de son histoire.

Le Parti Socialiste ne présente plus de solutions crédibles. Toute sa stratégie s'est effondrée.

Il y a quelques années, la stratégie du PS était celle d'un parti cohérent ; il soutenait qu'un gouvernement socialo-communiste était possible, même nécessaire, et qu'il aurait l'avantage d'éviter de rejeter dans un ghetto le parti communiste. On sait ce qu'il en est advenu.

Une entente franche, constructive, cohérente, loyale, sur des objectifs communs, voilà ce qui ne pouvait pas être envisagé avec un minimum de sérieux. Les responsables avaient fait un pari. Ils l'ont perdu. Ils n'ont pas encore tous la lucidité de le reconnaître.

En politique, on n'est pas jugé sur des discours mais sur des intentions, pas même sur des actes, mais sur les conséquences de ces actes.

Quelle serait la situation actuelle du pays si le plan des dirigeants socialistes avait triomphé ? Dans quelle situation anarchique serait notre peuple dirigé par un gouvernement où l'on s'interpellerait avec les mots de « paltoquet » et de « valet », pour ne prendre que les plus aimables, où, dans tous les domaines – économiques, sociaux et culturels – le fossé se serait creusé pour atteindre la profondeur qu'il a maintenant ?

Oui, c'est à quelques voix près que la sagesse du peuple a évité, en 1974 et 1978, à ce pays profond de se trouver devant une telle situation. La France aurait été écartelée, déchirée, bafouée, humiliée, appauvrie. Elle a évité sans doute une des grandes catastrophes de son histoire.

Il est vrai qu'une autre hypothèse gagne, maintenant de jour en jour du terrain. On entend dire dans les rangs socialistes : « Eh bien ! C'est entendu, puisqu'on ne peut pas gouverner avec les communistes, nous gouvernerons sans eux. Nous ferons un gouvernement socialiste et homogène ».

Poussons le raisonnement jusqu'au bout. Je pose solennellement la question : avec quelle majorité ?

Un gouvernement où les communistes apporteraient leur soutien sans leur participation ? Mais ce serait le piège. Ce serait pour le PS tendre le cou à la corde. Chaque jour, ce gouvernement homogène, mais minoritaire, verrait son existence remise en cause. Chaque jour, il devrait choisir entre s'incliner ou démissionner, se soumettre ou se démettre.

Pendant ce temps où le PC lui laisserait la responsabilité apparente du pouvoir, la division du travail serait clairement organisée : aux socialistes les choix douloureux, les mesures impopulaires ; aux communistes, la contestation, l'agitation démagogique.

Relisez l'histoire de France. Chaque fois qu'une expérience de soutien sans participation a été tentée entre les communistes et les socialistes, elle s'est terminée par un échec ou un désastre.

Ainsi, par ce choix contre nature, les dirigeants socialistes ont entraîné des millions de Français généreux et de bonne foi dans l'impasse.

Un jour viendra où le Parti Socialiste devra tirer les conséquences de cette situation. Moi qui n'ai jamais été partisan des petites manœuvres de débauchage, de récupération, je souhaite qu'il le fasse, le moment venu, car la France comme bien des pays d'occident, a besoin d'un parti socialiste solide mais lucide, et qui puisse être un partenaire exigeant, fidèle à son idéal, et apporter une contribution importante à la construction de la société de demain. »

Enfin, Arthur Notebart, vous l'avez si bien connu, affronté tant de fois dans l'arène

communautaire. Moi, je l'ai rencontré une fois. Souvenez-vous, c'était le 3 avril 2000, je vous avais fait le récit de ce moment privilégié. Arthur Notebart était vraiment très diminué par la maladie et il n'était pas du tout sûr que je puisse le voir. Quelques jours avant la rencontre, j'avais reçu un message sur mon répondeur : « Pouvez-vous rappeler la maison de Monsieur Notebart ». Ce fût fait et l'entrevue a été décalée d'une semaine. Toujours est-il que j'ai rencontré Arthur Notebart dans sa maison de l'avenue de la République à Lomme.

J'avais tellement à discuter avec lui et la fusion avec Lille nous en donnait matière. Je voulais en savoir plus sur la motivation qui l'avait poussé à se déplacer le 17 juin 1999 quand nous avons décidé d'organiser ce grand référendum citoyen dans les coffres de voitures. Je voulais qu'il m'en dise plus sur les conditions de son départ forcé de la mairie en 1990. Je voulais qu'il me parle de son amour de Lomme et des Lommois, qu'il n'a cessé de servir toute sa vie durant.

Mais incontestablement, Monsieur Notebart était déjà trop usé pour que nous allions au fond des choses. Il avait voulu, en provoquant l'échange, me rencontrer avant de mourir, ce sont ses mots. J'étais bien ennuyé, non pas que je sois déçu mais quelle entrée en matière ! Il était content de me voir, moi dont il avait souvent entendu parler. Sur la fusion, il n'a pas contredit les propos qu'il avait tenus en début d'année 1999.

A l'époque, un peu moins atteint par la maladie, il s'était interrogé publiquement sur l'existence d'un nouveau « parti des combinards » à Lille et à Lomme. Assurément, il n'acceptait pas le coup de force : « Je

n'étais absolument pas au courant et mon avis là-dessus, j'estime qu'on aurait pu me le demander avant. Il fallait prendre les choses dans l'ordre et commencer par demander aux Lommois ce qu'ils en pensent ».

Je suis ressorti de chez lui avec la certitude que la fusion, c'était comme l'ultime coup de poignard. Et par delà les étiquettes politiques, j'ai incontestablement tiré de cet échange la force pour mener jusqu'au bout le combat pour les « droits de Lomme ». Mais je décidais de tenir absolument secret ce rendez-vous. Je sais, combien auraient utilisé une telle situation, en pensant détenir le scoop de l'année ! Pour ma part, j'ai juste eu envie de rester fidèle à la part de vérité qu'Arthur Notebart m'avait confiée. J'estimais ce personnage dont je savais qu'il avait comme vous, Monsieur Diligent, consacré sa vie à sa ville.

L'accession au trône

Mais je connaissais aussi une autre histoire, celle de son accession au « trône » en 1947. Cette année là, il se trouvait confronté à des listes communiste, RPF (De Gaulle) et MRP (nos ancêtres de la Démocratie Chrétienne). A Lomme, les résultats étaient serrés mais les communistes arrivèrent néanmoins en tête avec 36,95% des suffrages exprimés, dans un contexte où le PCF subit le début d'une marginalisation sur la scène nationale. Vinrent derrière, la SFIO avec 28,39%, le RPF avec 26,12% et le MRP avec 8,6%. Les anciens du parti racontent que Arthur Notebart n'hésita pas à promettre plusieurs postes d'adjoints si les voix MRP se reportaient sur lui au second tour. Le transfert des voix se produisit, pas le transfert des postes ! Cette histoire propagée par les plus anciens de nos militants est le contre-pied de ce qui s'est passé à Roubaix, où une

coalition socialo-centriste prit forme de manière durable. Arthur Notebart fit donc le contraire bien qu'ayant tiré tous les bénéfices de la dynamique électorale. Deux éléments peuvent l'expliquer : d'abord sa culture politique, qui n'était pas celle de Victor Provo. Plus certainement encore, la sociologie électorale de Lomme : à la différence de Roubaix, le MRP de l'époque était sans grande personnalité locale et représentait un paquet de voix somme toute relativement faible.

Les ambitions du « Roi Arthur »

Toujours est-il qu'à partir de cette date, le « Roi Arthur » régna jusqu'en 1990 à la tête de la mairie, c'est-à-dire assez longtemps pour en connaître à la perfection tous les rouages. Au sortir de la guerre, son ambition était bien de reconstruire une ville saccagée. Lomme eut à souffrir du conflit, certainement plus que les villes alentours. Sa gare de triage de Délivrance constituait une cible privilégiée pour les bombardements alliés. En 1947, plus de 1400 personnes cherchaient à être relogées. Plus d'un millier de maisons furent détruites et environ 2500 endommagées. C'est ainsi qu'Arthur Notebart a dû reconstruire et construire, jusqu'à cette mairie à l'allure imposante où toutes les activités administratives avaient trouvé refuge: police, PTT, perception, bibliothèque, contributions directes, permanence pour les allocations familiales et les assurances sociales. En 1971, la ville comptait 101 classes primaires, 34 maternelles, deux collèges d'enseignement secondaire et un lycée d'enseignement technique.

Ce n'est pas trahir un secret que de dire et d'écrire qu'à Lomme, les militants de la section socialiste eurent

la priorité des emplois communaux, distribution de privilèges qui s'est perpétrée avec les générations. Arthur Notebart avait occupé toutes les fonctions qui lui permirent de servir sa commune et ses habitants : Président de la communauté urbaine en 1971, il fait installer le Marché d'Intérêt National à Lomme en 1972. Longtemps responsable de l'agence d'urbanisme et président de l'office départemental d'HLM, cela lui permit d'envisager une politique de reconstruction accompagnée d'une politique d'aménagement : installation d'un hôpital, d'un centre commercial et plus tard le métro.

De la reconstruction au métro

Ce métro qui a été l'objet d'un grand différent entre vous. Vous pensiez à juste titre, Monsieur Diligent que ce métro devait d'abord servir Roubaix pour accompagner sa mutation industrielle. A juste titre, vous estimiez avoir été trahi par certains de vos amis à la Communauté Urbaine. J'ai partagé avec vous le ressentiment de cette profonde injustice et c'est pour cette raison que vous me demandiez chaque année le taux de fréquentation de la ligne Lille-Lomme, qui n'a jamais dépassé les 25%. A ce sujet, j'ai un vrai regret : après la mise en route du métro vers Roubaix, certes avec 20 années de retard, vous vouliez faire le trajet de Lille à Roubaix. Vos forces étaient faibles et nous n'avons pas osé vous proposer ce voyage qui vous aurait fait tant plaisir.

Il y a en définitive un point commun entre vous et Arthur Notebart : tous les deux, vous avez façonné le visage de « votre » ville. A Roubaix comme à Lomme, vos successeurs ont achevé le travail commencé et engagé de nouveaux projets. Quand Monsieur Durand a

lancé le projet de fusion avec Lille, je ne sais pourquoi, votre successeur René Vandierendonck s'est lancé dans une surenchère. Comme si c'était la foire au plus offrant ! Comme si la perspective de la succession de Pierre Mauroy à la tête de la communauté urbaine demandait un tel sacrifice... Toujours est-il que le maire de Roubaix a fait marche arrière après avoir dit qu'il serait au sens actuel du terme le dernier maire de Roubaix. Vous avez pris toute votre part dans ce dernier combat qui consacrait le travail d'une vie au service de Roubaix et de son agglomération.

Le dernier maire de Lomme

Enfin, c'est Yves Durand qui fût bel et bien le dernier maire de Lomme, au vrai sens du terme. Tout s'est tramé très vite et c'est le 29 Octobre 1999 que le coup fatal fut donné. Ce jour, je l'ai baptisé le « vendredi noir » et je ne cesse de penser depuis à tous nos habitants qui croient encore dans la démocratie. Ils ont été trahis de la plus belle manière. La fusion avec le grand voisin a fait l'objet d'un vote à la sauvette. Ce jour là, le maire n'a rien changé à ses habitudes. En maître de séance, il a défini la règle. Je parle, chaque groupe politique s'exprime, je réponds, fermez le ban ! Ce soir là, nous avons réussi à mobiliser plus de 300 Lommois dans la salle d'honneur de la mairie. Tous sont repartis le cœur serré. Car malgré tous nos efforts, les trois délibérations techniques qui expliquaient les tenants et les aboutissants de la fusion furent adoptées comme on jette une lettre à la poste.

Comme un seul homme, sans penser à Arthur qui est comme trahi une deuxième fois au sein du conseil, la majorité vota trois fois « pour la fusion ». Après le

vote, nous nous rassemblons sous une banderole : « La Démocratie est dehors ! ». Le maire, très vite averti de ce nouvel acte d'affirmation d'une citoyenneté toujours vivante, fait éteindre les lumières. En fait le spectacle est terminé, le rideau tombe, chacun repart chez soi. Pendant ce temps là, le maire savoure sa victoire en ouvrant le champagne avec quelques proches collaborateurs de Martine Aubry, venus s'assurer que tout se passait comme prévu.

Historique de la Fusion Lille - Lomme

Le 9 Janvier 1999, Yves Durand, toujours maire de Lomme, annonçait en présence de Martine Aubry, maire de Lille, son souhait de « faire naître et vivre une association nouvelle » avec Lille. La loi est plus claire : il s'agit, en réalité, d'une fusion – association...

Le 12 Janvier, Arthur NOTEBART, Maire de Lomme de 1947 à 1990, déclarait : « Je n'étais absolument pas au courant, et mon avis là-dessus, j'estime qu'on aurait pu me le demander avant. Il fallait prendre les choses dans l'ordre et commencer par demander aux Lommois ce qu'ils en pensent ».

Le 24 Janvier, comme Président de Lomme Confiance, je précisais : « Le projet de fusion-association Lille-Lomme, c'est la mort de la démocratie ! » et je dénonçais une campagne de désinformation du maire qui cache une vaste opération politique visant à offrir à Martine Aubry la mairie de Lille.

Dans un document distribué aux Lommois fin janvier, Lomme Confiance annonçait qu'en « cas de fusion avec

Lille, la taxe d'habitation pourrait augmenter de 23 % » et demande au maire de donner ses explications.

Le 3 Février, lors d'une réunion publique organisée par le maire de Lomme, je remettais solennellement au premier Magistrat de la ville un « cahier de doléances » contenant les remarques, observations et souhaits de plus de 200 Lommois.

Au Sénat, le 1^{er} Avril, Pierre Mauroy déclarait : « Alors que bien des pays voisins des nôtres ont réussi à fusionner leurs communes, un tel mouvement ne s'est pas imposé en France, loin de là. Je suis à peu près le seul à avoir tenté cette opération, il y a fort longtemps. J'en reste partisan, et parce ce que je m'apprête à en réaliser une autre, on prétend que cela soulève des problèmes au regard de la démocratie ».

A Lomme, le 2 Avril, Lomme Confiance organisait une grande réunion publique pour défendre les « Droits de Lomme ». Robert Hazebrouck, maire de Beuvry (dans le Pas de Calais) déclarait : « la fusion, c'est le temps des amis. Le maire de Beuvry n'avait plus aucun pouvoir, nous étions une colonie de Béthune. La pression fut énorme, le conseil municipal a démissionné et le Préfet a ordonné de nouvelles élections municipales et nous avons gagné. La défusion a été prononcée et nous avons retrouvé notre liberté ».

Le même soir, j'annonçais que le 13 Juin il y aurait un « référendum citoyen » à Lomme. « Les Lommois doivent prouver que l'on ne doit pas toujours décider à leur place ! ».

Yves Durand fait distribuer, début avril, un tract dans lequel il affirmait « vouloir rétablir la vérité ». Sur

l'évolution de la fiscalité, il précise néanmoins dans la presse ce qu'il oublie d'écrire noir sur blanc dans son tract, à savoir : « Attention tout de même, cette étude est basée sur les chiffres de 1999. On peut penser qu'ils seront encore valables en 2000 et 2001. Où en seront les abattements, les taux et les valeurs locatives dans 10 ans ? Personne ne peut répondre à cette question ».

Pierre Mauroy précisait sa vision dans sa lettre aux Lillois distribuée en avril : « L'ambition est de permettre à Lille d'entrer dans le club des dix plus grandes villes de France ».

Au Sénat, le 27 Avril, Pierre Mauroy déclarait solennellement : « Les élections municipales qui suivront la décision d'association permettront à la population de se prononcer ». Un Sénateur lançait : « Trop tard ! ». Pierre Mauroy poursuivait : « Si le maire de Lomme s'est trompé, il devra en tirer les conséquences ».

Le 10 Mai 1999, les conseils municipaux de Lille et Lomme votèrent la mise en place de la commission consultative chargée d'élaborer la charte de la fusion-association de Lille-Lomme. Louis Delemer et Pascal Deren, conseillers municipaux, furent les seuls à refuser de siéger dans cette commission.

Le 6 Juin 1999, l'Express publiait un reportage sur Lille. On cite notamment Monsieur Mauroy qui cherche par tous les moyens à « agrandir la ville de Lille qui manque cruellement de surface ». Et il ajoutait : « L'augmentation des impôts des Lommois sera étalée sur 12 ans ».

Le 13 Juin, 2750 Lommoises et Lommois dirent leur envie d'être consultés sur la fusion, et ce malgré un tract mensonger du maire affirmant qu'il n'y aurait pas de référendum à Lomme le 13 Juin. Déterminés, des militants communistes rejoignirent le combat de Lomme Confiance en tenant des bureaux de vote -urnes scellées placées dans des coffres de voitures, le tout constaté par huissier-.

Après le référendum, des maires importants de la métropole dirent ce qu'ils pensent. Le maire PS de Villeneuve d'Ascq confirmait ainsi : « Si des communes veulent fusionner, c'est leur problème. Elles ont le droit de consulter leur population avant de prendre une décision ». A Tourcoing, le maire PS déclarait : « Les habitants savent que le maire ne veut pas de fusion. Et que dans le cas où une éventualité de ce type se présenterait, elle ne pourrait être réalisée sans consultation spécifique, ou engagement dans un programme électoral ».

Le 19 Juin, comme je l'avais promis aux Lommois, j'ai écrit au Préfet pour l'informer des résultats de la consultation citoyenne du 13 Juin. Il lui demande un rendez-vous.

Le 24 Juin, au conseil municipal de Lomme, Louis Delemer et Pascal Deren redemandèrent au maire « Pourquoi ne faites-vous pas confiance aux Lommois ? ». Le maire ne voulant toujours pas organiser un référendum, ils décidèrent tous les deux « de rejoindre symboliquement les bancs du public pour qu'éventuellement, un jour, le maire accepte de les écouter ».

Le 8 Juillet, Pierre Mauroy dans une interview à un grand quotidien régional précisait le rôle que sera amené à jouer le maire de Lomme : « Yves Durand prendra sa place. Rien n'empêchera qu'il soit adjoint à quelque chose dans Lille ».

Le 16 Août 1999, j'étais reçu par Monsieur Rémy Pautrat, Préfet du Nord.

Le 19 Août, en présence de Louis Delemer, conseiller municipal, je déclarais : « La rencontre avec le Préfet n'est pas un échec, mais une réussite car elle a porté sur un dialogue de fond. A aucun moment, le Préfet n'a mis en cause notre action. Il ne nous a jamais reproché quoi que ce soit. C'est vers le maire et le conseil municipal qu'il faut maintenant se tourner ».

La fusion fut votée le 29 Octobre 1999 ! 2.000 signatures ont pourtant été récoltées en 1 mois ! Ah ! Si nous avions eu le temps ...

Dès lors, j'ai compris que pour les élections communales, notre liste serait baptisée « Notre Parti c'est Lomme », liste des Lommoises et des Lommois contre la fusion et pour la démocratie. « Notre Parti c'est Roubaix », c'était votre slogan, Monsieur Diligent, mais je l'ai repris naturellement en pensant à la fois à vous et à Arthur Notebart. Le « Roi Arthur » écrivait souvent dans ses tracts ou bilans de mandats : « La cité au service de l'homme est notre objectif. (...) Oui, notre ville c'est notre vie ».

Arthur Notebart est décédé, mais Lomme ne mourra jamais ! Ce n'est pas si normal de renoncer à sa ville. Tous les maires sont unanimes pour dire que c'est le dernier mandat qu'ils lâcheraient. Toutes les

fusions ont eut lieu avec des visées stratégiques sans pour autant que leurs auteurs soient des visionnaires. A d'autres ! Non, tout au mieux d'habiles calculateurs. Sinon, comment expliquer qu'elles finissent toutes par buter sur des questions de personnes ? Beuvry s'est séparée de Béthune dans la douleur. Le village de Verquigneul a officiellement demandé le divorce à l'été 2004. De quoi nous requinquer ! Dunkerque et St Pol sur Mer devaient convoler dans l'urgence mais le Préfet a rattrapé les fiancés : ils devront passer par un référendum, ce qu'une loi récente a enfin obligé.

Parlons un instant d'Hellemmes, commune fusionnée en 1977. Les Verts demandent sans cesse un bilan, les communistes ont confessé que la marge d'autonomie est grignotée. La direction a changé les élus récalcitrants. Les « gens d'Hellemmes », emmenés par Nabil El Hagggar, un universitaire, sont plus directs : pourquoi l'association ne fait-elle jamais l'objet d'aucune évaluation ? Quant au conseil communal, c'est encore plus clair : « Il ne sert pas à grand-chose. Il n'a aucun pouvoir, c'est une simple source d'informations...médiocres ». Et les Hellemmois de délier leurs langues : « Hellemmes contribue à financer Lille ».

Bref, j'ai mené ce grand combat citoyen contre la fusion au nom des idées. La fusion reste l'exclusion du fait démocratique par essence et la fin de quelque chose. Ce qu'il y a de terrible, c'est qu'avec une commune suréquipée aux portes de Lille, avec un métro, un hôpital, des terrains disponibles y compris un temps pour l'éventuel grand stade lillois, une zone commerciale dense, le plus grand cinéma d'Europe, nous mesurons combien et comment Arthur Notebart a précipité l'appétit des socialistes lillois.

Que se passera t-il le jour où le maire délégué de Lomme sera défusionniste face à un pouvoir central lillois socialiste ou conservateur ? Ceux qui ont voulu la fusion hier pour des raisons politiques peuvent être les premiers à vouloir demain la défusion pour des motifs tout autant politiques. Nous sommes associés pour le meilleur. Et tant pis si le pire arrive. Drôle de conséquence d'une fusion que ne dit toujours pas vraiment son nom à Lomme.

4

Des deux côtés du mur

J'ai vécu des deux côtés du « mur de Berlin », ce mur qui sépare la France politique en deux camps opposés. Je me suis engagé en politique à 18 ans, en 1989, le mur de la honte s'effondrait à l'Est. C'est parce que je suis convaincu qu'il tombera aussi en politique française, que je ne suis en rien définitif dans mes jugements. En quinze années de militantisme politique, des deux côtés du mur, j'ai tenu avec constance le même discours. J'ai simplement franchi le mur de l'affrontement droite/gauche par l'élection, le dernier rempart qui honore la politique sans déshonorer les tyrans. J'ai ainsi appliqué ce vieux proverbe chinois rapporté par l'un des nôtres: « Ne pas hésiter à aller semer dans le champ du voisin, surtout s'il est à l'ombre ».

Cette trajectoire singulière, c'est celle d'abord du naïf, tel un candide en politique qui est plongé dans un milieu peu ordinaire... Puis celle du soutier qui devient candidat en politique. Enfin, celle de celui qui ayant compris les règles du milieu devient l'élu d'un territoire qui historiquement n'est pas celui de son camp. Candide, candidat, élu : les trois cases de ce jeu de l'oie aux règles si particulières. Gilbert Forestier, un adjoint respecté des Lommois comme l'était Arthur Notebart, m'avait en 1997 clairement donné la recette de la politique locale : « T'embête pas garçon, si tu veux réussir, viens au PS ». Avec du recul, je la rapprocherai d'une autre phrase émanant de Marc-Philippe Daubresse, le député de Lambersart, qui règne sur le fief voisin depuis le décès de Georges Delfosse. Il m'avait dit en 1993 : « Ne va pas à Lomme, tu ne seras jamais élu ». Il m'avait d'ailleurs conseillé à l'époque, à moi venant de Lompret, d'aller m'installer à Pérenchies car « Il y avait une ville à reprendre ».

C'est là une des clés de la politique locale, celle qui veut que les notables se succèdent sur un territoire donné. Les fiefs sont partagés d'avance entre clients de droite et de gauche, souvent fruits de l'histoire. On peut ainsi succéder, on peut reprendre mais on peut difficilement vaincre et gagner. C'est un crime de lèse-majesté. Ce crime, je l'ai commis sans avoir l'impression d'avoir tué quelqu'un. Mais j'ai tué une idée : celle des forteresses imprenables. Certains sont jaloux dans mon camp. Mais plus que tout, j'ai attisé le sentiment de revanche dans le camp de la gauche.

C'est plus qu'une tare d'être élu dans la camp d'en face. La vie n'est pas simple de l'autre côté du mur. Mais ma conviction est profonde. Ce mur est aussi un mur de façade : Lomme et Lambersart, deux sociologies différentes, séparées par une seule avenue... celle de Dunkerque. En politique, seraient-elles séparées par un mur idéologique infranchissable ? L'avenir des uns n'a-t-il rien à voir avec l'avenir des autres ? Pas grand-chose n'oppose leurs deux maires et ils s'entendent. Tels deux « roitelets », ils règnent chacun sur un fief, avec inféodés et prétendants. Certainement ils festoient ensemble épisodiquement ce qui ne doit pas les empêcher de guerroyer sur tous les dossiers à la capitale. Cette vision féodale est, à y bien regarder, d'une grande actualité. Quand le maire de Lomme a choisi de fusionner sa ville, il ne l'a pas fait avec Lambersart la bourgeoise mais avec Lille, sœur dans le socialisme municipal. On utilise les clans pour conforter les camps. Et les populations dans tout cela ?

Il y a quelques semaines, un homme que je rencontre à Lambersart et qui suit incontestablement mon parcours du combattant à Lomme, m'interpelle, tant physiquement que moralement. En effet, le maire

de Lambersart a choisi de quitter l'UDF pour l'UMP et dans la famille centriste, cela laisse de profondes blessures. Nous y reviendrons. Mais cet homme me dit textuellement : « Ne restez pas à Lomme, nous avons besoin de vous à Lambersart ! ». Fichtre ! Il me propose de refaire le parcours dans l'autre sens !

Nous touchons ici aux raisons profondes de l'engagement. Yves Durand avant d'être maire délégué de Lomme était maire de Lomme. Et avant d'être maire de Lomme, il était dans... la Mayenne. Quant à Marc-Philippe Daubresse, il a habité à Lomme un temps, mais il a été candidat aux cantonales à Tourcoing avant de venir à Lambersart. Tous les deux ont atterri là, par leur volonté certainement et plus certainement encore par celle d'un homme fort localement. En l'occurrence, les deux députés-maires précédents leur avaient préparé le terrain.

Moi, je n'ai pas choisi Lomme par opportunité politique ni par un jeu de dés. Mes grands parents paternels étaient des ouvriers Lommois, mon grand-père aux Bâtiments du Nord et ma grand-mère dans l'industrie textile. Gilbert Forestier m'a dit un jour, après avoir tenté sa chance avec moi comme on joue au loto, qu'il gardait le souvenir de mon arrière grand père, cheminot à Lomme Délivrance, militant actif de la section Lommoise de la SFIO. Le 26 juin 1959, fête de clôture de l'année scolaire, une voiture folle devait tuer mes deux arrières grands parents devant la Maison des Enfants. Il y a presque cinquante ans. Je garde comme une relique la carte de Gilbert Forestier en permanence sur mon bureau : « J'ai eu la pénible mission de faire le constat de leur accident, me trouvant sur place Avenue de Dunkerque. Je garde d'eux le souvenir de deux militants dévoués et toujours disponibles de la section

socialiste de Lomme. Leur première qualité était la gentillesse ». J'ai su plus récemment que Arthur Notebart avait gardé un très bon souvenir de ces deux Lommois, de surcroît socialistes. Cela m'a beaucoup touché et ému.

Cela fait partie de mon héritage et incontestablement ce militantisme là est inscrit dans mes gênes. Comme je dois me rappeler que mon arrière grand père maternel était, lui, conseiller communal en Belgique. Sa notoriété, il la devait au fait de s'être jeté dans un canal pour sauver une personne en train de se noyer.

Mes quatre grands-parents étaient courageux. Du côté maternel, Robert était sourd depuis la seconde guerre mondiale. Il parlait quelques mots d'allemand pour avoir séjourné dans les « wagons à bestiaux » comme il disait. Notre activité favorite, quand nous nous retrouvions le mercredi, c'était de ramasser les vieux journaux pour les « petits frères des pauvres ». Son grand plaisir était de me couper les cheveux, le métier qu'il exerça à Loos, avant-guerre. Pendant ce temps-là, ma grand-mère, couturière de métier, préparait à manger sur un feu qui servait à chauffer la maison.

Du côté paternel, Alphonse était donc ouvrier à Lomme. Plus tard, il travailla dans la métallurgie. Toute sa vie, il s'est occupé de « sa » bonne maman qui a mis au monde sept enfants. Six garçons et une fille qu'ils ont élevés dans les différents quartiers de Lomme, au Bourg, rue St Vincent, à quelques mètres de la mairie Tour de Geyter et au Marais de Lomme, rue Jean-Baptiste Dumas. Mon père (qui a épousé une enseignante) était l'aîné et il me rappelle avec

constance comment la vie était dure. Je dois à mes parents le goût de l'effort, le souci de l'honnêteté en toutes circonstances et à mon père plus particulièrement le sens du travail bien fait. Je n'ai rien volé ! Mes racines sont populaires et sociales mais je n'ai pas fait le choix d'adhérer au PS.

Au Parti socialiste, malgré les apparences, les cadres sont entrés dans une lutte finale pour savoir qui de la ligne moderniste, de la ligne ancienne ou de la ligne de synthèse l'emportera. Mais la réponse nous la connaissons, elle est politique, ce sera la ligne de synthèse qui l'emportera... en apparence toujours. Le débat sur le traité constitutionnel européen a été, à cet égard, d'une rare violence.

Les modernistes, pour ceux qui n'en démordront pas, seront repoussés dans le retranchement de leur infidélité au dogme. Quant aux conservateurs, ils seront assimilés au nouveau camp synthétique. C'est cela le travers du PS : les modernes sont étouffés, les archéos sont assimilés. Sauf si... l'une ou l'autre vient mettre de l'ordre dans le discours socialiste. Pour ne plus entendre, par exemple, Pierre Mauroy, qui a dû employer ces vingt dernières années, dans toutes ses réunions de travail, des milliers de fois le mot « turbine tertiaire », venir reprocher à Lionel Jospin en pleine campagne présidentielle : « Vous n'avez pas employé une seule fois le mot ouvrier ». Quel paradoxe ! Pour déjouer encore ceux qui se jouent d'illusion comme Jack Lang, qui à la mi-juillet 2002, déclarait : « Le traditionnel jeu de rôles entre la droite et la gauche est lassant. Ce qui m'importe, ce sont les questions de fond » (sic). Il est maintenant dans les starting-blocks pour la présidentielle. Je ne crois pas un seul instant dans ses chances.

Il y a des veilleurs au PS

Les seules analyses intéressantes à gauche ont été mises de côté. J'ai sous les yeux les propos du secrétaire général du Club « Gauche Moderne » présidé par Jean-Marie Bockel, le fils d'un ancien MRP. Il déclare d'emblée : « Les résultats des élections législatives françaises de 2002 pourraient laisser entrevoir le terme d'une période de trente ans : celle de l'union de la gauche et de son avatar, la gauche plurielle. Pendant toutes ces années, la gauche était considérée comme une entité cohérente, unie par des valeurs communes et des objectifs complémentaires, séparée de la droite par un mur infranchissable qui se situait quelque part entre le PS et l'UDF ». Et de poursuivre : « C'est sur ces évidences et sur ces certitudes que s'est développé le concept d'union de la gauche. Or, (...) cela ne peut plus correspondre à la réalité qui est la nôtre aujourd'hui ». Et plus loin de continuer : « La frontière entre gauche et droite n'est plus étanche. Un certain nombre de mouvements dont les objectifs ne sont pas éloignés des nôtres, enjambent cette frontière ou refusent de se situer par rapport à elle (...). Par ailleurs, certains mouvements situés traditionnellement de l'autre côté du mur peuvent, dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'Europe fédérale, de l'attitude vis à vis des services publics, de l'éducation, de l'exigence du développement durable, de la sécurité, être assez proches des courants les plus modernistes du PS, voire de certains membres des verts ».

Pendant ce temps-là, Henri Emmanuelli, a beau jeu de dire, même en privée, que « Fabius c'est la nouvelle UDF ». Cela veut dire soit que l'ancien premier ministre, son courant et ses partisans, n'ont plus leur

place au PS, soit que le PS est devenu un bateau ivre ! Depuis le revirement de Laurent Fabius sur l'Europe, le bateau coule.

Ceci dit, je suis sensible au fait que de l'autre côté du mur il y ait des veilleurs, un mot repris par Jean-Marie Bockel, devenu Sénateur socialiste. Nous en avons rencontré un au dernier congrès de l'UDF. Il nous a dit des choses qui sortent de l'ordinaire. A l'image de ce jeune économiste, fondateur du courant « gauche moderne » au PS. Hier encore supporter de Jospin, il n'hésite pas à dire pourquoi la gauche a été sanctionnée. « Elle n'a pas su réduire les inégalités, elle n'a pas entrepris de grandes réformes, elle a imposé des décisions doctrinaires comme les 35 heures alors que les banlieues étaient prioritaires », ce que au passage Jean-Louis Borloo a mieux intégré. Le PS est menacé d'éclatement, entre les partisans d'une gauche archaïque opposée idéologiquement au capitalisme, une gauche libérale et européenne et au milieu une gauche d'équilibrisme incarnée par Hollande.

Ce qui menace le PS, c'est bien « l'immobilisme et l'irréalisme ». Et de conclure : « le clivage droite/gauche est dépassé. Aujourd'hui c'est la gauche qui est conservatrice car elle s'oppose à la réforme ». Le 21 avril est dans les têtes. Cet économiste, avec d'autres amis, rassemblés au sein d'un « groupe du 21 avril » justement, intéressés par la démarche de François Bayrou viennent rejoindre l'UDF, point d'équilibre et de réalisme. De la gauche, de la droite, de l'écologie politique, de Démocratie Libérale aussi, on est venu dire les « valeurs qui sont aujourd'hui en commun ». François Bayrou concrétise un peu mieux encore le slogan d'hier « un grand mouvement politique

allant de Delors à Balladur et rassemblant de la gauche réaliste à la droite généreuse ».

Mais dans le même temps, Jospin veut « être utile » et se trompe en écrivant : "Pour la droite, le reflux viendra (...) Si les faits me donnent raison, la gauche devra être prête alors à incarner l'alternance". Cette phrase, tirée de la tribune signée dans Le Monde, est symptomatique de l'état d'esprit de la gauche aujourd'hui, état d'esprit qui prévaut largement dans le monde politique, et ce depuis trop longtemps : attendre que l'adversaire s'use et commette des fautes, en espérant qu'il démobilisera son électorat. Pendant ce temps, se persuader que les erreurs commises hier, sont finalement pour peu dans l'échec d'aujourd'hui, et que dans quelques temps, remises au goût du jour, les vieilles recettes assureront les succès de demain. Et on voudrait réconcilier les Français et la politique avec ça ? Non merci Lionel Jospin !

Dans ces conditions, autant suivre Jean-Louis Bourlanges, député européen, quand il insiste sur le rôle de l'UDF : « Laissons au PS la défense des droits acquis. Défendons quant à nous la justice pour tous ! » La formule fait mouche. Autant suivre aussi Maurice Leroy (alias Momo). L'ancien communiste parle à « ses camarades » et il chantonne. La salle en redemande. Surtout quand l'élu de Loir et Cher rappelle cette émission « Stop ou Encore » et utilise la formule comme un puissant levier pour soulever les 2 .000 militants rassemblés. Encccooooorrrre ! « Soyons utopistes », lance Momo qui sait utiliser les mots : « Moi, j'ai traversé la Mer rouge ! A nous de savoir fédérer. Passons à l'offensive derrière François ! ».

Le mur de l'absurde

Sur la nécessité de réformer, après Christian Blanc qui avait parlé de la nécessité d'une vision à long terme (ce qui manque à Chirac), Charles Amédée de Courson rajoute: « Il faut s'attaquer aux problèmes avant que les problèmes ne s'attaquent à nous ». Un jeune député, authentiquement gaulliste, vient raconter pourquoi il a choisi de « faire route » avec Bayrou. A côté des petits architectes politiques qui chacun veulent construire leur petite maison (rouge, rose, bleue), il voit tout l'intérêt de construire une « maison pour tous ». A propos d'une maison bleue construite sur le sable de Gironde, avec des briques de Marseille et des tuiles de Toulouse, ce député tranche dans le vif !

Pourquoi croire que ces gens de toutes les rives aient envie de nous rejoindre, sinon parce qu'ils ont envie que cela change vraiment. Je resterai fidèle à mon territoire d'élection, terreau naturel pour moi de par mes racines familiales et terreau de mission au vu de mon parcours politique, acquis sans permission. Un élu socialiste m'a confié un jour que pour la gauche j'incarnais le diable. Diable alors ! Ce type de remarque m'ancre plus qu'il ne me déstabilise. Car c'est finalement la chose la plus grotesque que j'ai entendue. Dans ces conditions, il faut continuer à enlever, une par une, les pierres de ce mur de la politique française qui est, au regard de telles déclarations, un véritable mur de l'absurde.

Je me suis juré de passer ma vie politique à jeter des ponts là où les hommes avaient pour habitude d'édifier des remparts. Je suis sûr que cette tâche est

utile. C'est ce qu'a fait un autre homme politique à qui je dois beaucoup.

Paul-André LEQUIMME

Signe des temps, j'ai été attiré par la politique à la télévision. André Diligent racontait que très jeune (Il n'avait pas 10 ans), il allait aux meetings politiques avec son père. Cela donne à rêver. Des centaines de personnes venues écouter en direct Marc Sangnier à Roubaix ! Moi, signe des temps modernes, je regardais les émissions politiques, assis devant la télévision avec un cahier dans lequel je prenais des notes.

J'étais sur la liste d'attente à Sciences Pô. Je ne connaissais pas grand-chose à la politique. Je faisais jusqu'à des schémas pour comprendre. Questions à domicile avec Pierre Méhaignerie, le 16 Février 1989. J'ai noté : « Nous ne sommes pas des opposants bornés ». Plus loin : « Courant humaniste au sein du PS, proche du nôtre ». Plus loin encore : « France prospère, société plus juste, hommes plus responsables (une accolade), moyens pour aboutir ».

Je suis ici à la deuxième page de notes. Je m'attarde un peu sur cette heure de vérité car je crois qu'elle a été déterminante dans mon choix personnel et irréversible d'adhérer à ce courant politique de la démocratie sociale d'inspiration chrétienne. J'ai ainsi griffonné : « Sur le plan économique : politique différente de magie. Il faut libérer l'économie trop souvent sous la tutelle de l'Etat. Sur le plan social : souci de lier l'aide à l'effort d'insertion. Mettre en place un Revenu Minimum d'Insertion ».

C'est Pierre Méhaignerie qui, comme président du Conseil Général d'Ile et Vilaine, a expérimenté le RMI. C'est Michel Rocard qui par la suite a généralisé le dispositif. Je retrouve encore des notes : « le Centre : courage dans la raison plutôt que dans les excès et la passion. Associer des valeurs souvent séparées : efficacité et justice, liberté mais responsabilité, égalité mais compétition ». Tiens : « L'opposition doit se recentrer ». Je pense que c'est ce que Pierre Méhaignerie essaie de faire à l'UMP. Je pense pour ma part que l'on ne recentre pas le conservatisme. Il y a là une divergence majeure avec ceux qui ont trahis l'UDF. Nous y reviendrons...

Derrière l'image télévisuelle, il y avait la curiosité, l'envie d'en savoir plus, l'envie aussi de rencontrer ces hommes et ces femmes « vus à la télé ». C'est après l'été 89 que j'ai poussé la porte du CDS, d'abord à Paris, puis à Lille, où j'ai rapidement fait connaissance avec les jeunes du parti dont Nicolas Lebas, aujourd'hui maire de Fâches-Thumesnil. A l'époque, il m'a ramené chez moi après une réunion sur Euralille en présence de l'élu Lillois Jacques Richir. Le co-voiturage a toujours été une valeur authentiquement centriste !

Je crois bien que cette rencontre eut lieu quelques mois après le congrès de Lille, congrès national du CDS de 1989. C'est Paul André Lequimme qui m'a ouvert la porte. Ce personnage, je ne l'oublierai jamais. Il me fascinait. On me racontait que cet homme de centre-droit était le maire d'une ville qui votait largement à gauche. Ce maire gérait la ville d'Haubourdin avec une bande de copains, on parlait des « quatre mousquetaires ». Je connaissais le fils de l'un deux,

Dumont, parti il y a peu de temps rejoindre son étoile, à côté de celle d'André Diligent.

Bref, je voulais assister au congrès de Lille de 1989 pour voir. Je n'étais pas encore majeur, j'ai pris le téléphone et j'ai composé le numéro du maire d'Haubourdin que je trouvais aisément dans le bottin. Il me reçut sur le champ un samedi vers 16 heures. En un clin d'œil, content d'avoir rencontré la relève, il frotta son stylo sur une vieille carte de visite pour écrire à l'intention d'un des dirigeants du parti une sorte de laisser passer : « C'est un jeune militant pour lequel ce congrès serait une excellente initiation. Avec mes remerciements ».

Paul-André Lequimme, disparu en 1994, m'a définitivement convaincu de la nécessité de l'action. C'est à lui que je dois mon entrée en politique. Son histoire est remarquable. Des prêtres ouvriers ont marqué ce chrétien social qui a remporté sa mairie en 1965 grâce à une alliance avec les socialistes. Sa première préoccupation était le logement. Dans les années 70, il a vivement encouragé la construction de logements sociaux.

A sa mort, l'un des mousquetaires, Gérard Vercaemer, rappela combien « cet effort, il l'a fait dans un but social, mais cela lui a nui sur le plan électoral, dans la mesure où la population qui s'installait votait plutôt à gauche. Mais il s'en fichait. Il n'était jamais démagogue, jamais sectaire ». Il avait renouvelé son mandat en 1989 pour mieux le transmettre en 1992 à des plus jeunes, assuré qu'il n'y aurait pas de rupture, « car c'est la même équipe » disait-il. « Même si les méthodes changent, l'esprit, lui, restera ».

En 1995, à la faveur d'un scrutin difficile, les successeurs de Paul-André gardaient la mairie face à des listes de gauche déterminées à en finir avec cet état de fait. En 2001, l'équipe fut reconduite et il y a quelques mois, Gérard Vercaemer laissait à son tour le flambeau à une équipe rajeunie, emmenée par Bernard Delaby. J'ai assisté à ce passage de témoin si naturel.

Sur les alliances avec les socialistes

André Diligent

« L'Observateur du Hainaut et de la Thiérache »

Vendredi 31 Octobre 1975

Question de Philippe Tabary : « Vous êtes le premier adjoint au Maire de Roubaix. Or, Monsieur Victor Provo vient d'annoncer qu'il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat : il animait au sein du PS un courant qui se voulait partisan de la poursuite des alliances municipales centristes. Comment voyez-vous l'avenir de ce mandat que peut-être Monsieur Prouvost ne voudra pas continuer avec vous ?

Votre question est double, dans le bon sens du terme. En ce qui concerne Victor Provo, il a renoncé à la vie politique et annoncé qu'il ne se représenterait plus et je suis le premier à le regretter car il a été un Maire de très grande qualité, un homme de cœur qui a fait beaucoup pour sa cité. Il appartient d'ailleurs à la ville de Roubaix et dans toute cette zone-nord de la métropole, on s'aperçoit que depuis la Libération les municipalités sont socialistes-centristes et réélues très régulièrement. Je pense à Wattrelos (50.000 habitants), 1^{er} tour : 70% ; Croix (35.000 habitants), 1^{er} tour 67% ; Roubaix, 1^{er} tour 53 ou 54% et il y a un

grand nombre de communes du Nord qui depuis de nombreuses années sont dirigées à la satisfaction de leurs habitants par des coalitions de ce type.

Je tiens à le dire, et je crois que c'est le moment de le dire, si ces coalitions traditionnelles, constructives, positives, devaient se défaire, ce ne serait pas de notre fait. Nous sommes prêts à les reconduire, nous avons ensemble affronté les mêmes attaques, les mêmes critiques régulières, systématiques, des communistes ou souvent d'une certaine droite. Si pour des raisons qui leur sont propres et que je ne veux pas critiquer maintenant, des dirigeants socialistes devaient se plier à des directives nationales, je comprendrai les nécessités de la discipline mais je suis certain que leur geste serait regretté d'abord par eux-mêmes au fond du cœur et par une grande partie de la population.

Le bac à sable

Après le congrès de Lille, dont la porte m'a été ouverte par Paul-André Lequimme, eurent lieu les européennes de 1989. C'était d'ailleurs l'enjeu du congrès. Je me souviens très bien, ces élections se déroulaient la veille de mes 18 ans. Je n'ai donc pas pu voter mais j'ai écrit à Simone Veil, tête de liste centriste. Cinq jours plus tard, je reçois une lettre manuscrite du Parlement Européen. Madame Veil me remerciait pour mon soutien. De mémoire, elle était sceptique sur l'engagement européen des électeurs et puis il y a cette phrase qui m'a toujours interpellé : « La rénovation ne semble pas prête à se réaliser puisque les grands chefs ont repris le pouvoir ». Sur le coup, je n'ai pas compris. Mais je savais qu'elle m'avait dit quelque chose d'important !

Pendant les européennes, je me souviens d'une anecdote. A Lille, le soir d'une réunion publique de soutien à la liste Veil, en présence de Jean-Louis Borloo (second sur la liste), j'étais assis par hasard à côté du jeune maire de Lambersart. J'avais été littéralement impressionné par l'état de décomposition de ses chaussures et je me suis dit que cet homme là faisait beaucoup de marche... Quelques jours plus tôt, il avait organisé à Lambersart une réunion parallèle de soutien à la liste UDF-RPR. Une habitude.

Avant les Européennes, il y eut l'épisode des municipales mais de cette campagne je ne me souviens que d'une chose, celle d'avoir serré la main de Bruno Durieux. C'était un proche de Raymond Barre. Il était député de la 4^{ème} circonscription et candidat à Lille. Marc-Philippe Daubresse et Bruno Durieux étaient rivaux, jusqu'au jour où le second est entré dans un gouvernement Rocard. C'était le 2 Octobre 1990. Je m'étais décidé à prendre ma carte au parti et, sur le secteur, les jeunes n'étaient pas vraiment organisés. C'est en janvier 1991 que nous décidions de lancer une petite lettre, d'abord à 200 exemplaires mais le tirage a vite atteint le millier, ce qui donnait des poussées de fièvre au trésorier du mouvement aîné.

Nous n'étions en réalité au service de personne. Les jeunes étaient restés fidèles à Bruno Durieux. Plus à gauche, les cadres du parti étaient des inconditionnels du jeune maire de Lambersart, successeur de Georges Delfosse, ancien CDP. C'était la logique du terrain. Après l'entrée au gouvernement de Bruno Durieux, c'est Jacques Houssin, le maire de Verlinghem qui fit son entrée au Palais Bourbon. Un homme fort apprécié. Mais il est parti si vite ! Cette mort brutale m'a marqué. Elle m'a fait réfléchir sur le

train de vie des hommes politiques, toujours partis, dans les hémicycles, les bureaux, les trains et les avions. Oui, je me souviens très bien de ce tract distribué dans toutes les boîtes aux lettres : TRISTE en gros caractères et ces mots de son épouse : « Vite ! Jacques Houssin s'en est allé vite, comme il a vécu. (...) A l'heure de l'émotion, il est nécessaire de faire partager une fois encore les valeurs qui l'animaient : simplicité, honnêteté, sens du contact humain. Cette amabilité envers son prochain en faisait un « homme politique atypique » dans le paysage politique du pays. IL en était fier (...) C'est au service de l'INDIVIDU que la succession doit être prise. Jacques Houssin vivait son engagement au quotidien, si sa mémoire doit être honorée, c'est dans le respect total de son engagement politique : au service de tous, sans distinction, ni clivage. Il nous laisse cette leçon de civisme. C'est son plus bel héritage ». Monique Houssin.

C'est au début de l'année 1992 que devaient avoir lieu de nouvelles élections législatives. Au titre des jeunes, j'avais rejoint le comité de circonscription CDS et j'ai assisté en direct, à la préparation d'une campagne électorale. Comme jeune militant, j'y ai pris toute ma part. Marc-Philippe Daubresse, soutenu par l'UDF et le RPR, partait en campagne pour « un avenir de qualité », avec comme suppléant le maire de Pérenchies, Roger Dutriez.

Une société plus juste

Marchés, permanences, affichages, tractages ... j'ai fait ma part du boulot, même davantage. La campagne fut dynamique. Je me souviens de la remarque d'une journaliste de France 3, montée de Paris. Elle était

séduite par la campagne de ce jeune élu. La campagne était non seulement dynamique mais concrète. Je me souviens d'avoir rédigé pour le bureau des Jeunes Démocrates Sociaux (JDS), le communiqué de presse paru en bonne place dans les journaux locaux : « Marc-Philippe Daubresse est, avec nous, de celles et ceux qui aspirent à une France qui soit bien différente de celle que nous propose Jean-Marie Le Pen et, en même temps, différente de celle que les socialistes ont construite depuis maintenant dix ans. Une France où le cœur, le souffle et l'énergie de chacun sont les garants d'une société plus juste, une France dans laquelle l'égalité des chances et l'épanouissement de chacun sont des réalités ».

Les Jeunes Démocrates Sociaux avait eu avec cette campagne une bonne occasion de se rôder, même si nous avions déjà marqué notre volonté de faire bouger les choses : réunion sur le soutien scolaire le 12 mars 1991, journal de 8 pages distribué régulièrement à la sortie du lycée de Lambersart, forum sur les « métiers du futur ».

J'ai tenu ma première conférence de presse le samedi 20 Juin 1992 à Pérenchies. C'était donc quelques mois après l'élection de notre député et suite à une assemblée générale des jeunes du mouvement local. J'étais devenu le responsable de la section, entouré d'un secrétaire, Xavier Lefevre, et d'un trésorier, Pierre Moncomble, tous deux des amis. Avec nous, ce jour-là, Christophe Caudron, notre seul conseiller municipal et Sylvie Tirloy, la permanente de la fédération.

Dans la presse, le lendemain, un article bien placé : « Les JDS de la 4^{ème} circonscription : Etre les acteurs

d'un projet politique ». L'essentiel était peut-être dit dès les premières lignes : « Il apparut que ces jeunes travaillent en étroite liaison avec les élus qu'en toute logique ils souhaitent devenir à leur tour, un jour, ce qui ne les empêchent pas, pour l'instant, de mener parallèlement une réflexion et une action dans les milieux jeunes ». Ce jour-là, Marc-Philippe Daubresse prenait acte de ce que nous étions : « Les JDS nous apportent beaucoup. Ils ont une liberté de ton et des formes de dialogue que n'ont pas toujours les élus...Le CDS leur laisse une grande liberté d'action ».

Notre ligne de conduite a toujours été claire : l'autonomie dans l'action. C'est ce qui nous a permis de grandir, d'assumer ce que nous étions, d'abord des jeunes, en quête de repères, de définitions et de moyens pour agir. Notre journal distribué à la sortie du lycée ne laissait pas les jeunes indifférents. En 1992, nous avions un nombre d'adhérents et de sympathisants atteignant la centaine.

C'est en 1993, après avoir fait une campagne active pour le « OUI à Maastricht » que j'ai ressenti le besoin de faire évoluer notre structure jeune. Dès le début, je sentais que nous devions essayer en dehors des limites de Lambersart et Saint-André, nos deux fiefs traditionnels. Nous avons donc créé une section « Métropole-ouest » de Wambrechies à La Bassée, en passant par Marquette, Saint-André, Lomme et Lambersart.

L'autonomie dans l'action

Organisés pour la première fois au niveau local en 1992, nous avons passé les années 1993 et 1994 à nous réaliser aussi bien personnellement qu'au niveau

du groupe. Nous avons trouvé notre place dans le paysage politique, en menant coup sur coup trois campagnes : sur Armentières en 1992 derrière René Knockaert, les législatives de 1993 derrière Françoise Hostalier, les cantonales de La Bassée avec Michel Dessaint en 1994. Cette année là, je déclarais dans la presse : « Chaque membre doit agir au niveau local autour du triangle Daubresse-Hostalier-Segard, avec pour objectif de poursuivre la rénovation en se méfiant du « populisme rampant ». Il est indispensable de rendre aux partis politiques leur rôle de lieu où l'on parle, où l'on réfléchit, où l'on débat mais surtout où l'on agit ».

Mon credo politique a toujours été celui-là : l'action pour redonner autour de nous le goût de la politique, être des militants exigeants de la démocratie sociale et former à l'exercice de responsabilités dans la vie associative et publique. Je suis sûr aujourd'hui que je n'aurais pas été motivé pour assumer la responsabilité de Président des JDS du Nord de 1994 à 1996 si je n'avais pas fait ce travail au niveau local.

J'ai été le dernier président des JDS qui ont laissé la place aux Jeunes Démocrates. C'était un choix. Ces deux années ont été passionnantes et bien remplies pour moi et ce n'est pas sans émotion que j'ai lu le 10 Février 1996 « La vie des JDS du Nord ».

« C'est le 28 Janvier 1978 qu'a été constituée la fédération du Nord des JDS, avec l'appui d'André Heurteaux alors secrétaire de la fédération du CDS, Francis Hennebelle, André Diligent, François Bordry, Président national des JDS et Michel Pacaux. Le 10 Février 1978, le bureau des JDS décidait de centrer son action sur la candidature d'André Diligent qui se

présentait alors dans la 8^{ème} circonscription. Le 8 Mars 1978, les JDS organisaient une grande réunion publique à Roubaix sur le thème : Ecologie et Politique, avec Philippe Saint Marc, membre du Haut Comité à l'Environnement »... (...) Voilà, je m'arrête là. Je voulais simplement rappeler quelques bons souvenirs.

Ah ! Quand même, je ne peux laisser dans l'ombre cette grande mobilisation pour le Rwanda en 1994. Avec un simple appel dans la presse régionale, nous avons transformé la permanence, rue Royale à Lille, en une vaste entreprise de stockage et de recyclage. C'est près de 15 tonnes de vêtements que nous avons triés et conditionnés soigneusement et qui sont parties de Lille pour Orly. Des jeunes du parti avaient accompagné le Ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy, en Tupolev et sont revenus avec des photos, véritables attestations que tout avait été bien distribué. Une opération vérité !

5

Franchir le mur

On m'a trop dit de ne pas m'engager politiquement à Lomme pour que cela ne me persuade définitivement d'y aller. J'ai tout entendu, du refrain « N'y va pas » avec comme couplets « tu ne seras jamais élu » et « tu vas rencontrer des murs » à la grosse musique « c'est le plus gros fief du PS dans le Nord ». Quelqu'un m'a même dit sincèrement : « C'est un piège... ». Tous doivent se rendre à l'évidence : ma détermination est intacte. Ma conviction profonde, c'est qu'une ville n'appartient pas et n'appartiendra jamais à un parti politique, elle appartient d'abord aux citoyens !

C'est en 1993 que j'ai fait clairement le choix de Lomme, le jour où j'ai saisi l'opportunité du changement avec Françoise Hostalier. J'ai décidé, ce jour-là, de franchir le mur de Lomme. J'ai officiellement informé les instances et le nouveau secrétaire de section, Olivier Henno, par lettre recommandée, de ma décision irrévocable de franchir le mur. Je crois d'ailleurs me souvenir que cette lettre n'était pas tendre. Je condamnais une forme d'attentisme. Je voulais du sport. A cette époque, de l'autre côté du mur, Yves Durand est maire depuis trois ans, député depuis cinq années. Il me paraît incarner une ligne rigide du socialisme français. Une ligne plus populiste que populaire, plus idéologique qu'idéaliste, plus opportuniste que constructive.

Tel Janus, il a saisi l'occasion d'une implantation politique dans le Nord et il a fini par s'asseoir d'une manière contestée dans le fauteuil de celui qu'à Lomme, tout le monde, appelait « le Roi Arthur ». Mais j'en reste là car il me manque beaucoup d'éléments pour comprendre l'histoire des rivalités des socialistes Lommois. Les éclairages à venir des historiens seront certainement très intéressants et instructifs. Une jeune

étudiante en histoire avait bien tenté, il y a quelques années, de mener un mémoire ambitieux sur la succession lommoise. Ce travail existe mais il a du être mené sans le concours de l'ancien maire, ce qui rend l'exercice totalement inachevé.

Bref, en 1993, j'étais persuadé et je n'étais pas le seul, qu'une candidature « nouvelle génération » était en mesure de détrôner le député en place. Les Lommois avaient fini par s'apercevoir que leur nouveau maire passait plus de temps à Paris qu'à Lomme. Il y avait comme une double volonté ; l'une, consciente pour le sanctionner de ne pas être assez présent à sa ville, mais l'autre, plus inconsciente, pour sanctionner le putsch contre Arthur. La section du PS était davantage fidèle à Arthur que fidèle au PS, avec lequel l'ancien maire avait parfois bien des désaccords. En 1984, Député, Arthur Notebart était un des rares socialistes à ne pas accorder son investiture au gouvernement de Laurent Fabius. Tout s'est passé en 1990 comme si Yves Durand avait repris les mandats, le fauteuil, sans reprendre la section comme elle avait été pendant 40 ans. Des têtes avaient changé mais la masse des militants avait déserté le terrain politique, la plupart ayant par ailleurs atteint un âge certain. Dès lors, la flamme socialiste ne provoquait plus les mêmes effets. La mobilisation lors des différents scrutins avait tendance à s'affaiblir.

Des querelles internes au PS, une succession difficile, une mobilisation moins forte, des militants moins nombreux, c'est ce constat que je dressais à Françoise Hostalier. C'est ce constat qui nous amena à redoubler de courage à Lomme dans la campagne : porte à porte organisé, rencontres avec les habitants dans les quartiers, il n'en fallait pas davantage pour

faire la différence. Le rejet des socialistes dans les Weppes, secteur plus conservateur, a fait le reste.

Quand Françoise Hostalier est devenue députée, j'ai pensé que nous allions construire quelque chose. Au Parti Républicain (le parti de la nouvelle élue), ils ne voulaient pas voir de centristes au cabinet parlementaire. Viré parce que centriste, à 23 ans, je suis parti faire mon service national, fermement décidé que j'étais, quand je rentrerais, à garder les deux pieds sur le terrain Lommois.

Libérale, Françoise Hostalier, proche d'Alain Madelin est nommée, en 1995, Secrétaire d'Etat auprès de François Bayrou, tutelle qu'elle n'a jamais vraiment acceptée. Elle laisse alors son siège de Député à notre ami, fidèlement centriste depuis tant d'années, le Docteur Michel Dessaint. Pour notre secteur, Michel devait assumer sa nouvelle mission avec courage. Il avait réussi à gagner la confiance d'un grand nombre d'élus du secteur et en 1997, au moment de quitter son mandat pour cause de dissolution, les marques d'estime venaient de tous les bords politiques. Mais en 1997, les choses avaient bien changé. Nous étions nombreux à penser que l'alternance pour laquelle nous avions beaucoup donné, était finalement gâchée. J'assume ma part de responsabilité car nous n'avons probablement pas su nous faire entendre. Et puis nous étions si jeunes...

A partir de cette période là, le travail fût long et difficile. Il fallait réorganiser une section sur ses trois pieds. Lomme, Armentières, la Bassée. Il fallait donner une ossature à notre mouvement, une consistance et trouver des militants sincères et honnêtes. Bien sûr, nous y travaillons toujours et c'est difficile. Mais je suis

intimement convaincu que parmi les idées des candidats du passé, il y a un espace de reconnaissance pour des idées nouvelles portées par des militants démocrates, généreux et sociaux.

Il me restait quant à moi à prendre toute la mesure de mon investissement politique sur Lomme. De tous nos échecs collectifs, j'ai décidé de faire des forces nouvelles pour l'avenir. De mon échec personnel de n'avoir pas réussi à être candidat aux élections municipales à Lomme en 1995, j'ai décidé de faire un atout. A Lomme, dans l'opposition, le leader de l'époque de la droite sociale avait contesté ma présence sur la liste pour les municipales de 1995, mais lui-même avait jeté l'éponge au lendemain des élections, totalement découragé par son propre score. Encore un gâchis car désormais l'opposition était sans leader ! Yves Durand qui, dès cette époque, aura beau démentir toute idée de fusion (« élucubrations et plans sur la comète ») se savait désormais les mains libres. Dans ces conditions, j'avais très vite compris qu'il fallait tout reprendre à zéro et piloter l'opposition de l'extérieur, car je n'étais pas élu. Construire autre chose, autrement. Je décidais que j'irai jusqu'au bout d'une nouvelle aventure avec celles et ceux qui le voudraient. Les élections cantonales pour lesquelles je me portais candidat en 1997 ont marqué une première étape de la reconquête de l'électorat Lommois. (Yves Durand est réélu député, il quitte son mandat de Conseiller Général).

1997 : cette année là, j'ai fait un rêve : celui que nous serions un jour capables, fiers d'avoir construit autant de murs, de bâtir des ponts solides entre les habitants. La confiance devrait devenir ce pont entre les habitants. La confiance, c'est fait pour rassembler là

où l'on a longtemps seulement cherché à diviser. La confiance pour trouver des solutions partagées là où les habitudes ont imposé des solutions toutes faites. J'ai toujours été confronté à cette dure réalité : le règne de la pensée unique dans une ville à sens unique. J'ai compris, en faisant une première campagne cantonale à Lomme, que je n'avais pas de potion magique pour tout changer du jour au lendemain. Je n'avais que la force de mes convictions, profondément démocrates, et la force de mon militantisme, déterminé.

André Diligent comme exemple

Quand André Diligent me reçoit fin 1995 en entretien dans sa maison d'Ascq, il avoue sa perplexité devant le choix de son ami Kerlévéo d'abandonner la vie municipale lommoise. J'ai à ce moment, en tête, un très beau texte de lui où il affirme : « Le mal est profond. Celui qui n'en a pas conscience n'a pas sa place dans notre prochain combat ».

« Un nouveau parti ? Pour quoi faire ? »

André Diligent à la veille d'un congrès
- Novembre 1995 -

« Un nouveau parti ! J'avouerai tout. Quand François BAYROU annonça son projet, je n'en croyais pas mes oreilles et mille objections me vinrent à l'esprit.

Est-ce un effet de mode ? Il est vrai qu'au sein de l'UDF chacun semble vouloir nous présenter son « nouveau produit » !

Lance t-on un nouveau parti comme on lance une marque de lessive ?

Le paysage politique n'est-il pas encore assez brouillé ? Une telle initiative peut-elle s'improviser en quelques mois si l'on veut que les fondations soient solides ?

Mais surtout, jetant un regard sur le passé, je retrouvais dans ma mémoire toutes les formations pour lesquelles, dans ma jeunesse, j'avais successivement milité. C'était avant la guerre (hélas déjà), avec le Parti Démocrate Populaire, pendant l'occupation, avec le RIC (Résistants d'Inspiration Chrétienne). Après la Libération, ce fût le MRP, le Centre Démocrate, le CDS sans oublier le chemin parcouru avec les réformateurs ainsi qu'avec l'UDF.

Pour mon propre compte, j'aurais envie de m'écrier : « Merci, j'ai déjà donné ! ». Faut-il donc à chaque génération abandonner la maison familiale construite avec tant d'épreuves, avant tant de fatigue.

Proclamons le haut et clair : nous n'avons pas à rougir de l'héritage que nous ont transmis nos prédécesseurs, car sous la quatrième République comme sous les débuts de la cinquième, ils ont accompli une œuvre irremplaçable. L'histoire leur rend déjà justice et le bilan est éloquent.

Grâce à eux et notamment au MRP, nombre de chrétiens se sont réconciliés avec la République, une partie de ceux que l'on appelait « les bien pensants », ont découvert la justice sociale, de grandes réformes furent mises en chantier. Dans notre combat pour la vérité, nous sommes presque isolés, nous avons refusé toute compromission avec le Stalinisme et ses succédanés, quitte à « désespérer Billancourt ». Les droits de la famille ont été inscrits dans la Constitution, la querelle scolaire, si longtemps ligne de démarcation dans la République, semble enfin appartenir au passé. L'économie d'un pays exsangue fut redressée et progressa pendant de longues années. Les fondations d'une Europe démocratique et solidaire ont été installées.

Oui, dans la lignée, certes lointaine mais persistante du Sillon, de grandes choses furent accomplies.

Et maintenant où en sommes-nous ? Qu'en est-il aujourd'hui si nous ignorons le discours de circonstance ?

J'avoue qu'une analyse sans complaisance de la situation actuelle a contribué à faire évoluer mon jugement. D'un réflexe de rejet, je passerai volontiers à l'acquiescement si certaines conditions sont remplies et si les objectifs sont clairs. Il faudra autre chose qu'un projet de simple replâtrage pour faire face aux nouveaux défis qui se dressent. Il faudra du courage, du bon sens, de l'imagination et une doctrine réaffirmée.

Mais d'abord de la clairvoyance.

Les affiches ont été déchirées et les statues sont brisées : nous sommes entrés dans « le temps des désillusions ».

L'après communisme n'a pas apporté la paix, mais une résurrection des nationalismes et a entraîné de nouveaux conflits.

Les systèmes économiques ont fait faillite et la fracture sociale est incontestable. Le chômage persiste. La vague d'exclusion est loin d'être maîtrisée. Il règne un climat d'inquiétude et de scepticisme, alourdi par les affaires et les règlements de compte. Les partis sont devenus suspects. Le peuple se croit dépossédé par les appareils et l'opinion publique a l'impression que les politiques sont impuissants ou de mauvaise foi. Dès lors, le moral s'effrite régulièrement, tout le monde veut certes plus de justice mais passe la sèbile à son voisin.

Avec la fin de la croissance, le vide idéologique s'agrandit, favorise le développement du populisme, et avec la disparition d'une conscience politique, on voit Le Pen remplacer Marchais.

Le mal est profond. Celui qui n'en a pas conscience n'a pas sa place dans notre prochain combat.

Une fausse démocratie. Il ne s'agit pas seulement de rédiger un programme, d'approfondir une doctrine mais de changer d'abord un climat.

Citons quelques exemples : Peut-on accepter le substitut malsain de ce que les « beaux esprits » appellent la « démocratie d'opinions » : les dérives de la télévision avec ses « sondages minute », dont les

résultats sont annoncés parfois même avant la fin de l'émission, le direct à tout prix, la dérision systématique dans une vulgarité ambiante et affligeante, la désinformation, l'interview défigurée. Il y a des limites à tout. Laisserait-on un enfant aller à l'école avec un revolver ?

La tricherie fait partie de l'art de gouverner. La plus triste illustration nous a été donnée par les écoutes où le mauvais exemple venait du sommet de l'Etat.

La politique est devenue un des principaux secteurs du marketing et d'après Monsieur Kissinger, les chefs d'Etat ne demandent plus à leurs conseillers ce qu'il faut penser, mais ce qu'il faut dire. Après tout, ne constatons-nous pas de plus en plus que « gouverner c'est faire croire » ?

Et si tout l'art de la politique, d'après certains, consiste à prendre le pouvoir et à s'y maintenir, convenons que nous avons eu, pendant quatorze ans, un artiste incomparable.

Le malaise profond que ressent le citoyen devant la nomenclatura politique qu'on exhibe devant les médias, doit faire l'objet de notre propre examen de conscience.

Le parti doit renoncer à pratiquer ce qu'il reproche aux autres. Il y a des formules assassines. Je n'accepterai jamais le distinguo subtil des socialistes justifiant savamment leurs contorsions et expliquant qu'il y a un temps pour tenir le langage d'une « culture de gouvernement » et un autre pour tenir celui d'une « culture d'opposition ».

Nous devons éviter, comme l'expliquaient récemment certains d'entre-nous, d'être un parti composé de deux sortes d'adhérents : les élus d'une part, les éligibles de l'autre. Grand merci, nous avons encore des militants, mais il nous en faut dix fois plus si nous voulons tenir notre pari.

Ce parti devra être exigeant car il ne manquera pas de pain sur la planche. Il doit s'attaquer à la fois au grand vide, à la désaffection de la vie publique, faire face au désert culturel qui nous entoure.

Le sursaut que beaucoup attendent, n'est pas un sursaut simplement conjoncturel, limité par exemple au rétablissement d'un indispensable rééquilibrage budgétaire. Ce doit être une remise en cause de certaines de nos habitudes et de nos façons de faire de la politique. Nous étions dans le passé des conquérants, mais les lois de l'hémiplégie régnante dans lesquelles vit le pays, nous ont condamnés à ne devenir progressivement que d'honnêtes gestionnaires. Ce ne sera pas suffisant pour affronter les nouveaux défis du troisième millénaire.

Quels seront ces défis ? Comment les affronter ?

Retrouvons d'abord nos valeurs. Fenelon disait il y a longtemps : « Etre fidèle aux anciens, ce n'est pas refaire servilement ce qu'ils ont fait mais faire ce qu'ils feraient dans de nouvelles circonstances ».

Ces valeurs, dont nous nous réclamons, ne sont pas des rochers auxquels il faut s'accrocher si l'on veut éviter de dévisser, mais un état d'esprit nourri de principes dynamiques qui doivent nous aider à réanimer la démocratie.

Prenons-y garde. En entrant dans le troisième millénaire, nous allons nous trouver devant d'immenses problèmes. Certains, entièrement nouveaux, étaient inimaginables il y a seulement quelques décennies. D'autres, plus anciens, méritent une nouvelle approche.

La famille, par exemple : si nous ne sommes pas là pour défendre les valeurs familiales, qui le fera à notre place ? Encore faut-il savoir pourquoi ? Pendant longtemps, on défendait la famille au nom de la défense nationale. Il fallait des poitrines derrière la ligne bleue des Vosges, il fallait des bras pour tenir les baïonnettes. Pour d'autres, il fallait assurer la relève : comment vivrait économiquement une nation de vieillards ? A la limite de la caricature, on disait aux jeunes : mariez-vous pour assurer notre retraite en attendant que vos petits-enfants assurent la vôtre.

Pour moi, ces motivations ne suffiront plus. On ne fait pas des enfants en pensant au drapeau ou au montant du futur taux de pension. La famille redeviendra une idée neuve, parce que dans ce monde dur, froid et robotisé, on a besoin de chaleur familiale. En réalité, sans condamner personne, je persiste à penser que la famille est le meilleur endroit pour permettre aux jeunes de s'épanouir.

Faudra-t-il repenser les problèmes institutionnels ? La démocratie ultra-directe, avec ses solutions brutales : plein pouvoir pendant sept ans, référendum, dictature de l'audimat. Est-ce vraiment l'idéal ? Le débat politique ne doit pas se dérouler comme un combat de chars d'assaut.

Enfin l'Europe, toujours recommencée a besoin d'une volonté politique plus affirmée, d'un nouveau

souffle. Le reste garnit déjà des kilomètres de classeurs. Arrêtons-nous là car il faudrait sur ce point ouvrir un grand débat.

Mais l'accélération de l'histoire devient vertigineuse et nous sommes confrontés à de nouveaux défis sur lesquels nous n'avons pas encore mûri notre réflexion suffisamment.

Je pense par exemple à la bioéthique. Si nous ne sommes pas d'une constante vigilance, elle nous fera entrer dans l'ère cauchemardesque des apprentis sorciers.

Je pense à l'éclatement des communications, aux autoroutes de l'information, à Internet. Cet éclatement se fera dans toutes les directions, concernera chacun d'entre-nous et mettra en cause la défense des droits de la personne humaine.

Je pense au chômage et plus précisément à sa nouvelle dimension. Oui Françoise de Veyrinas avait totalement raison : il nous faut des milliers d'emplois de proximité. C'est absolument nécessaire, mais il est clair que cela ne suffira pas à résorber le mal de cette fin de siècle.

Nos réflexions nous ont porté à l'économie sociale de marché, formule heureuse s'il en est, qui traduit bien notre double volonté d'efficacité et de justice sociale.

Hélas, la chose est plus facile à dire qu'à faire. Il est évident que ce n'est pas quand les socialistes découvrent les mérites de l'entreprise et de la concurrence, que nous allons découvrir et prôner le

collectivisme. Il n'empêche, nous devons irrésistiblement aller vers un système où de larges secteurs d'activité seront conditionnés par les besoins sociaux et non pas la seule loi du profit.

Et cela va bien au delà de la création d'un certain nombre d'emplois de proximité. Prenons l'exemple des banlieues : croit-on qu'en bouchant au fur et à mesure de leur apparition, nous trouverons une solution durable ? En réalité, il faudra un immense courage pour régler le problème.

Don Helder Camara l'a dit : « les pires choses que l'on puisse retirer à un jeune, ce sont les raisons d'espérer ».

Nous avons réparti, dans toute la France, des îlots où se trouvent entassés des centaines voire des milliers de jeunes. Ils n'ont pas d'horizon, ni espoir de trouver un jour un véritable emploi. Croyez-vous que vous les occuperez toute leur vie avec du basket, du football ou de la guitare ? La seule vraie solution, c'est l'emploi et nous nous retrouvons à la case départ. Mais l'opinion est-elle prête à accepter les sacrifices que devrait entraîner, ce qu'un ministre a appelé récemment un « plan Marshall » pour les banlieues.

En résumé, nous allons dans les temps prochains à une grande opération « vérité » ... Si pour ce grand projet, nous retrouvons notre âme commune, si notre volonté de solidarité est éclairée d'un grand courant de fraternité, nous pourrons refondre notre formation dans un enthousiasme sans lequel rien ne sera possible.

Alors, mes Amis, nous vivons une grande et belle aventure.

**

Ce texte très vivant d'André Diligent nous invite à l'aventure. Grande et belle.

« On ne devient pas vieux pour avoir vécu un certain nombre d'années, on devient vieux parce que l'on a déserté son idéal » dit le proverbe. A ce rythme là, André Diligent est resté un jeune homme. Si les années rident la peau et si désertier son idéal ride l'âme, nous témoignerons toujours que, même atteint par la maladie, son âme est restée intacte ! Sa vie est restée jeunesse au sens de la formule : « La jeunesse n'est pas une période de la vie, elle est un état d'esprit, un effet de la volonté, une victoire de l'aventure sur l'amour du confort ».

Il était là le 28 janvier 1978 lors de la constitution de la fédération des JDS du Nord. Il était là lors des traditionnelles braderies et des rendez-vous militants. Il était là lors de l'université de printemps en 1995 à Croix. André Diligent était là chaque fois que les JDS avaient besoin d'un conseil ou de forces nouvelles. Cela lui a valu le titre de JDS d'honneur de la fédération du Nord. A ma connaissance, personne d'autre n'a, à ce jour, hérité de ce titre prestigieux !

Militant depuis 1989, j'ai vraiment rencontré André Diligent en 1995. A ses côtés, j'ai donc ensuite travaillé (de 1996 à septembre 2001, date du renouvellement sénatorial) et en travaillant, j'ai pu approfondir notre courant de pensée. J'ai avant tout forgé mes convictions chez le meilleur artisan politique de la région. J'ai compris que le courage, c'est le carburant à

mettre sans cesse dans le moteur politique, pour qu'il fonctionne bien.

On peut être social sans être socialiste. Je ne suis plus gêné pour dire aujourd'hui que l'histoire du Centrisme, de Lamennais à Lecanuet, de Maritain à Barrot, de Sangnier à Lemire et Victor Diligent, de Giscard à Bayrou, c'est aussi la volonté constante de transcender les clivages partisans en affirmant la primauté de la personne humaine. Je le dis d'autant plus dans ce climat actuel où les bons esprits nous invitent à rejoindre ce grand parti unique de la droite française. Je sais qu'André Diligent aurait dit : « L'UMP c'est la France des blocs, l'UMP c'est la France de l'affrontement permanent, l'UMP c'est la France du renoncement à l'idéal d'une démocratie apaisée ». Nous le disons toujours avec lui et avec force, lui qui n'hésitait jamais à rappeler « qu'il y a autant de bêtises dans un camp que dans un autre ! ». Oui, nous sommes bien les défenseurs d'une autre France. En cela, nous devons être animés par l'esprit de conquête qui est aux antipodes de la conquête des postes !

Ici, nous disons merci à André Diligent, merci pour l'exemple, celui de toute une vie. Les élus de l'UDF qui gagnent, ceux qui ont conquis des mandats, ceux là ne conçoivent pas leur adhésion à cette famille politique comme un investissement carriériste. Ils détiennent leurs mandats pour servir leurs concitoyens et leur famille politique et non pour trahir les premiers et asservir la seconde.

Alors avec tous les « copains », nous avons cette envie chevillée au corps de construire une France des élus et des militants qui ressemble à la France des électeurs, loin des logiques partisans. Celle dont Albert

Camus nous avait déjà appris à nous méfier: « On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire ».

Merci à André Diligent pour « la Charrue et l'Etoile », un testament, nous l'avons dit, une poésie et un sillon pour l'action. Martin Gray a écrit dans le « livre de la vie » qu' « être fidèles à ceux qui sont partis, ce n'est pas s'enfermer dans la douleur. Il faut continuer à creuser le sillon droit et profond comme ils l'auraient fait eux-mêmes, comme on l'aurait fait avec eux, pour eux. Etre fidèles à ceux qui sont partis, c'est vivre comme ils auraient vécu, les faire vivre en nous, transmettre leur visage, leur voix, leur message aux autres quels qu'ils soient ».

Savoir distinguer pour unir, cela a été la principale philosophie du « phénix roubaisien ». A ses côtés, beaucoup d'hommes et de femmes ont acquis la conviction solide que l'important reste de construire une démocratie authentique, c'est à dire celle qui tend à porter au maximum la conscience et responsabilité de chaque être humain.

Jacques Maritain et Marc Sangnier, ceux qui avaient déjà marqué son père, l'ont marqué à son tour. A nous de continuer de tirer fidèlement la Charrue dans son Sillon. Les pieds sur terre, les yeux vers le ciel, nous verrons toujours notre ami sourire.

C'est mon histoire que d'avoir pu, en tant que jeune, trouver ma place dans ce monde si compliqué. Mais je suis convaincu que nos institutions doivent changer, car la France ne se relèvera pas si elle n'affronte pas les défis qui s'écrivent aujourd'hui à coup

de victimes. Ce n'est pas seulement le chômage et l'insécurité qui minent notre pays. Non, la France souffre d'un autre mal, celui de l'indifférence et du chacun pour soi.

La France des blocs politiques n'a jamais su répondre ni à la fracture politique, ni à la fracture sociale. Non, la situation empire. Si on ne retrouve pas un nouveau consensus, je suis convaincu que nous ne surmonterons pas ces épreuves.

Comme le disait si souvent André Diligent, demain comme hier, « il ne s'agit pas de récupérer des électeurs déçus mais de leur présenter une autre perspective. A une désillusion, très grande pour certains, nous voulons offrir une réelle espérance... ».

Cette rencontre avec André Diligent, dans le prolongement de celle avec Paul-André Lequimme, fut capitale pour moi. Le premier disait qu'en politique, il fallait savoir saisir toutes les opportunités... au bon moment. Ni trop tôt, ni trop tard. Je l'ai rencontré au bon moment, celui où je cherchais mon chemin...

6

Le virus du militantisme

Si il y a bien un virus qu'André Diligent nous a transmis, c'est bien celui de militer sans cesse, d'être des « militants exigeants et authentiques ». Dans sa conquête de Roubaix, l'esprit d'équipe lui a rendu de grands services. Et je médite toujours ce fameux soir de 1983 que je n'ai pas vécu, où il est élu au 1^{er} tour, c'est à dire avec plus de 50% des voix ! 5 minutes de bonheur pour des milliers d'heures de travail ! Mais à l'origine de cette victoire éclatante, il y avait cette énorme volonté, celle des militants du GAR (Groupement d'Action Roubaisienne). Il y avait à la base l'angoisse des citoyens d'une ville menacée et le charisme du candidat Diligent. Michel Ribet qui assistait à ses meetings évoque cet « homme chaleureux et convaincant de sincérité, d'honnêteté et de volonté ».

Je suis intimement convaincu qu'en politique, il faut tout ramener à cette volonté là. Dix militants sincères valent aussi bien que deux cents adhérents, avançant la rose au poing et chantant des refrains d'une autre époque. Je prends volontairement cet exemple car j'ai toujours été frappé par le décalage entre les effets d'annonce et la réalité sur le terrain. A Lomme, le PS annonce entre 300 et 400 « cartés ». Le nombre a peut être régressé ces dernières années. Toujours est-il que je n'ai jamais vu plus de 70 militants à une réunion publique du maire. De mon côté, j'avoue que l'on a toujours fait le plein.

Vu de Lomme, on comprend en définitive beaucoup de choses. La haine de la gauche est forte à droite. Cela se traduit dans les discours par une même dénonciation du socialo-communisme. Mais la haine de la droite est forte à gauche. Je ne méconnais pas l'histoire des idées politiques pour ne pas admettre que l'histoire de la lutte ouvrière est étroitement liée à la

gauche. Mais il n'est pas outrageant de rappeler que s'agissant de la défense des conditions de vie du monde ouvrier, la Démocratie Chrétienne n'est pas en reste. C'est à l'Abbé Jules Lemire, député-maire d'Hazebrouck, que nous devons, il y a 100 ans, les jardins ouvriers. Son objectif ? Permettre aux ouvriers de s'évader des taudis insalubres qu'ils occupent trop souvent et d'être plus autonomes moralement et financièrement par rapport à l'usine.

Entre les deux guerres, de nombreuses innovations sont impulsées par les Semaines Sociales de France, dont on a fêté en 2004 à Lille le centenaire : lancement de la mutualité familiale, préparation de l'application des assurances sociales, organisation des allocations familiales. Et puis, après la seconde guerre mondiale, le Mouvement Républicain Populaire (MRP) pouvait contester au Parti Communiste le monopole de la représentation ouvrière. Ainsi, Paul Bacon fut Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale pendant neuf années. Le grand Ministère de la Population et de la Famille est confié à Robert Prigent en 1945. Le MRP avait encouragé un plan de construction de 240.000 logements par an et fait voter les crédits pour les HLM. Un véritable plan de cohésion sociale !

Dès lors, continuer d'affirmer aujourd'hui, en 2004, que ce qui sépare la droite et la gauche, c'est la frontière entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent, cela relève d'une forme d'outrance. J'ai pourtant entendu cela dans des campagnes récentes de la part de ceux qui se veulent pédagogues à la ville comme au champ. Je trouve cela outrancier et profondément anachronique. Je suis convaincu que nos concitoyens ne sont d'ailleurs plus dupes de ce type de

caricature. Nos concitoyens attendent qu'on leur montre clairement où sont les enjeux de l'avenir.

Aujourd'hui on parle décentralisation, Europe, solidarité. Ces trois concepts d'aujourd'hui ont acquis des définitions et des symboliques tout à fait différentes de celles que leur donnaient, hier encore, nos grands-parents.

Ceux qui détiennent encore le pouvoir actuellement à Lomme ont en tête que celles et ceux qui viennent d'horizons différents n'ont pas vocation à construire l'avenir ensemble. En cela, ils sont de dignes héritiers du socialisme centralisateur. Ils n'ont, en réalité, aucune envie de partager le pouvoir. Beaucoup vous le diront, le pouvoir à Lomme ne se partage pas. Dès lors, je me dis qu'ailleurs, les mêmes causes doivent entraîner les mêmes effets. Cette conception amène tous les dérapages possibles : j'ai en mémoire cette séance du conseil communal en 2001, au cours de laquelle le président du groupe socialiste n'a pas hésité à nous jeter à la figure : « Vous êtes des Talibans ! ». Encore un terme guerrier. L'alliance du Nord, c'est pourtant nous ! C'est nous qui rejetons l'extrémisme et qui voulons fédérer les énergies. C'est nous qui voulons imposer la démocratie contre le fait du prince !

Préparer une ère nouvelle

La volonté militante, c'est cela. Refuser la dictature d'un seul pour préparer une « ère nouvelle ». Cela demande du temps et des veilleurs. Jusqu'à présent, on a passé des centaines d'heures à coller des affiches et à distribuer des tracts. Et pas question de faire le travail à moitié ! A quelques-uns, on a parcouru des rues entières et des villes entières. On a parfois passé des

nuits entières. On a quadrillé. Pas question de laisser tomber une boîte. On s'encourageait, on se parlait. C'était souvent dur mais quand c'était terminé, on en redemandait. C'est aussi cela la vie militante.

Et n'allez pas croire que parce qu'il y a la télévision, tout cela devient inutile. Au contraire. Tant qu'il y aura de l'amitié en politique, la politique a de l'avenir. Le jour où il n'y aura plus que des employés de mairie ou des sociétés pour faire ce que certains considèrent à tort comme le « sale boulot », la politique ne sera plus qu'une drôle d'affaire. En 1997, « ils » étaient bien décidés à me montrer qui était le plus fort. Les municipaux munis de camionnettes et de balais télescopiques me suivaient à la trace. Ce que je collais patiemment en 15 minutes, en 3 minutes ils le détruisaient. Je ne désarmais pas et je revenais à la charge, monté sur le toit de ma voiture, bien décidé à recouvrir l'objet de ce qu'il faut bien appeler un « délit d'initiés ». Cette guerre d'usure est absurde.

L'apprentissage des campagnes électorales précédentes m'a appris à bien gérer « ma » première campagne. Le jour où j'ai su qu'il y aurait une campagne cantonale partielle à Lomme, j'ai d'abord passé une dizaine d'heures à réfléchir seul à ma candidature. Puis, j'ai pris le train pour aller à l'université d'été des Jeunes Démocrates à Perpignan. Je savais que je partais, non pour me détendre un peu, mais pour prendre de l'avance.

Un seul mois pour faire campagne ! Jospin était au zénith de sa popularité. Il fallait faire vite. Dans le train, on fait un « plan de bataille ». Avec Eric, l'ami, on se parlait beaucoup. On commence à rédiger des tracts, des argumentaires. En rentrant, je savais que je ne

dormirais plus que quelques heures par nuit. L'ampleur de la tâche était telle que Eric m'a déchargé de certaines démarches administratives. Dans ce type de situation, l'improvisation est mauvaise conseillère : chaque jour, on avait une feuille de route.

Etre le premier

Je ne résiste pas à l'envie de raconter l'anecdote concernant l'enregistrement des candidatures en Préfecture. La loi veut que ce soit le premier qui arrive qui soit le premier servi. J'avais envie de me battre pour le panneau d'affichage numéro 1 car il avait toujours été socialiste. Quand les élections sont groupées, les socialistes arrivent toujours à trouver un militant préposé au dépôt des candidatures. Il s'installe la veille du dépôt des candidatures devant la Préfecture et il remporte la mise.

Ayant pris mes dispositions, je suis donc arrivé devant la Préfecture à 3 heures du matin. Pas de militant zélé à l'horizon. La longue nuit commença. Les quelques noctambules qui passaient par là se demandaient bien ce que je pouvais faire là à une heure si tardive. J'ai pu dormir une demi-heure puis le passage des voitures m'a ramené à mon sort. Heureux d'être le premier, condamné à attendre l'ouverture des portes vers 8h30. La concurrente socialiste est arrivée, escortée, vers 6h00. Pourquoi était-elle arrivée si tôt, sinon que pour emporter ce fameux panneau ? N'ayant pu que prendre acte de ma présence matinale, il ne lui restait plus qu'à s'installer au chaud dans sa voiture.

Vers 8h30, la porte de la préfecture s'ouvrit. Après quelques formalités, je repartais avec le fameux papier

qui officialisait ma candidature. Ensuite, tout s'est enchaîné. Je voulais donner un ton différent à ma campagne, en rupture totale avec des comportements politiques dépassés. Je souhaitais aller au delà du clivage droite/gauche car j'étais bien décidé à ouvrir la voie à cet espace dont j'ai déjà parlé, « espace de reconnaissance pour des idées nouvelles, démocrates, généreuses ».

Durant cette campagne, j'ai déclaré à une journaliste : « Je ne suis pas socialiste, je suis social ». 4 lettres qui font la différence ! Mes références politiques sont centristes et centrales, c'est à dire non partisans. Bref, dans cette campagne, je ne ferai aucune concession. Mon expérience quotidienne me ramène à la réalité. Engagé depuis dix ans dans la lutte contre l'échec scolaire, entouré par de nombreux ami(e)s au chômage, attentif à toutes les détresses humaines, mon ambition, est de faire une campagne « en toute franchise » pour essayer de trouver des réponses humaines à l'état de souffrance de notre société.

J'avais face à moi des candidats qui s'inscrivent tous dans des logiques nationales. L'hégémonie du PS n'encourage pas l'émulation et la compétition sur les idées. Le premier tract socialiste est signé du maire et non de la candidate. Son objectif était de revenir sur l'appartenance de mon arrière-grand père à la SFIO que je tenterais d'utiliser « pour mieux glaner quelques voix à gauche ».

C'était tellement ridicule que j'ai répondu par un tract en demandant ironiquement qui était le candidat socialiste. Néanmoins, j'étais et je reste révolté par ce type de communication basique, constamment utilisée

par le maire pour ridiculiser ses adversaires et affirmer la suprématie socialiste. L'esprit de système, je le condamne, c'est la pire des inventions humaines ! Au nom du système, des employés municipaux décollaient les affiches électorales que je collais, tôt le matin. Au nom du même système, je n'ai pas eu le droit de dire un seul mot le soir du 1^{er} tour, alors que le maire a pu faire tous les développements qu'il souhaitait. Au nom du système, on pourrait faire dire n'importe quoi à n'importe qui. Au nom du système, un jeune me crachait à la figure au sein même de la « maison du peuple » !

Toujours est-il que je m'en suis bien sorti. Avec plus de 25% des voix au 1^{er} tour, j'abordais le second tour confiant, fort du soutien qu'est venu m'apporter Philippe Douste-Blazy à Lomme. A l'époque, il s'affichait clairement au centre. Grâce à lui et à une campagne militante, je franchissais la barre des 37% au second tour, avec la certitude d'avoir bien fait. C'est en regardant plus précisément les résultats que je me rendais compte qu'il s'était passé quelque chose d'important à Lomme : les bureaux les plus populaires de la ville m'avaient accordé un nombre de suffrages plus important qu'à n'importe quel autre candidat non-socialiste dans le passé. A l'inverse, des bureaux traditionnellement plus à droite n'avaient pas fait le plein des voix.

J'en ai tiré la conclusion que des Lommois avaient été sensibles à ma démarche. Mon résultat sur Lomme, ville sous le giron socialiste, démontre que c'est bien à la croisée des chemins que s'inscriront les victoires de l'avenir. De l'autre côté du mur, je commençais à entrevoir un horizon.

J'avais développé un style : une campagne électorale ne saurait être un prétexte pour faire tomber l'adversaire à n'importe quel prix. Cette logique purement politicienne amène à gagner un jour et à perdre un autre jour, au gré des flux et reflux de la vie politique. Mais elle amène surtout de plus en plus de nos concitoyens à porter un jugement de défiance à l'égard de la politique. Changer vraiment, cela voulait dire avoir une grande exigence de proximité et de franchise dans les propos que l'on tient et dans l'action au quotidien. Appuyer les convictions sur des réalités locales, associer toutes les bonnes volontés à la rédaction d'un programme, interroger les habitants sur leurs attentes, leurs angoisses, permettre à chacun de s'exprimer, organiser le débat politique sur de véritables enjeux, telles sont à mon sens les exigences fondamentales de celui qui s'engage en politique, sa feuille de route en campagne.

Retrouver la confiance

Pour ma part, j'ai toujours pensé qu'il fallait faire de la politique en dehors des périodes électorales. C'est probablement le plus sûr des moyens de redonner confiance aux citoyens. Et si j'ai décidé de créer en 1998 une association « Lomme Confiance », ce n'est pas pour renier mon appartenance politique ou la masquer. Non, c'est bel et bien parce que je pense, que plus que tout autre chose, c'est la confiance qu'il faut retrouver. En 2001, nous sommes passés, à une poignée de voix près, de la mairie. Nous devons ce résultat à une équipe solide et déterminée. Nous sommes cinq élus aujourd'hui à siéger au conseil communal. Cinq comme les cinq doigts de la main. Vous trouverez plus loin leurs portraits réalisés par un jeune militant, Jean-Philippe Samarcq, et parus dans le

bulletin de notre groupe. C'est que notre petite école de la démocratie locale fonctionne pas mal du tout. Elle ne saurait remplacer la fonction traditionnelle dévolue de formation des militants politiques mais elle va plus loin quand elle structure le débat entre des personnes venant d'horizons tellement différents. Avec le recul, cette expérience inédite, menée à un rythme soutenu, s'est avérée riche humainement. Car c'est bien une liste citoyenne, c'est à dire sans dosage partisan, qui a été soumise aux suffrages des lommois en mars 2001. Je suis fier de cet affichage là. Ce n'est pas explicable si facilement mais avec une telle configuration, personne ne joue contre personne, seul l'objectif compte, une dynamique collective prend forme. Chacun donne le meilleur de lui-même, quel que soit sa place sur la liste. Moi qui ai été longtemps scout, cela me rappelle ces années passionnantes. Je crois qu'il y a dans cette alchimie les bases de ce que nous allons réussir un jour.

Danielle Debaisieux

L'esprit de service

Née le 28 août 1946 et habitante de Lomme depuis 1954, Danielle Debaisieux est une militante de longue date, au parcours politique plutôt atypique. Danielle a commencé à s'investir dans la politique le jour où elle a réalisé « qu'il y avait trop d'injustices et que ça ne pouvait plus continuer ». La seule solution pour faire avancer la justice c'était bien évidemment de devenir soi-même une femme d'action ! L'élan de mai 68 la travaillant encore profondément, c'est tout naturellement que Danielle gagna les troupes du Parti Communiste en 1970 parce qu'elle y avait de nombreux amis sympathisants là-bas et qu'à cette époque, « c'était à gauche qu'on pouvait faire évoluer les

choses ». Rapidement, Danielle prit des responsabilités au sein de l'Union des Femmes Françaises (Femmes Solidaires aujourd'hui). Pendant dix années, elle mit toute sa bonne volonté à faire avancer les droits des femmes en exigeant des primes pour le premier enfant, des allocations... Elle a même fait partie d'un groupe délégué envoyé à Paris pour rencontrer le président de la République de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Elle créa le comité local de Lomme. Devenue assistante maternelle, Danielle posa les fondations d'un syndicat CGT des assistantes maternelles. Durant onze années, elle sut faire entendre la voix des siens pour améliorer la façon de procéder, ainsi que pour faire appliquer les statuts. Elle intervint d'ailleurs plusieurs fois auprès du préfet. Cependant, elle fut remerciée et licenciée pour « manque de matière première » ! Après cette période mouvementée et bien occupée, Danielle revient à des activités un peu plus « sages ». Elle créa alors un comité d'animation dans le quartier de Délivrance. Elle y organisa principalement des activités féminines comme la couture ou la broderie ainsi que de nombreuses festivités. Là encore, au bout de quatre ans, son action fut entravée : La mairie récupéra l'initiative des animations de quartier et Danielle dut s'en aller... L'ampleur de la polémique sur la fusion « Lomme-Lille » ramena Danielle Debaisieux sur le chemin de l'action. Dans la foulée du référendum sur la fusion, elle raconte ainsi avoir rencontré Denis Vinckier. Elle est sensible à son envie de rassembler et de travailler avec des gens d'horizons politiques différents dans le respect de l'intérêt général. Il lui propose alors de faire partie de sa liste pour les municipales et de devenir une élue au service de la population lommoise. Aujourd'hui, Danielle est l'une des cinq élus de « Notre parti c'est Lomme ». Son domaine de prédilection, c'est le social. Elle veut avant tout être à l'écoute des gens.

Car selon elle, il ne faut pas imposer mais écouter, prendre en compte et s'adapter aux souhaits des citoyens. « Nous sommes là pour entendre les gens, et l'on ne fera rien sans eux. » Cette « Amélie Poulain » du monde politique Lommois est toujours prête à aider et à écouter quand le besoin s'en fait ressentir : « Je réponds toujours présent quand il y a un combat à mener ! ». Et bien sûr Danielle prône toujours plus de dialogue et de concertation à proposer aux citoyens. Ses maîtres mots sont : Démocratie et Proximité.

Pascal Deren L'engagement citoyen

Quand on a des convictions, on s'engage pour les défendre. Cela se traduit naturellement par un engagement citoyen. C'est ce que Pascal Deren a toujours traduit aux travers de ses nombreux engagements associatifs ainsi que de ses nombreux mandats dans l'opposition depuis son arrivée à Lomme en 1966. Il a participé à toutes les élections municipales au fil de ces années, dans l'opposition de centre droit qui a connu bien des appellations différentes mais où les valeurs humanistes sont restées le moteur de l'engagement. Pascal Deren a trouvé très jeune le chemin de l'engagement politique grâce à celui de son oncle maternel (élu adjoint pendant de nombreuses années) qui lui a fait découvrir la « magie des meetings au Palais Rameau ». Depuis, le virus de l'engagement citoyen ne l'a plus jamais quitté. Il s'est donc d'abord engagé comme animateur au club « Léo Lagrange » sous les bons conseils de son oncle lui soufflant : « Si tu veux faire de la politique, il faut t'engager dans les activités associatives ». Il fût alors

très vite le bras droit de Roger Delelis dans la vie municipale lommoise. Puis se fût au côté de Pierre Kerlévéo que Pascal Deren continua le combat politique. Au fur et à mesure, ses convictions devenaient plus fortes : l'opposition est indispensable à la vie politique d'une municipalité. D'abord pour contrôler l'exécutif mais aussi parce que les bonnes idées ne sont pas toujours du même côté lorsque le but visé est l'intérêt général. D'où l'importance de défendre des positions ainsi que de faire participer le plus possible les citoyens à la vie municipale. C'est bien ce qui le conforta à se présenter à toutes les élections municipales. Aujourd'hui, au sein de « Notre Parti c'est Lomme », Pascal Deren apporte la sagesse et l'expérience d'un fin connaisseur de l'exercice d'opposant dans un conseil communal. Pour lui, il est impératif qu'une opposition arrive à faire discuter ses idées au sein du conseil communal. De toute façon, la vérité n'est pas d'un côté ni de l'autre mais plutôt dans la discussion des idées et l'enrichissement de ces dernières par un point de vue extérieur au groupe. Pascal Deren reste bien conscient du travail énorme à faire pour convaincre du bien fondé de la politique quand elle n'est ni partisane et ni politicienne. Il est d'ailleurs convaincu qu'il faut proposer aux citoyens une vraie participation dans les décisions pour leur redonner goût et confiance en la politique. « La démocratie représentative n'est plus l'unique moyen de faire vivre la politique » assure Pascal Deren. Le pouvoir devient donc bien la capacité à mobiliser les gens et à rendre possible les choses. « Les dernières élections ont bien montré qu'il y a une nécessité absolue d'avoir une démocratie participative où les citoyens ont un pouvoir réel ». C'est aussi cela l'engagement citoyen.

Françoise DUMONT

Elle n'aime pas le mensonge

Françoise Dumont n'a jamais fait de politique même si elle confesse : « Mes parents étaient gaullistes et j'ai continué dans cette voie ». Son engagement politique à Lomme date de la fusion. Françoise n'aime pas le mensonge, et elle l'avoue : « Avec cette fusion, nous avons été mené en bateau et ça continue ». Pour elle qui votait pour Arthur Notebart parce qu'il défendait Lomme et les Lommois, elle voit la différence. « Ce que Monsieur Durand a fait, jamais Arthur Notebart ne l'aurait fait, il n'y avait certainement même jamais songé ! ». C'est ainsi que Françoise s'est trouvée embarquée sur la liste « Notre Parti c'est Lomme ». Par conviction et aussi par adhésion. Elle raconte ainsi : « Je ne connaissais pas Denis Vinckier. Je le voyais distribuer des tracts. J'ai fait sa connaissance lors d'une réunion, je l'ai écouté. Son style et sa franchise m'ont intéressée. J'ai adhéré à sa démarche et je dois dire qu'il règne autour de lui un climat de confiance. Il est volontaire dans ses positions et droit dans ses idées. C'est important de le dire quand dans notre société on a du mal à trouver des repères ». Et Françoise d'expliquer qu'elle a ensuite fait connaissance avec une équipe, « certes diverse mais très soudée et riche d'expressions ». La liste « Notre parti c'est Lomme » ayant obtenu sept sièges, Françoise Dumont s'est ainsi retrouvée avec une nouvelle responsabilité. Pour elle, « un élu c'est d'abord un exemple d'honnêteté ». Elle attache de l'importance aux valeurs d'écoute (beaucoup de politiciens écoutent mais n'entendent pas) et de disponibilité (pour écouter les gens, il faut avoir du temps à leur consacrer). C'est ainsi que Françoise est une militante farouche du non-cumul des

mandats. Néophyte en politique, Françoise a trouvé sa place sur les bancs du conseil communal. Elle participe à la vie des commissions et se rend disponible pour les autres. Secrétaire de profession, elle croit à l'ambition d'une vraie participation démocratique des Lommois à leur avenir : « tous les citoyens doivent prendre la parole et je pense que des consultations régulières des Lommois sont nécessaires ». Si elle s'est engagée en politique, c'est « pour avoir une politique ouverte et non une politique carcan comme nous la vivons à Lomme ». Elle plaide aussi pour une politique plus juste pour tous les Lommois. « Le socialisme cache bien des inégalités. Les Lommois s'en rendent compte. En 2008, nous serons là pour l'alternance, celle qui rendra la parole aux Lommois et développera une nouvelle idée de la justice, loin des artifices, des paillettes et du rideau de fumée ». Françoise insiste : « Je n'aime pas le mensonge ! ».

Marie-Gabrielle Delannoy

De Lille à Lomme

Originnaire d'Halluin, Marie-Gabrielle Delannoy est venue dans la métropole lilloise pour y faire ses études. Elle a commencé à travailler à mi-temps pour les payer et s'est, dit-elle, " assez naturellement installée, rue des stations à Lille ". Elle arrive à Lomme en octobre 1977, en ayant son travail dans le quartier des Bois Blancs. A l'époque, se souvient-elle " le métro n'était pas encore là ". Ses engagements ont toujours été très nombreux du fait de sa profession de comptable : souvent nommée trésorière, parfois élue présidente. Marie-Gabrielle a du affronter très vite la vie d'adulte, ayant perdu ses deux parents entre 20 et 25 ans. C'est son père qui lui a donné très tôt l'exemple du dévouement

par ses nombreux engagements. Elle a repris le flambeau : hier engagée dans une association d'anciens élèves et une association d'aide aux nomades, elle continue de militer dans des associations d'action catholique. Gaby est également engagée depuis quinze ans dans une association d'aide aux demandeurs d'emploi et depuis un an dans une association d'aide à domicile comme trésorière, bien sûr ! Fière d'habiter Lomme, elle aime sa commune vivante sur le plan associatif, sportif et commercial. " Les commerces donnent une vie dans mon quartier de Mont à camp, où les personnes se rencontrent et se parlent ; un peu comme dans une petite ville de campagne ». " Lomme reste pour moi une ville à part entière avec près de 30 000 habitants, avec ses cinq quartiers ". Aussi, n'a-t-elle jamais compris " la décision unilatérale du maire actuel pour fusionner et marchander ainsi le rattachement de Lomme à Lille ". Elle explique ainsi sa présence sur la liste de Denis Vinckier en 2001, qui " préconise à la fois la défense des Lommois mais qui prône avant tout la démocratie active ". Depuis son arrivée au conseil explique t-elle, " Denis m'a toujours trouvé pour le soutenir dans ses actions. Membre du conseil communal, et membre des commissions de l'urbanisme, du sport et des finances, je commence à apprendre la vie politique locale. J'y découvre beaucoup de satisfactions ", même si elle confesse " être déçue du peu d'écoute de la part des élus de la majorité socialiste ". En étant élue, Gaby Delannoy a mesuré les problèmes de pollution sur Lomme. L'idée n'est pas bien entendu de demander à délocaliser les industries, car " c'est un enjeu social de vie économique ", mais ajoute t-elle " la commune doit être attentive à prendre toutes les dispositions pour que ces industries soient moins polluantes ". Car, insiste t-elle, " la question des nuisances en tous genres est bien réelle. Il est urgent

de s'en occuper ". Et d'ajouter : " La commune doit faire d'immenses efforts pour améliorer nos quartiers ". L'enjeu de plusieurs mandats...

Rencontre avec Denis VINCKIER (Mars 2001)

Quel est votre état d'esprit à quelques semaines des élections municipales ?

DV : Je suis convaincu que nous approchons du moment de vérité. La fusion est le résultat de quelque chose d'inacceptable, à savoir la main mise d'un clan politique sur les affaires de notre ville. Ce clan n'a pas à voir avec les militants du parti socialiste dont beaucoup restent scandalisés par la décision autoritaire de la fusion. Ce clan, évidemment n'a rien à voir avec l'ancien maire de notre ville, qui je le rappelle, a le premier parlé de « parti de combinards » quelques jours après l'annonce de la fusion. En fait, ce clan, c'est la traduction d'une façon actuelle mais tellement ringarde de faire de la politique qui consiste pour quelques uns à faire passer leurs ambitions personnelles avant les intérêts de leur ville. Alors, les lommois doivent maintenant très sérieusement s'interroger : ou bien ils choisissent pour l'avenir de confier la gestion de notre ville à ce clan politique, avec tous les dangers que cela comporte, à commencer par le premier qui sera la fusion actée de facto, ou bien ils restent quelque part fidèles à une ambition forte pour leur ville, qui ne peut, dans le contexte actuel, que passer par le choix d'une équipe d'animation de notre

ville, rassemblée par delà les clivages politiques. La vraie question des élections communales prochaines, c'est bien de savoir si un rassemblement de personnes de bonne volonté, venant d'horizons différents, est capable de porter ensemble une ambition pour Lomme. C'est finalement de savoir si ceux qui rassemblent ou cherchent à rassembler peuvent l'emporter sur ceux qui divisent pour mieux régner.

Défusionner demain, c'est votre choix ?

DV : Oui, si nous sommes élus, notre choix sera de défusionner. Je voudrais vous expliquer pourquoi. Aucun maire aujourd'hui n'accepterait de perdre, comme l'a fait Yves Durand, sa prérogative essentielle, à savoir être en capacité de voter un budget en dépenses et en ... recettes. Or, avec la fusion, et les documents budgétaires de Lille le montrent, pour la commune associée de Lomme on a bien des dépenses mais plus de recettes. Tout se passe de la manière suivante : on dépense à Lomme ce que Lille veut bien nous donner comme recettes. Je ne peux accepter l'absence de garanties et de transparence pour les recettes. Ce d'autant plus qu'en face des dépenses de la commune de Lille-Lomme-Hellemmes, il faudra, dans un futur proche, voter des recettes et donc une fiscalité qui viendra s'ajouter à la fiscalité actuelle de Lille déjà trop lourde. Dans ces conditions, je suis partisan que nous restions maîtres de notre budget, en recettes et en dépenses. Et puisque que nous avons fusionné, il faudra défusionner. Ce qui me gêne terriblement, c'est que la fusion n'a pas été faite pour apporter plus de bien être aux habitants de Lomme mais qu'elle vise avant tout, ce que Monsieur Mauroy n'a jamais contesté, à agrandir Lille.

Agrandir Lille, cela veut dire imposer demain aux communes fusionnées les politiques municipales lilloises. Je suis convaincu que les Lommois veulent que leur maire ne soit pas un maire sous perfusion financière, que ce soit un élu capable de défendre leur ville –Lomme- à la communauté urbaine comme l'a toujours fait Arthur Notebart. Yves Durand a renoncé à être ce maire là. C'est son choix. Je ne l'ai jamais compris.

Quel maire, vous Denis Vinckier, avez-vous envie d'être ?

DV : En un mot, un maire DEMOCRATE ! Oui un maire qui ne cherche pas à imposer mais à animer des concertations sur les problèmes du quotidien.

Je suis partisan de réfléchir sérieusement sur des politiques de sécurité et de solidarité nouvelles avec les habitants de notre commune. On ne peut pas continuer d'injecter, aux frais des contribuables, de l'argent public dans des politiques qui n'ont pas fait leurs preuves.

J'ai longuement réfléchi à la démocratie dans la ville. Je fais le pari que l'on peut dépenser moins et être plus efficace. Mais, pour cela, il faut avoir le courage d'animer le débat et la concertation. Voir où sont les priorités, s'y attaquer, y mettre les moyens financiers... et humains. Et les moyens humains ne demandent pas toujours à être financés.

Je crois beaucoup, et c'est une des propositions majeures de notre programme, aux comités d'habitants dans les quartiers. En général, quand il y a un problème, on crée une commission. Moi je veux changer les méthodes : créer la concertation dans la

ville pour que les solutions aux problèmes n'arrivent pas tardivement. Nous avons beaucoup réfléchi sur ces comités d'habitants. Si nous sommes élus, ce sera l'une de nos premières décisions, qui incarnera notre nouvel état d'esprit. Je n'ai pas de haine personnelle vis à vis de Yves Durand. Je pense simplement que sa conception de la vie municipale est dépassée, qu'il s'est laissé entraîner dans la course au pouvoir. La noblesse de la politique aujourd'hui, c'est de chercher à apporter des réponses à la spirale du tout impôt et de l'individualisme grandissant. Si demain j'augmente la fiscalité de manière inconsidérée, je peux faire tout ce que je veux. Mais les élus oublient souvent que l'argent qu'ils dépensent, ce n'est pas le leur. Je suis partisan de ne plus augmenter les impôts et de chercher de nouvelles réponses à toutes les questions d'aujourd'hui.

Allez, une note d'humour pour conclure cet entretien ?

DV : D'après la légende... autrefois on allait de l'église du Bourg au château de Lomme (aujourd'hui Kinépolis) par une allée bordée d'arbres : une drêve. C'est Jules Brenne, historien de Lomme, qui rappelle dans "Lomme avant 1789" que ce mot d'origine flamande est de la famille de "drive" en anglais. La drêve du château servait aux seigneurs. Dans ce château, une cour où le seigneur recevait les manants. Au delà de cette cour, un premier pont fixe donnait sur la propriété du seigneur. Le château à proprement parler était un "carré de murailles hautes, épaisses et percées de meurtrières". Aux quatre coins, des tours massives.

C'est toujours Jules Brenne qui l'écrit: "D'après la légende, un souterrain issu du château descendait jusqu'au calcaire compact (...) Les anciens Lommois disaient aussi que la galerie allait jusqu'à Lille". Après avoir consulté un géologue, confirmant que de tels travaux ont été fréquents au moyen-âge, l'auteur, affirmatif conclut : " L'existence du souterrain dont parle la légende devient ainsi très probable". Qu'on se le dise

Avec du recul

Je ne retirerais pas grand-chose avec le recul du temps à ces propos. Ils étaient sincères et ils ont structuré l'action de mon équipe jusqu'à ce jour. C'est sur Yves Durand que je serais finalement plus nuancé. Il s'est incontestablement laissé emporter dans cette affaire de la fusion. La défusion dans ma tête et dans celle de mes colistiers a toujours été liée à la question de la démocratie. Je serai candidat à Lomme en 2008 et lui aussi. Ce que je pense de lui ? Il a changé. Il est moins rude, il est plus ouvert. Il est moins sûr, il est plus généreux. Je peux me tromper mais depuis 1993, je l'observe. Mon appréciation personnelle a évolué sur lui parce que l'élu, l'homme politique qu'il est, a opéré sa mue. De cela, je suis convaincu. Travaillerons-nous un jour directement ensemble ? Aujourd'hui, en ce qui me concerne, je ne peux pas l'exclure. Pour un centriste, il ne peut y avoir de schéma définitif... car ce sont les valeurs qui priment. Les siennes et les miennes ne sont ni historiquement, ni philosophiquement incompatibles. Dans tous les cas, nous mesurerons dans les urnes notre poids respectif au 1^{er} tour de l'élection communale lommoise.

7

L'appel de la relève

Je pense souvent à Marc-Philippe Daubresse, parce que j'ai cru en lui, lui qui a un jour déclaré : « Nous sommes tous des bébés Diligent ». Il a exercé pendant longtemps des responsabilités à l'UDF, la confédération de partis modérés, créée par Giscard d'Estaing en 1978, puis par François Bayrou.

« Pour une social-démocratie française »

Par André DILIGENT

Tribune au journal « France Soir » 27-2-1976

« Le pays semble en état de polémique chronique, de campagne électorale permanente.

Du côté de l'opposition, le plein des mécontents est fait. Mais la crédibilité est loin d'être atteinte car le climat est détestable. « Combine » dit l'un, « bassesse » répond l'autre. Les braves gens, pour qui les mots ont encore un sens, en concluent : « Si le temps des fiançailles est déjà celui des chamailles, les lendemains de nocce ne seront pas gais ». En réalité, chaque jour nous apporte la preuve que socialistes et communistes sont en désaccord sur l'essentiel.

Dans la majorité, la situation est loin d'être décantée. Malgré la loyauté dont le Premier Ministre fait preuve envers le chef de l'Etat, il reste à l'UDR à surmonter de profondes difficultés internes et aux Républicains Indépendants à poursuivre leurs efforts d'implantation.

Mais le principal reste à faire. Notre constitution est inachevée, par conséquent fragile. Chaque consultation nationale apporte les risques d'une crise très grave.

Dans les antichambres gouvernementales, le jeu des personnes le dispute encore trop souvent aux choix des politiques et si la saison des partisans n'est plus à la mode, celle des courtisans risque de revenir.

L'actuel Président de la République n'a besoin ni d'un parti inconditionnel ni d'une cour. Cela ne conviendrait ni à son tempérament, ni à sa vocation, ni à l'intérêt du pays.

En revanche, la politique des réformes, elle, a besoin d'un appui populaire qui ne sera authentique et efficace que s'il est organisé.

Nombre de Français se situent d'emblée au centre gauche, y compris parmi les Républicains Indépendants, si l'on en croit les différentes déclarations de Paul Dijoud devant l'assemblée des GSL (Jeunes Giscardiens). Ils sont las des exclusives dérisoires, des brevets d'autosatisfaction généreusement décernés. Ils ne veulent plus voir le sort de leur pays joué au poker à chaque grande élection. Ils exigent une Europe forte pour être indépendante. Ils refusent un système qui serait dominé par des sociétés multi-nationales de plus en plus dévorantes mais ne veulent pas un régime bureaucratique, centralisateur et marxiste car, dans l'un comme dans l'autre, l'homme est réduit à l'état de robot, de matricule.

Ils sont des millions qui réclament cette démocratie sociale avancée. Mais ils n'ont pu encore traduire leur sentiment dans une organisation politique assez puissante et accueillante.

Le centre démocrate et le centre démocratie et progrès ont tiré les conséquences de cette volonté. Ils se prononcent pour la création d'une nouvelle formation. Elle sera puissante car elle peut, dès le départ, compter sur l'adhésion de 90 parlementaires, sénateurs et députés. Elle sera ouverte, car elle bénéficiera de l'arrivée de personnalités non encore engagées dans l'action politique mais jouant un rôle important dans leurs milieux socio-professionnels. Elle sera dynamique car elle entend rester intégralement fidèle à la fédération des réformateurs, fer de lance de la majorité. L'heure est venue de rendre possible ce qui est nécessaire. »

A côté de l'UDF giscardienne, il y a toujours eu ce courant et ce parti centriste dont nous nous réclamons avec autant de ferveur. Les élections de 1989 dont nous avons parlé ont été ressenties comme un certain échec dans la famille. En 1994, pour les mêmes élections, c'est un centriste, Dominique Baudis qui conduisit la liste de droite. Pas franchement un succès. Pas de candidat UDF à la présidentielle de 1995.

En 1999, le 17 Juin, François Bayrou releva le défi. C'est, sans aucun doute, le début de la relève. Mais c'est probablement en 1998 qu'elle prendra corps médiatiquement à Lille, avec le congrès de la Nouvelle UDF, délestée de ses conservatismes, avec à sa tête le même François Bayrou.

Ces dernières années, nous avons cherché à ouvrir la voie à une nouvelle force politique démocrate, au cœur de la vie politique française. Les élections européennes de 1999 ont été l'occasion pour cette

famille renaissante d'affirmer qu'elle avait un message original à faire entendre.

Ce message, nous avons su le porter avec un homme, François Bayrou qui n'est pas un simple roseau pliant. Il y a eu un grand et vif débat en 1994 dans le parti pour savoir qui succéderait à Pierre Méhaignerie. Bernard Bosson et François Bayrou avaient leurs partisans. Par fidélité, la fédération du Nord, avec en tête André Diligent, était du côté de Bernard Bosson. J'avais choisi le camp de François Bayrou. Je me souviens très bien des débats de l'époque, c'était direct : Bayrou va vendre le centre à la droite ! entendait t-on ici et là. Je n'ai jamais cru à cette thèse et j'en ai toujours voulu à ceux qui colportaient cette cruelle rumeur, par jalousie.

C'est le 11 Décembre 1994 que François Bayrou fut élu président du CDS. 655 voix contre 490. Peu importe les chiffres, mais notre département a apporté ses voix à l'un et à l'autre. 50/50 en réalité. A l'époque, il fallait du courage pour dire que nous soutenions Bayrou. Nous pouvions voter pour lui mais ne pas le dire. Mais aussi loin que je regarde, je vois des appels de sa part à une « métamorphose » (Conseil politique du 31 mai 1986) et à une « refondation de notre famille politique » (Congrès de Paris, Décembre 1994).

Une phrase de ce dernier congrès résonne toujours dans ma tête : « Mes amis, dans le combat, la fidélité, c'est de tout faire pour préparer la victoire. La vraie fidélité, c'est la victoire ». Bref, son ambition a toujours été d'asseoir le centre sur une chaise solide.

Notre constat reste que la gauche comme elle est et la droite comme elle est toujours, entraînent la

même insatisfaction et provoquent le même rejet. La relève est née de la prise de conscience du remède de cheval qui doit être apportée par cette famille politique qui « cherche à montrer l'exemple d'un mouvement de l'esprit qui prend part à tous les choix, qui considère que tous les problèmes à traiter ne sont pas des problèmes seulement pour les gouvernants, mais des problèmes pour tous les citoyens ». C'est ce que disait François Bayrou à Rouen, le 24 Avril 1994. Nous avons vécu la rénovation du centre, donné la vie à Force Démocrate où « l'espoir est bien de tracer pour la France un dessin de son avenir qui soit comme une étoile où elle accrocherait son chemin ».

Nous avons vécu tout cela, sans faire de bruit. Et nous avons cru dans cette refondation nécessaire qui devait faire émerger une famille politique « adulte ». Nous avons vécu cette véritable mutation qui vise à transformer une organisation de notables en parti où élus et militants s'inscrivent dans une même démarche. Oui, nous avons vécu cela modestement. C'est le grand défi démocrate de notre famille qui a puisé sa source dans le constat que d'autres gouvernent à notre place le pays, mais aussi les régions, les départements et de nombreuses grandes villes. Le centre s'est réveillé avec Bayrou. Le centre a progressé avec Bayrou.

Cette ambition pour la France s'est véritablement révélée à l'occasion des dernières élections présidentielles en 2002. L'esprit de la relève vient de loin. Il trouve sa source dans une famille qui a opéré un changement radical avec un leader qui a su donner le cap dans toutes les tempêtes. J'ai en tête comme un credo la conclusion d'une tribune de François Bayrou dans un grand quotidien dont je ne sais plus la date, ni si c'était le Monde ou le Figaro. En substance, il écrivait

ceci : « Face à ceux qui dominent, face à ceux qui menacent, une force doit émerger. C'est parce que nous exploiterons à fond l'idée que nos concitoyennes et concitoyens attendent une famille politique adulte qui cherche à rassembler plutôt qu'à diviser, qui cherche à entretenir des rapports de confiance plutôt que de défiance, de paix plutôt que de haine, de responsabilité et de solidarité, capable de proposer et d'inventer les outils de promotion, de discussion et d'action adaptés à un monde médiatique qui exige l'authenticité, que nous inscrirons notre démarche politique dans la conquête des pouvoirs, ceux qui jusqu'à présent nous ont échappés, mais qui peuvent et doivent demain revenir à la conscience citoyenne, éclairée par des hommes et des femmes qui puisent leur raison d'être dans la crise des raisons de vivre pour proposer des raisons d'espérer ».

Si les mots ont un sens, je trouve dans cette déclaration la raison profonde de toutes mes ambitions politiques.

Les militants de cette famille se retrouvent aujourd'hui dans une même vision partagée. La feuille de route est toujours la même, être les « porte-parole de la France qui ne veut plus être coupée en deux ». Et François Bayrou a su traduire cette aspiration en déclarant que notre objectif est « qu'il n'y ait plus de France d'en haut et de France d'en bas. Nous voulons que cette expression soit rejetée, répudiée ». C'est à l'été 2002, devant les jeunes du mouvement que ces mots ont été prononcés. L'inspiration est toujours la même : « Notre force, c'est notre vision qui ne ressemble à aucune autre. Nous sommes pour un monde plus solidaire et une société plus solidaire en France ». On n'oppose pas la droite et la gauche, mais

on renvoie dos à dos l'assistance du socialisme et le chacun pour soi du libéralisme. L'esprit de la relève, c'est un tout.

Fiers d'être centristes

Par André Diligent

« Démocratie Moderne »
N°105 – 16 Novembre 1978

« J'ai toujours reconnu à Monsieur Sanguinetti deux qualités : la franchise et l'obstination.

Dimanche dernier, il a vidé son cœur et a solennellement confirmé ce qu'il répétait depuis si longtemps : sa haine du centrisme. Il est maintenant bien dans sa peau.

Déjà en 1973, dans une interview à la « Croix », il annonçait : « Notre véritable adversaire, sur le plan intellectuel, c'est le centrisme ». Il y a quelques mois, poussant l'outrance jusqu'à l'injure, il affirmait : « le centrisme, c'est le « Vichysme » en temps de paix, et dimanche dernier, s'attaquant directement au chef de l'Etat, coupable à ses yeux de vouloir « restaurer le centrisme », il tentait de le rabaisser au rang des plus médiocres en définissant l'ambition du chef de l'Etat en ces termes « un but personnel » : sa réussite individuelle ».

Ses propos ont été, ne l'oublions pas, acclamés au congrès du RPR. Nous verrons bien un jour ce qu'en pensent les électeurs.

Nous ne polémiquons pas avec Monsieur Sanguinetti ; car, pour nous, le centrisme représente, entre autres, une vertu qu'il ignore : la tolérance. Nous respectons ceux qui ne partagent pas nos opinions, nous espérons les convaincre et nous préférons faire appel à leur cœur et à leur raison que leur prêter systématiquement les motivations les plus basses. Mais, pour nous, le centrisme, c'est aussi la réforme permanente, seule issue sérieuse entre la révolution et le conservatisme, fût-il nationaliste.

C'est donc le dépassement continu, l'effort incessant en vue d'un grand dessein.

L'année qui vient va donner au pays l'occasion de choisir entre les nostalgies passéistes d'Alexandre Sanguinetti et le grand projet défini en ces termes par Valéry Giscard d'Estaing : « Une Europe tournée vers l'avenir et porteuse d'un message universel ».

Toutes celles et ceux qui iront demain à l'UMP contribueront peut-être à la relève d'un homme et à la descente d'un autre (attention à l'effet de ciseaux !). Nous voulons, quant à nous, contribuer à la relève de la France dans l'Europe. Cela suffit à dire que nous sommes parfaitement bien dans notre maison et que nous la voulons ouverte.

Ceux qui hier se sont précipités sur les investitures UMP comme les rapaces se pressent autour du butin ont probablement trahi ce qui existe de plus noble en politique : la fierté de défendre ses idées avec courage malgré les orages. Et que dire de tous ceux qui étaient jusque là indépendants et qui ont trouvé à travers l'UMP un nouveau cache-sexe. Aucun doute sur le fait

que l'UMP sera demain le pôle des conservateurs en France, même si ses membres affirment le contraire. L'actualité parlementaire depuis 2002 en est la plus parfaite illustration. Quand l'UMP a lancé son bulletin d'adhésion, j'ai trouvé cela extraordinaire. Nous étions face à un questionnaire en 3 points. Le premier consiste à demander à l'interlocuteur si il souhaite rassembler les partis de la droite et du centre ? Puis dès la seconde question, le masque tombe : on ne parle plus du centre. Voulez-vous faire triompher les idées de la droite en France ? Si oui, vous pouvez adhérer à l'UMP ! C'est révélateur et en lui-même ce bulletin d'adhésion porte la marque du mépris. Et quand j'entends un cadre UMP s'exprimer anonymement: « Si on a pris Méhaignerie, c'est pas pour refaire l'UDF à l'intérieur de l'UMP », je souris puis je me dis que l'UMP (Maurice Leroy a raison), c'est aussi l'Union des Moutons de Panurge ! Les premiers signes sont les plus importants et ils ne trompent jamais.

Raison de plus pour redoubler d'effort et continuer à travailler sur la relève, la seule qui puisse redonner confiance à nos concitoyens auxquels on veut aujourd'hui imposer une marche forcée vers la bipolarisation de la vie politique. Mais ils le diront d'une manière ou d'une autre: ils ne veulent plus de cette France là. Pas si nous continuons à montrer où sont les vrais enjeux. C'est comme les « Défis du futur », chers à André Diligent, « les Français sont d'accord mais ne le savent pas ». Ce livre, écrit il y a plus de 30 ans, était incontestablement, lui aussi, précurseur de la relève.

8

La guerre des âges

Notre société est fragile. Chacun le sent bien, la jeunesse se cherche et parfois, elle se fabrique de nouveaux repères économiques, sociaux, culturels qui font parfois table rase de repères plus anciens. Notre société est marquée par une incompréhension, souvent dangereuse, entre les générations. Les conflits sont latents.

« Non à la pêche aux jeunes »

Article d'André DILIGENT
Démocratie Moderne – N° 165 – 3 Avril 1980

« Jamais la fascination que la jeunesse exerce sur les hommes politiques n'est apparue aussi clairement que ces jours-ci.

Dans deux partis d'influence nationale, le RPR et le PS, la lutte pour la prééminence prend l'allure d'un conflit de générations. Bernard Pons ensevelit Michel Debré sous l'épithète de « gaulliste historique ». Et Michel Rocard assène à Mitterrand l'accusation d'archaïsme. L'idée est largement entretenue que seuls des hommes jeunes ont quelque chance d'intéresser l'opinion. Expérience et bagage politiques apparaissent comme des péchés capitaux plus lourds à porter que la maladresse et l'inexpérience ou de récents déboires électoraux.

Le second aspect de cette fascination de la jeunesse est électoral. La plupart des états-majors regardent la jeunesse comme un électorat à part, aux réflexes grossiers. Ils en font à la fois une classe sociale et une corporation, dont l'adhésion ne pourrait se faire

qu'à ce qui lui ressemble. Tous s'efforcent d'inventer un langage, de fabriquer laborieusement une image qui leur devient attirante, mais je ne crois pas que les jeunes soient dupes de ce jeu.

Je n'étais pas au Bourget samedi dernier, à la fête de la jeunesse organisée autour du Président de la République. Mais ce que j'en ai lu dans la presse m'a donné l'impression que le dialogue était plus franc. Le Président a parlé concret : droits de l'homme, cadre de vie, droit au travail, vie en milieu rural ... Ses interlocuteurs n'avaient pas, de leur côté, mission de jouer les jeunes mais de se rendre compte des problèmes qu'ils envisagent, chacun de leur côté avec un regard libre. Comme eux, je crois que les ficelles dont on veut se servir pour attacher les plus jeunes d'entre-nous sont un peu grosses. Je crois même que la prétendue « Bof génération » a surtout gagné son nom de son habileté désabusée à déjouer ces tentatives grossières de détournement de mineurs. Peut-être leur véritable nouveauté est-elle dans la lucidité de leur regard.

Notre conviction est faite depuis longtemps. La vie, les difficultés, l'angoisse et l'espérance de la jeunesse sont celles de toute la nation. Il y a beau temps que les parents ont appris que même les enfants en bas âge méprisaient le jargon enfantin. Les jeunes ne sont pas des martiens qui ne comprendraient qu'un langage de martiens, ils sont des citoyens. L'expérience quotidienne des responsables politiques devrait leur ouvrir les yeux. L'estime est la première condition d'un vrai dialogue ; et la première condition de l'échange consiste à tenir le langage simple de la réalité.

Plus que tout autre ; le scepticisme de la génération s'applique aux extrêmes du nationalisme et du communisme : leurs thèses vieilles ne peuvent faire oublier leurs échecs fondamentaux. La faute originelle du nationalisme qui sépare les hommes, celle du communisme qui sacrifie le premier bien : la liberté.

Comment au contraire, ne pas reconnaître notre foi rajeunie dans l'exigence de vérité, de fraternité, d'authenticité. Nous sommes aux côtés de ceux qui veulent d'abord être, plutôt qu'avoir, et réussir leur vie, plutôt que réussir dans la vie.

Le centrisme d'exigence ne peut que partager et ressentir comme un appel l'aspiration de la jeunesse à l'unité. Sa mission est de rassembler en tâchant de réaliser la justice et en cultivant la liberté. Les centristes que nous sommes ne peuvent qu'approuver Valéry Giscard d'Estaing quand il affirmait au Bourget : « Il faut que le corps central des Français devienne toute la France pour que la France devienne une Fraternité ».

Cette nouvelle donne est-elle le signe d'une société qui a comme perdu une part de l'idée du bonheur ? Aristote nous l'a enseigné : « Le véritable ressort d'une société, c'est le bonheur ». Sans ce minimum de bonheur, il n'y a pas de cité, pas de citoyenneté. Nous sommes là au cœur d'une réalité qui écrit trop souvent son nom à coup de slogans et de victimes.

Tout se passe comme si le fossé était si grand entre les générations que tout dialogue est impossible. Ce constat est latent en politique. Là où normalement les générations devraient se retrouver dans une foi

partagée dans l'avenir, là est la rupture, le manque, la faille, l'hypocrisie.

La génération au pouvoir n'est pas du tout prête à associer les « cadets » aux réformes. Je le dis avec fierté : le groupe parlementaire le plus jeune est le nôtre. Pas par hasard, mais par choix. La relève prends corps : elle ne vise pas à réserver les sièges qui traînent aux « petits » jeunes mais à encourager leur démarche volontaire. A cet égard, la nouvelle génération de parlementaires UDF est prometteuse et elle est un signe dans un monde politique en crise. Le signe que sans volonté, rien ne changera. Le signe aussi que la jeune génération est prête à assumer ses responsabilités. Le signe enfin d'une relève en marche.

La machine tourne

Les partis politiques doivent changer. Au placard les replâtrages ! Ils doivent s'ouvrir sur la société. Ils doivent favoriser l'expression de tous. Ils doivent retrouver des organisations de jeunesse responsables et exemplaires. J'ai des souvenirs indélébiles du caractère inconsistant d'un certain nombre d'organisations de jeunes, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques. A la faculté, je vois encore la contradiction des discours avec des attitudes en décalage total avec des aspirations démocratiques de base : le respect, la transparence, la tolérance... Au nom des idéologies, on peut écrire tout et n'importe quoi, du moment que ça marche, que la machine tourne, que le local est animé, que l'effervescence se ranime, que les militants grouillent . C'est sûrement durant cette période que s'est forgée en moi la conviction que l'éthique des comportements en politique est essentielle.

J'ai retrouvé des tracts. Tous invitent à protester, manifester, boycotter, retirer. Plus tard, j'ai compris qu'en politique, on fonctionnait sensiblement de la même manière.

A un âge où l'on a moins besoin de se voir asséner des vérités que de réfléchir sur le sens de la vie et des valeurs qui la fondent, j'ai pris mon propre parti de tous ces comportements indignes d'une grande démocratie...

De mon passage à la faculté, aussi bref qu'il fût, je garde la fierté d'avoir fondé, avec quelques amis, l'association des étudiants en histoire de Lille III. Notre objectif, c'était de jouer la proximité, notamment avec tous les étudiants qui découvraient ce nouveau monde, pas toujours à visage humain.

Une question m'a toujours interpellé : pouvons-nous entrer dans le XXIème siècle avec des mouvements de jeunes, tellement sûrs d'eux-mêmes, de tout ce qu'ils racontent qu'ils finissent par ne plus voir les réalités en face, obnubilés qu'ils sont par le service de leur propre organisation.

Je repense aux propos parus dans la presse de Nourredine Cherkaoui, secrétaire national à la jeunesse du RPR en « tournée » dans le Nord en janvier 1994. Il disait ceci : « Nous partageons avec la génération des compagnons du Général, la même expérience d'avoir résisté. C'était moins dangereux pour nous durant toutes ces années de pouvoir socialiste que sous l'occupation ».

Pour changer de bord, je relis dans un tract des jeunes socialistes la phrase suivante : « Les contrats de vie commune dans un premier temps, puis le contrat

d'union sociale sont une réponse, une alternative au retour de l'ordre moral imposé par la droite et l'extrême droite ». Et de conclure : « MJS : Liberté, Egalité, Fraternité, TOLERANCE ! ».

On croit rêver non ? Les jeunes ont un droit. Celui de voir exister des formations politiques radicalement différentes de celles que j'ai citées, soutenues par des partis politiques qui veulent privilégier l'apport de la jeunesse dans l'élaboration des choix politiques.

J'ai moi-même beaucoup travaillé, avec d'autres, après d'autres, à développer un mouvement de jeunes. Je suis convaincu que le véritable terreau pour un mouvement qui se respecte, c'est bien la « Cité », là où « l'homme est la mesure de toute chose » disait Protagoras. C'est probablement une des plus belles expériences de ma jeunesse. Elle m'a aidé à grandir. Elle m'a appris l'effort, le respect. Elle m'a convaincu à tout jamais qu'il n'y a « de richesses que d'hommes ».

La reconquête

Beaucoup d'amis m'interpellent souvent sur les raisons profondes de mon engagement politique, sans toujours comprendre. J'ai reçu sur internet un message intitulé « Et toi là dedans ? ». C'était le 29 mars 1998, soit après des élections cantonales et régionales. Cette amie m'interpellait ainsi : « L'abstention a encore atteint des sommets, mais je crois qu'elle ne se réduira que le jour où les électeurs retrouveront des choix clairs. Comment les militants peuvent-ils se retrouver dans ces jeux de personnes ? Comment peuvent-ils garder la foi ? Sans doute en se concentrant sur leur action de terrain. C'est en tout cas la solution qui me paraît la plus raisonnable et la seule accessible ».

En me disant cela, cette internaute redessinait le chemin de la reconquête politique. Bien sûr, comme elle, je suis frappé de constater scrutin après scrutin la démobilisation de l'électorat en général et des jeunes en particulier. Je ne me fonde pas sur des sondages mais j'ai tenu des bureaux de vote, parfois des journées entières. Le constat est frappant : les jeunes ne se déplacent que trop peu pour aller voter. Et le coup de tonnerre du 21 Avril n'a pas changé grand-chose. Les jeunes qui ont adhéré dans les formations politiques traditionnelles en repartiront en courant.

L'inscription automatique des jeunes sur les listes électorales n'a rien changé. Cet objectif de Lionel Jospin n'a pas résolu la question de fond : pourquoi les jeunes ne vont-ils plus voter ?

Le malaise se lit dans les chiffres. Aux élections législatives de 1997, 16% des 18-24 ans ont voté et 19% des 25-34 ans. Depuis 1993, cette dernière catégorie présente un des plus fort taux de pénétration des idées d'extrême droite: plus 9 points. Il faudra attendre de nouvelles études pour mesurer l'impact de la dernière secousse sismique.

Aujourd'hui, aucune structure n'est épargnée par cette crise extraordinaire qui est d'abord une grave crise de confiance. Les jeunes attendent certainement des élus avec des profils différents. Pour les jeunes, l'élu a perdu sa fonction mythique. Ils se sentent davantage capables de se représenter la fonction politique comme une activité sociale parmi d'autres. Je crois que les jeunes perçoivent bien la politique comme une profession consistant à défendre des idées, mais dont la qualification s'acquiert d'abord sur le terrain au quotidien. Accepté comme utile, les jeunes ne voient

cependant plus dans ce métier une manière de changer la vie.

Le chômage, qui touche les 18-25 ans d'une manière injuste au regard des formations souvent acquises et des efforts déployés, auquel il faut ajouter les questions cruciales de ces trente dernières années, comme le Sida, le chômage, la précarité, ne permettent pas toujours une attitude sereine et cohérente de la jeunesse de notre pays.

J'ai vu dans mon mouvement des jeunes militer parce qu'étant au chômage, ils voulaient comprendre et entreprendre une vraie réflexion sur le sujet. Mais combien ont arrêté de militer le jour où ils ont décroché leur premier emploi. Et combien d'autres, le jour où ils ont convolé en juste noce.

Peu de jeunes s'ancrent durablement dans une formation politique. Et ceux qui le font, le font pour des motifs tellement différents ! Beaucoup néanmoins s'engagent à l'occasion des campagnes électorales. Combien plient bagage une fois la campagne terminée. Et combien sont déçus. Un peu rationnels, ils ont découvert la face trop inaccessible d'un élu, cédant trop facilement à la politique-spectacle.

Certains ouvrent la porte en se disant : « voilà la structure idéale ». Il n'y a pas de structure idéale. Pour ma part, je ne l'ai jamais trouvée. J'ai travaillé pour rendre celle où je me suis bien senti plus belle. J'ai apporté ma pierre. C'est peut-être cela qui est le plus difficile pour un jeune qui cherche aujourd'hui à s'engager : accepter que beaucoup est à faire et que ce qui est à faire dépend d'un engagement qui demandera un investissement personnel et gratuit.

Depuis plus de quinze années que je suis militant, j'ai vu passer des centaines de jeunes. Certains ont juste frappé à la porte, histoire de voir. D'autres sont restés quelque temps. Nous devons continuer à veiller. Car les problèmes sont devant nous. Quand nous observons comment est géré le problème des retraites, il y a de quoi mobiliser toute une génération. Toutes les propositions des « quinquas au pouvoir » s'agissant des retraites visent à reporter sur les jeunes (leurs enfants !) le surcoût de leur départ, eux qui ont connu les 30 glorieuses.

Mais ils oublient qu'une bonne partie de la génération appelée à payer a connu le chômage, la précarisation de l'emploi et l'accès au logement plombé par des taux d'intérêt élevés et des revenus souvent trop bas. Tout se passe comme si ces trente dernières années, la génération qui a eu 20 ans en 1968, qui a fourni ses partisans à la droite et à la gauche, avait largement profité des investissements de ses aînés sans investir pour ses enfants.

En 2000, l'âge moyen des hommes (et des femmes) politiques en France était de 59 ans. A l'Assemblée Nationale, plus de 70% des députés ont plus de 50 ans. Je ne milite pas pour des « quotas jeunes » en politique, pas plus que je n'ai milité hier pour des « quotas femmes » en politique. Nous éviterons la guerre des âges si les plus jeunes prennent toute leur place dans les grands débats de société, au moment où le fossé se creuse entre les générations. Il faut, c'est un impératif, que les jeunes retrouvent le chemin de l'engagement collectif pour construire une société solidaire. Pour cela, ils doivent avoir à côté d'eux des hommes et des femmes politiques responsables. L'avenir n'est pas à la ghettoïsation dans

les partis politiques comme c'est la tendance actuelle. Non, hommes, femmes, jeunes, ensemble doivent retrouver le chemin de la conquête des choix politiques. J'ai parlé de la retraite pour illustrer ce propos, mais nous sommes véritablement au début d'une longue période où les questions politiques trouveront des réponses dans une société naturellement plus solidaire.

La solidarité, comme nouvel idéal pour la jeunesse de mon pays : solidarité avec le monde, solidarité dans notre société, solidarité entre les générations. Nos villes et nos campagnes manquent de structures d'accueil adaptées pour les personnes âgées. Mais qui sont ces personnes sinon nos propres parents ? Par le suicide, la haine, la drogue, l'indifférence, qui est touché sinon nos propres familles ? La faim dans le monde, la misère à nos portes, qui les ressent sinon nous-mêmes, quand les immigrés sont dans nos propres rues ? Les partis politiques doivent s'ouvrir.

Pour des Assises de la Nouvelle Société

La crise politique engendrée par le 21 avril 2002 semble oubliée. Aussitôt ouverte, la parenthèse existentielle qui a traversé le monde politique soudain abasourdi par le choix du peuple souverain, semble s'être refermée. Qu'avons-nous négligé ? Qu'avons-nous omis de faire ? Qu'avons-nous dédaigné, qui ait mérité un aussi cinglant désaveu : la présence de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle ? Toutes ces questions agitaient les esprits au soir du 21 avril.

Dans les jours qui suivirent, nombreux étaient pourtant déjà ceux qui voyaient, dans cette incongruité

politique historique, une chance pour leur camp. Ceux là étaient aux côtés du Président sortant, et envisageaient désormais avec soulagement un second tour qu'ils avaient jusque là tellement craint. Les autres, partisans d'un Premier ministre qui avait, mieux que nombre de ses prédécesseurs, affronté l'usure du pouvoir, criaient à l'horreur fasciste et appelaient à la mobilisation dans la rue...mais seraient trop heureux de constater, quelques semaines plus tard, à l'occasion des législatives, que l'irruption de cet épouvantail poussiéreux que constituait pour eux Jean Marie Le Pen avait au moins un avantage : il resserrait autour de leurs rangs un électorat de gauche traumatisé par ses escapades abstentionnistes, voire ses propres délires extrémistes, et tout à coup désireux de voter utile pour mieux effacer l'affront qu'il s'était lui-même lancé.

Et les esprits se sont calmés... et les questions embarrassantes se sont volatilisées... et les pratiques politiques traditionnelles ont repris de plus bel...

Pourtant, tous les glissements sociologiques qui agitent depuis des décennies notre société, tous les bouleversements économiques, sociaux, culturels, qui, à leur manière, sont à l'origine du séisme d'avril, sont connus. Ils poursuivent leur travail tellurique. Or, tout se passe aujourd'hui comme si les mêmes procédés, les mêmes méthodes, les mêmes façons d'agir, de concevoir l'action publique, allaient comme par miracle produire les effets qu'ils ont jusqu'ici été dans l'incapacité d'accomplir. On nous ressort les mêmes lois cadres, les mêmes lois de programmation, les « mêmes efforts budgétaires sans précédent » annoncés dans les communiqués de presse dont on pourrait superposer les termes triomphateurs de gouvernement en gouvernement.

Il est de la responsabilité de l'UDF de dire que l'on se trompe. On se trompe en annonçant des lois de programmation. On se trompe en légiférant à tout rompre. On se trompe en pensant que c'est uniquement en affichant des priorités budgétaires qu'on traduit des choix politiques. On se trompe en opposant France d'en haut et France d'en bas.

Pendant la campagne présidentielle, on a beaucoup parlé sécurité, on a un peu parlé retraites... On a peu parlé de ces évolutions marquantes de notre société, mais qui dessinent les traits parfois surprenants du visage de la France d'aujourd'hui : une France urbaine, « sécularisée », où les employés ont remplacé les paysans, où le modèle familial s'est extraordinairement diversifié.

Pourtant, la plupart de nos systèmes de solidarité s'appuient sur l'armature de la France ancienne, celle qui au sortir de la seconde guerre mondiale allait affronter la reconstruction et s'épanouir dans le plein emploi, au cours d'une période de croissance sans précédent.

Cette croissance n'existe plus, les inégalités de tous types se sont creusées : dans le domaine de la santé, du logement, des salaires, et dans une société qui se sent à la fois nouvelle mais fragilisée, chacun se demande ce qu'il va pouvoir protéger dans un univers instable, ce qu'il va pouvoir préserver des évolutions qu'il ne maîtrise pas, de la concurrence qui le menace... ce qu'il va pouvoir préserver de lui-même contre les autres.

On parle beaucoup sécurité mais on en oublie de poser la question essentielle, celle qui fonde la vie en

société, l'interrogation préalable à toutes les politiques, qui, si elle reste sans réponse, prive le décideur du ressort indispensable à son action, de la légitimité à agir : quelles sont aujourd'hui nos raisons de vivre ensemble ? Quel avenir avons-nous à imaginer les uns avec les autres ? Quelle part de lui-même le maraîcher du Nord de la France est-il prêt à abandonner pour l'employé d'un Mac Donald's à Marseille ? A quelle part de liberté le chef d'entreprise est-il prêt à renoncer pour le chômeur d'un quartier sensible de la banlieue de Mulhouse ? A quelle part de statut le fonctionnaire de l'Etat à Bordeaux est-il prêt à renoncer pour le salarié d'une PME sous traitante de l'industrie près de Lyon ? Quelle part de ses avantages exorbitants un PDG de grande entreprise est-il prêt à partager ? Quelle part de nous-mêmes chacun d'entre nous est-il prêt à consacrer à ses concitoyens ? Ce faisant, et plus largement, quel sens donnons nous au simple fait d'être Français en Europe ?

A toutes ces questions, notre responsabilité de militants démocrates est d'apporter une réponse. Mais notre responsabilité est aussi d'amener nos concitoyens à se poser ce type de questions, et de les amener à chercher, avec nous, les réponses.

L'une des chances de l'UDF est d'être désormais une formation organisée. Mais se contenter d'incarner le second pôle de la majorité serait se condamner à reculer quand l'autre pôle perd du terrain dans la société et à l'occasion des élections. Ce serait se condamner à devenir demain le second pôle... de l'opposition. L'UDF doit apparaître comme une alternative à l'UMP et au PS. Cette alternative, elle peut l'incarner en organisant le débat, au cœur même de notre société, sur le fondement de la vie en commun à

l'aube du nouveau siècle. Elle peut l'incarner au-delà des frontières politiques traditionnelles en étant ouverte à la société civile, aux courants qui la traversent et en invitant au débat les démocrates qui, sur l'autre rive, restent insatisfaits des réponses politiques que leur camp se contente d'objecter aux interrogations les plus lourdes de nos concitoyens. Notre ambition doit être de bâtir une UDF qui soit une alternative au désenchantement de la politique.

Jusqu'à preuve du contraire, notre pays est organisé en 22 régions. Donnons-nous les moyens d'un vrai débat démocratique, qui suscite les bonnes volontés, et soit réceptif aux énergies les plus nouvelles. Donnons-nous l'année 2006 pour organiser, tous les mois, dans deux régions, avec la participation et l'aide de nos élus locaux, maires, conseillers généraux ou régionaux, les Assises de la Nouvelle Société.

Ces Assises seront l'occasion d'un véritable échange citoyen, ouvert à toutes et tous, une occasion de dessiner un avenir en commun telle que n'en donnent plus les échéances électorales, mais qui sera le moyen de préparer, avec celles et ceux qui le souhaitent, le rendez-vous majeur de 2007. François Bayrou a initié le mouvement en lançant les colloques de l'UDF, baptisés « Aux racines du mal ».

Sur tous les grands sujets, il faut aujourd'hui reprendre l'initiative. A commencer par l'Europe que certains voient morte après l'échec du référendum de mai 2005. A ce sujet, je voudrais faire partager ce que j'écrivais avant les élections européennes de 2004.

L'Europe au cœur

« La fédération UDF-Jeunes du Département du Nord (France) est particulièrement heureuse d'accueillir ce 21 Juin 2003 des amis belges du CDH et du CDV, des amis allemands de la CDU et du FDP, des amis luxembourgeois du CSJ. Cette rencontre s'inscrit dans une continuité ; en effet, il y a plus d'un mois, nous étions quelques uns à avoir fait le déplacement à Liège pour vivre en direct les élections législatives de Belgique.

Nous avons coutume de dire que nous sommes ici au cœur de l'Europe. A l'heure où l'Europe s'élargit, le cœur de l'Europe bouge lui aussi certainement. Néanmoins, nous avons, et cela est une certitude, l'Europe au cœur. C'est cette conviction d'une Europe qui reste à construire qui nous a amenés à nous rapprocher de nos voisins. Notre ambition est bien de nouer des liens dans toutes les directions : en passant la mer pour arriver chez nos voisins Anglais, en traversant l'Europe actuelle pour atteindre les pays de l'Est, en traversant la France pour gagner l'Espagne et en nous équipant pour découvrir les pays du Nord. C'est un cap, mais ce n'est finalement que celui de l'Europe dans toutes ses dimensions.

Nous aurons, dans le cadre de cette journée, l'occasion de lancer des débats autour des sujets que nous avons les uns et les autres préparés : le sentiment d'appartenance à l'Europe (87% des jeunes de notre région ont un jugement positif sur l'Europe, mais cela ne suscite pas un fort engagement européen), la crise politique (Seulement 33% des jeunes de notre région ont une appréciation favorable de la politique), les systèmes de formation (47% des jeunes du Nord Pas

de Calais seraient prêts à quitter la France pour un « emploi qui plaît », la coopération transfrontalière et les solidarités dans l'Europe des régions (24% des jeunes placent la géographie de notre région au carrefour de l'Europe comme un atout contre 23% qui placent le chômage comme un handicap). Nos débats seront chaleureux, constructifs et « eurooptimistes » !

Nous vivons certes une crise politique de l'idée européenne, qui nourrit les titres les plus sombres quant à l'avenir de cette grande idée, intuition sincère d'hommes de paix parmi lesquels on retrouve des allemands, des belges et des français. Citons les plus célèbres : Adenauer, Spaak, Schuman et Monnet. L'Europe des pères fondateurs a eu cet immense mérite d'éloigner hors de nos frontières le spectre de la guerre. Mais force est de constater que les obstacles ont été nombreux sur la route d'une construction politique. Le coup le plus difficile est certainement venu du rejet de la Communauté Européenne de la Défense en France au Parlement français par une alliance hétéroclite alliant des socialistes et des gaullistes.

Il fallut attendre 1992 et le traité de Maastricht pour que la dynamique reprenne avec des perspectives fédérales : création de l'euro et d'une Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESC). Mais, sans grande ambition, l'Union Européenne hésite au gré des alternances politiques nationales. La crise de l'Irak a révélé ce qu'il y a de plus problématique dans cet héritage européen : que faisons-nous ensemble et comment le faisons-nous ? Alexis Massart, jeune doyen de la faculté libre de Droit de Lille, pointait récemment dans la revue « Ensemble » cette ambiguïté : « 10 ans après Maastricht, même si sur l'échelle de l'histoire de l'humanité il s'agit d'un temps très court, nous en

sommes aujourd'hui à peu près au même stade, c'est à dire celui des déclarations de principe ».

Ce qui reste difficile à accepter pour nos concitoyens, c'est ce sentiment que les affaires européennes se traitent à Bruxelles et que les affaires nationales se traitent à Paris et qu'il n'existe aucun lien entre les deux. Dans la réalité, peu de gouvernements de l'Union ont fait ou font les efforts pour rendre les choses plus lisibles, plus compréhensibles. Pourtant, nous savons combien la vie politique européenne est aussi rythmée par des conseils européens sur des sujets précis : sécurité, transports, économie. C'est un fait que la coopération policière est plus efficace, notamment contre les trafics de stupéfiants depuis que l'Europe de la sécurité existe. Il faut aussi savoir le rappeler.

La véritable avancée en matière politique est attendue : elle viendra très certainement d'une proposition de la Convention présidée par Giscard d'Estaing. La veille de notre rencontre a lieu la rencontre européenne de Thessalonique où les gouvernants des 15 auront à se positionner sur les différentes propositions. La plus ambitieuse à nos yeux réside dans ce poste de Vice-Premier ministre institué dans chaque pays membre. Tous les conseils européens spécialisés seront fusionnés dans un seul conseil européen en charge des « affaires générales ». Autrement dit, il faudra à Bruxelles un ministre Français ayant l'autorité sur l'ensemble des membres du gouvernement et investi de la confiance du Premier ministre et du Président. Cela devrait contribuer à européaniser la vie politique nationale. Espérons que le climat de la Grèce soit propice à cette avancée majeure... dont serait certainement fiers les Platon,

Démosthène et autres penseurs politiques de la Grèce antique.

Quand l'Europe avance

L'élargissement est, quant à lui, en marche. Les polonais viennent de dire « Oui » massivement et chaleureusement à l'Union et nous savons tous que la question des solidarités à l'échelle des régions est une question cruciale. Ces jours-ci, le Préfet de Région vient d'écrire à tous les élus du Nord pour leur rappeler le faible taux d'utilisation des crédits des fonds structurels (Le Préfet précédent en avait fait autant). En réalité, faute d'avoir décentralisé la gestion de ces crédits européens aux régions (ce que prévoit la loi des transferts de charges), le Nord n'a pas su en tirer tous les bénéfices, c'est dommage ! Toujours est-il que demain des pays plus pauvres rejoindront une Europe plus riche. La solidarité devra exister, sans pour autant plonger des régions comme la nôtre dans la précarité. Il y a là un enjeu majeur de l'élargissement.

Nous le voyons bien, l'Europe est en train de changer. Les précurseurs ont eu l'intuition et le volontarisme pour faire avancer l'idée. L'Union avance peut-être différemment de ce qu'ils avaient imaginé... et pour cause. A l'époque l'ennemi était à l'est. Les Etats-Unis avaient contribué à renverser le fascisme européen. Comme le rappelait Dominique Moïsi dans le cadre des rencontres de l'UDF : « On ne peut pas partir de l'idée qu'on puisse bâtir aujourd'hui une Europe comme un rempart contre l'Amérique. Cette idée nous conduit dans le mur car il n'y a pas, au niveau européen, de consensus pour faire cela ». La leçon de morale du Président Chirac aux futurs entrants de l'est

est à cet égard une erreur cruelle de parfaite incompréhension entre des peuples.

Dans ce contexte si particulier, à la croisée des chemins, notre ambition est double : aborder toutes les questions sans tabou et donner un visage concret à notre ambition. Journée d'échanges, journée conviviale, ce 21 Juin est pour nous un moyen de mettre l'Europe en musique. Si l'Europe des arts et des lettres n'est probablement pas encore ce qui existe de plus achevé dans cet espace aux frontières changeantes, la mondialisation, si elle vient bouleverser son architecture, est aussi à nos yeux une chance pour l'Europe car elle doit continuer de véhiculer à côté des valeurs marchandes des valeurs humaines, spirituelles et philosophiques.

L'Europe bi-millénaire, soudée et clairvoyante dans un monde obscurci par les questionnements idéologiques et les réalités fanatiques, est une des voies possibles pour imposer au monde un équilibre. C'est ce pari et ce défi que la nouvelle génération, fidèle aux valeurs des fondateurs, doit relever. Si le bruit des canons est loin, la symphonie européenne reste à écrire... Créons-la patiemment mais sûrement. A notre niveau, faisons entendre une musique concrète. C'est notre feuille de route ».

Conclusion

Même si deux nouvelles machines électorales sont en marche, elles ne sont que des copies des partis anciens : PS/RPR, Gauche/Droite, le clivage est solide. Pour surmonter la crise, les deux camps se cherchent un leader moderne pour tourner la page des années « Chirac-Mitterrand ». A droite, l'équation Sarkozy, simple en apparence, s'est compliquée avec l'arrivée de Dominique de Villepin, tandis qu'à gauche, il reste beaucoup d'équations à plusieurs inconnues et non des moindres ; l'équation idéologique s'avère la plus difficile à poser semble t-il. Elle divise presque tous les hauts dignitaires socialistes à un point tel que Jospin est régulièrement rappelé en couverture comme de cette fameuse université d'été 2004, bien mal partie.

« Le grand vide »

Par André Diligent
Démocratie Moderne N°220 – 23 juillet 1981 –

« La scène se passe il y a quelques jours, plus précisément lors du « pont » du 14 juillet, dans ma région du Nord. Ils étaient une dizaine dans une salle de restaurant. Attablé à quelques mètres, avant de reprendre la route, je m'efforçais « sournoisement » de ne pas perdre un mot de leurs propos car ils parlaient politique. Apparemment aucun d'entre eux n'avaient voté pour Mitterrand et si je ne puis garantir le mot à mot de leurs échanges, voici en substance ce que cela donnait :

- *On ne va tout de même pas rester les bras croisés. Il faut s'organiser et résister. Seul*

Chirac a la carrure pour prendre les choses en main, quand tout sera sans dessus-dessous et que les caisses seront vides.

- *Pas question ! Il a joué le sort du pays au poker. Il a précipité l'échec de Giscard, certain qu'il était de gagner les législatives. Il s'est disqualifié, il est hors jeu !*
- *Giscard reviendra, sa politique était la seule qui nous maintenait la tête hors de l'eau. C'est grâce à elle que nous avons tenu.*
- *En aucun cas ! C'était un ordinateur pas même capable de calculer la taxe professionnelle. La politique des châteaux, des gadgets, a fait son temps !*
- *Delors, Rocard sont quand même des gens sérieux. Ils ne vont pas tout laisser à vau-l'eau. Pourquoi ne pas aider les socialistes à se débarrasser des communistes ?*
- *Allons, donc Mitterrand n'était même pas obligé de les prendre au gouvernement. S'il l'a fait, c'est qu'il la voulu.*
- *Il n'y a plus rien à faire. Moi, j'attends la retraite.*

Je ne sais comment s'est terminé le repas car j'ai dû quitter les lieux. Ce n'était certes pas le « café du commerce » cher à Marcel Dassault, mais j'ai entendu en une sorte de condensé une grande partie de ce que ressassent, depuis le 24 juin, nombre d'électeurs qui

semblent bien ne pas se remettre de ce qu'il leur est arrivé.

En quelques semaines, tout ce qui formait l'ossature de l'ancienne majorité apparaît comme datant d'un passé lointain.

Des ministres, des leaders d'opinion qui paraissaient faire partie de façon indéracinable du paysage politique ont disparu comme par enchantement ou se taisent.

Des personnages, hier encore inconnus ou presque du grand public, les ont remplacés à la télé ou la radio. Ils tiennent un autre langage, expriment souvent d'autres certitudes tandis que l'électorat de l'ancienne majorité paraît se trouver devant un immense vide idéologique, doctrinal et en hommes.

Nous, au CDS, sommes sans doute bien moins traumatisés, désorientés que d'autres. Nous avons déjà appris à traverser des déserts, et la participation au pouvoir ne nous a jamais empêchés de nous remettre en cause. Il n'empêche : les vacances qui arrivent vont nous être un temps propice à la réflexion avant notre conseil politique du 26 septembre et le congrès du printemps prochain.

Nous ne pouvons pas ne pas nous poser un certain nombre de questions que me traduisent le courrier des militants, les motions des sections, des fédérations.

- Devons-nous regretter le choix que nous avons fait en 1974 ?

- *Dans le bilan que nous présentons, le positif l'emporte-t-il sur le négatif ?*
- *Devons-nous redéfinir notre doctrine, ses objectifs ?*
- *Quelles devront être notre stratégie, nos lignes d'action lors des prochaines années ?*

Répondre à la première question ne me cause aucune hésitation. Tous les sept ans, les électeurs se trouvent placés devant un choix, sans doute trop sommaire, mais auquel ils ne peuvent se dérober. Si, en 1974, nous avons assuré la victoire de Mitterrand, il est clair que, compte tenu du rapport des forces de l'époque, ce ne sont pas quatre ministres communistes qui siègeraient au gouvernement, mais au moins quinze. Leur chef de file, ne serait pas Fiterman mais Georges Marchais lui-même et notre ministre des affaires étrangères ne pourrait pas le comparer à un « garçon de courses ». Le bilan du septennat a donné lieu à suffisamment de commentaires depuis six mois pour que nous n'y revenions pas longuement. Il présente certes des ombres, mais comme le rappelle Georges Denizot dans une lettre à la fédération du Calvados, « nous pouvons déceler dans cette œuvre collective l'empreinte des centristes sur bien des points :

- *l'aide personnalisée au logement (que le gouvernement actuel reprend à son compte)*
- *la liberté de manœuvre et d'initiative rendues aux entreprises (que le gouvernement maintient)*

- *la vérité des prix sur les services publics (que Jacques Delors entend poursuivre)*
- *l'équilibre de la sécurité sociale, boiteux depuis quarante ans. La France accédant au troisième rang des exportateurs mondiaux, l'élection du parlement européen au suffrage universel, etc*

Un observateur aussi indépendant et lucide que René Rémond peut même écrire dans le prochain « France Forum » : « Aucun gouvernement n'a autant fait dans le passé en faveur des plus déshérités. Lorsque le gouvernement de Pierre Mauroy prend des mesures en faveur du troisième âge, des familles, du relèvement du SMIC, il prolonge la politique précédente... La politique de réduction des inégalités a été une réalité. » Ce sera notre fierté d'avoir été, pendant sept années, un élément déterminant des progrès accomplis.

Bien plus, je reste convaincu que si le précédent pouvoir avait en temps voulu tenu compte de nos propositions sur l'emploi, s'il avait accepté de prendre en considération certaines propositions de « l'autre solution » sur la pratique quotidienne de la démocratie, le raz de marée pour le changement n'aurait pas déferlé. Il a manqué au pouvoir ce quelque chose qui n'est pas traduisible en chiffres, mais sans lequel finalement on n'emporte pas l'adhésion durable d'un peuple : un supplément d'âme.

C'est pourquoi, moins que jamais, il ne peut être question de renoncer à notre doctrine comme à nos objectifs. En effet, je cite encore Georges Denizot, « l'épreuve électorale imposée à tous par le Parti Socialiste et qui vient d'affaiblir toutes les familles

semble avoir, une fois encore, quelque peu ménagé le centrisme. Le centrisme d'inspiration démocrate-chrétienne apparaît, à travers l'histoire politique de ce siècle, quasi indestructible ».

Le problème n'est donc pas de renier ou d'affadir notre doctrine, mais de l'approfondir. Se ressourcer est bien plus aisé dans l'opposition que lorsque l'on est affronté aux inéluctables compromis des responsabilités gouvernementales.

C'est la tâche qui nous attend donc dans l'immédiat, sans renoncer, bien entendu, à une vigilance de tous les instants devant les erreurs qui, hélas, ne manqueront pas.

Le seul véritable problème dont, à mon sens, nous aurons à débattre longuement sera donc celui de notre stratégie.

Libérés de toute contrainte extérieure, nous devons certes pouvoir nous exprimer en toute franchise et dans la plus totale liberté. La représentation proportionnelle, si elle devient une réalité, doit nous permettre de mieux nous affirmer. Mais, même avec ce mode de scrutin, des alliances resteront toujours indispensables. Nous ne devons jamais l'oublier. Des mutations, des reclassements dans l'échiquier politique ne sont d'ailleurs pas impossibles...

Dans les formations de ce qui fut l'ancienne majorité, on rencontrait aussi bien des représentants authentiques de la droite autoritaire ou conservatrice que des hommes de progrès et des démocrates sincères.

Ces derniers sont pour, beaucoup d'entre eux, en ce moment même, désespérés. Ils se rendent compte que le salut ne viendra ni d'un homme providentiel, ni d'une stratégie à courte vue. La philosophie de la société libérale avancée ne leur paraît plus suffisante pour affronter les immenses défis qui nous attendent et l'expérience socialo-communiste leur paraît vouée à l'échec économique : dans leur désarroi, ils recherchent une doctrine, une morale, un programme. Le moment n'est-il pas venu de les leur offrir ? ».

Le clivage que beaucoup vivent de manière de plus en plus artificielle, guidera-t-il encore longtemps la vie politique nationale ? Je reformule ainsi la question précédente.

C'est probablement toute une vision de la société qu'il faut revoir. Et nous pouvons le faire si nous sommes animés par une même foi dans l'avenir. Pas l'avenir de tel ou tel leader mais l'avenir de notre société toute entière. C'est le grand défi que nous devons maintenant relever.

La gauche, parce qu'elle n'a pas évolué, est condamnée. Quant à l'UMP, basiquement conçue comme un nouveau parti attrape-tout à droite, n'attrapera rien de nouveau même à grand renfort de campagnes publicitaires. Car le mal est profond, il est structurel et ancré. Il faut un remède fort. Pourquoi croire que l'on peut encore construire l'avenir d'un pays comme la France autour d'un clivage de division et non d'union ? J'applique le même raisonnement pour nos territoires locaux.

Je pense modestement qu'il existe une autre voie entre une droite-vertige remaquillée et une gauche-vestige rhabillée. Ce qui apparaît chez nous, c'est cette volonté d'en finir avec cette incapacité à exister et à n'être qu'une force d'appoint. Aujourd'hui, les démocrates des deux rives peuvent constituer une force d'attraction. Cette alliance nouvelle, François Bayrou cherche, contre vents et marées, à la rendre possible. Dans le cadre national mais aussi dans le cadre européen. Quand la gauche et la droite s'entendent au niveau européen sur le partage des postes, François Bayrou se lève pour dénoncer le marchandage. En pleine campagne référendaire, les socialistes français s'interrogent sur la position du parti, les cadres se déchirent mais dans le même mouvement les socialistes européens scellent dans le marbre l'Europe libérale. Comment interpréter autrement l'acceptation par les députés européens socialistes de présider le Parlement européen par intermittence, suite à un accord avec les conservateurs ?

Pour l'Europe, Bronislaw Geremek aurait été un grand président de ce Parlement. C'était notre choix, celui de la clarté, celui qui faisait éclater le mur de Berlin de la politique européenne. Les appareils partisans ont réfuté ce choix au nom des avantages acquis. Insupportable pour l'idée que nous nous faisons de l'Europe. Insupportable, eu égard à l'idée que nous nous faisons de la démocratie. Cet épisode quasiment passé inaperçu disqualifie le PS et l'UMP. On n'est pas contre dans la campagne, pour au moment de la distribution des privilèges. Ce n'est, de notre point de vue, rien d'autre que du mépris pour l'électeur et du poison pour la démocratie.

Dans ces conditions, et c'est notre propre théorie, il y a de quoi s'entendre sur l'essentiel. Derrière les murs de nos villes, il y a des hommes et des femmes qui souffrent et qui demandent des unions réelles. L'ancienne union de la gauche contre l'ancienne union de la droite, c'est aujourd'hui une forfanterie.

J'ai rencontré beaucoup de murs, mais l'espérance et le travail me portent à croire qu'il y a une sacrée brèche dans le mur. Des hommes et de femmes ne demandent probablement qu'à se retrouver des deux côtés, à mettre en commun leur énergie, leur force et leur sensibilité. Car les sensibilités, si elles existent, ne doivent pas nourrir des antagonismes ou des clans, mais enrichir une vision moderne de la société. J'insiste. Et puis se rapprocher, ce n'est pas se renier, ce n'est pas céder.

Unir par delà les étiquettes de la vieille politique, c'est notre solide conviction dans une société politique, plus bipolaire que jamais. Mais ce sont les citoyens qui par leur vote pousseront les pans du mur. S'ils le veulent vraiment, ce mur des certitudes peut tomber et laisser la place à une force nouvelle. Nous avons dû affronter au XXème les pires idéologies. Arriverons-nous, en pensant aux nouvelles générations, celle de nos descendants, à réconcilier les deux modernismes du XXIème siècle que sont l'Europe et une vision sociale de la société économique. Ceux-là mêmes qui n'avaient pas su s'imposer au XXème siècle face aux idéologies de l'extrême ?

« Les Français sont d'accord, mais ils ne le savent pas » écrivait André Diligent en 1977. Nous sommes au cœur du sujet. C'est en restant fidèles à nous mêmes, à cet idéal d'équilibre et de justice, c'est en ne cédant

jamais aux facilités de la France bi-partisane, coupée en deux, que nous avancerons. Je suis convaincu que celles et ceux de nos amis qui sont partis avec nos idées construire le grand parti de la droite française reviendront dans quelques temps construire avec d'autres le grand parti central que la France attend toujours. Comme je suis persuadé qu'il y a à gauche, au parti socialiste, chez les verts et même chez les communistes, des hommes et des femmes, qui veulent servir ce destin là pour notre pays.

Cette ambition nous engage à approfondir une vision partagée de l'Europe, de nos institutions et du fonctionnement républicain c'est à dire de l'avenir de la démocratie française. Et cela, les deux camps qui vivent du système et perdurent grâce au système ne sont pas programmés pour l'engager.

Soixante quinze pour cent des français ont voté en 2002 pour l'Union nationale mais ils ne l'ont pas eue.

Démocrates courageux, il ne vous reste donc plus qu'une seule chose utile à faire : vous unir sincèrement, muter ensemble en rejetant ce que vous pensez être votre culture, souvent faite de mesure et donc de demi-mesures. L'étiquette UDF c'est aujourd'hui une marque et un homme, François Bayrou. Mais un électeur centriste sur deux n'a pas voté pour lui lors des dernières présidentielles.

L'UDF doit pouvoir se transformer, à l'heure où la gauche hésite et la droite s'interroge, en une grande formation politique réformatrice. Nous devons traduire le nouveau parti de la réforme en actes concrets. C'est à ce prix que le mur des certitudes binaires tombera,

que les trajectoires convergeront et que nous aurons été fidèles au message des anciens.

En quinze années de militantisme actif, je n'ai jamais rien cédé sur les convictions. J'ai été de tous les combats depuis 1989, tel un soutier, sans jamais pavaner. En 2002, j'ai été un des très rares élus de l'UDF à aller aux législatives, la fleur au fusil, en première ligne. Je savais que c'était perdu mais je n'ai rien calculé. Il fallait sauver l'UDF.

J'ai toujours servi mon parti fidèlement. Soucieux de perpétuer le message politique d'André Diligent, je construis mon espérance et mon destin en toute liberté. « Ne rien céder sur les convictions, pour demeurer libre en toutes circonstances » : tel pourrait être l'enseignement que je tire de ces premières années de militantisme.

Denis Vinckier – Mars 2006

Epilogue

Valéry Giscard d'Estaing a mené les débats autour de la constitution européenne de manière magistrale. Héritier des indépendants et de la France rurale, l'ancien Président de la République n'a pourtant pas su traduire, dans la durée, cette belle idée qu'il avait exprimée à plusieurs reprises : rassembler deux français sur trois. Ce qu'il n'a pas pu faire pour des raisons politiques et sociologiques, il est heureux de penser que d'autres pourront le faire demain.

« **Merci** »

Par André Diligent
Démocratie Moderne – 21 Mai 1981

« Monsieur le Président,

Je suis entré en 1974 dans la majorité qui vous soutenait, essentiellement par discipline de parti, et parce que je ne voulais pas m'allier avec le PC dont je n'accepte pas les objectifs.

Je m'y suis parfois senti mal à l'aise. C'était souvent plus pour une question de climat que de fond. Je ne doutais pas de votre volonté profonde de servir avant tous les intérêts du pays. D'excellentes choses étaient faites, mais parfois, certains aspects de vos

initiatives me surprenaient. Et quand, avec peut-être encore trop de retenue, j'osais exprimer des réserves, je commettais, aux yeux de nombre de vos plus proches partisans, un crime de lèse-majesté.

Grâce à vous, j'ai appris mardi dernier une des plus grandes leçons de ma vie. Des gens qui vous devaient tout n'avaient pas de mots assez ironiques à votre endroit. Ils trouvaient à l'encens qu'ils répandaient l'avant-veille encore une soudaine odeur de soufre. Des petits marquis en dentelle crachotaient dans la soupe avant même qu'elle fut refroidie. J'en ai vu quitter précipitamment leurs escarpins et courir chausser des godillots. Il ne faut pas leur en vouloir ; nés pour la révérence, il fallait bien qu'ils vous la tirent un jour.

C'était le retour à l'Ile d'Elbe, à l'envers et cent fois plus vite.

Quant à moi, je tiens très sincèrement et très simplement à vous dire : Merci. Votre successeur s'est exprimé en ces termes : « Au delà des luttes politiques, des contradictions, c'est à l'Histoire qu'il appartient maintenant de juger ». Elle dira que malgré certaines ombres, l'essentiel a été accompli pour sauvegarder dans une rude période de tempête, les chances et l'avenir du pays, et que ce n'était pas facile.

C'est aussi ce que pensent, j'en suis sûr, des millions de gens simples qui vont ont soutenu mais qui n'ont pas de vestes réversibles ».

Regret

André Diligent exprime du remord dans la Charrue et l'Etoile. « Un de mes grands regrets est de ne pas avoir réussi à mieux développer, au sein des formations auxquelles j'ai appartenu, un véritable courant pour une écologie raisonnable mais résolue ». Pussions-nous l'entendre aujourd'hui.

« Défendre l'homme »

Par
André Diligent – 10/6/1981

« La vocation du Centre des Démocrates Sociaux est de construire une société nouvelle qui ne soit dominée ni par l'Etat ni par l'Argent et qui ait pour objectifs essentiels le progrès et le bonheur de l'homme.

Nous voulons défendre tout homme contre toutes les formes d'agression, contre tout ce qui l'opprime ou même seulement le dégrade. C'est pourquoi nous sommes à la pointe du combat pour défendre les persécutés contre toutes les formes du totalitarisme de l'Etat. Mais nous considérons aussi indispensable de défendre les droits des hommes à la vie et au bonheur, en luttant pour la sauvegarde et le progrès de l'environnement physique et social où chacun trouve les sources biologiques et spirituelles de son existence.

C'est pourquoi aussi notre famille spirituelle compte dans ses rangs tant d'animateurs du combat écologique et notamment Edouard Bonnefous, Dominique Florian, Georges Mesmin, André Petit, Jean-Marie Pelt, Philippe Saint-Marc, ...

Notre action pour faire progresser la qualité de vie de chacun, comme nous l'avons d'ailleurs exposé déjà dans notre programme « L'Autre Solution », a quatre objectifs :

- *sauver la nature,*
- *développer des communautés chaleureuses,*
- *réaliser une démocratie de la vie quotidienne,*
- *organiser une croissance économe de la terre.*

Nos objectifs rejoignent donc les aspirations du mouvement écologique. C'est pourquoi, lorsque Brice Lalonde a demandé aux partis leur aide pour trouver les signatures de maires nécessaires à la présentation de sa candidature, nous lui avons donné tout notre appui en recommandant à nos élus locaux de lui donner leur signature. Au contraire, par sectarisme, le parti socialiste et le parti communiste interdisaient à leurs membres de le faire. Sans notre action et celle d'autres partis de la majorité sortante, il n'aurait pas pu y avoir de candidature écologique aux élections présidentielles.

Sauver la nature, c'est d'abord protéger tous les espaces verts, en particulier aux abords des grandes agglomérations ou dans le milieu urbain, contre toutes les formes d'agression. C'est interdire le passage à ciel ouvert d'autoroutes dans les forêts proches des grandes villes où la verdure est vitale.

C'est aussi multiplier les créations d'espaces verts publics en instituant dans toutes les régions une Agence Régionale des Espaces Verts pour les financer.

C'est lutter également contre la pollution, si grave, des nappes d'eau souterraines qui constituent un capital irremplaçable.

Contre l'un des pires fléaux modernes, le bruit, nous devons renforcer notre action en créant une Agence Nationale Contre le Bruit, financée par une taxe sur les pollueurs.

Développer des communautés chaleureuses est indispensable pour ne pas laisser l'individu isolé devant l'Etat et satisfaire à la fois le besoin d'affection et le désir de se grouper pour agir avec efficacité.

La coalition socialo-communiste nous prépare un monde étatisé avec encore 200 000 fonctionnaires de plus ; nous voulons un monde où l'initiative et la liberté seraient encouragées et non étouffées. Voilà pourquoi nous réclamons une aide financière importante en faveur des associations. Nous demandons notamment une exonération fiscale accrue pour les dons des particuliers et des entreprises aux associations, une réduction des charges sociales sur le personnel qu'elles emploient, l'exonération de la TVA sur leurs travaux et des contrats de préformation pour l'embauche de jeunes chômeurs par des associations d'intérêt général.

Nous luttons aussi pour le développement de la collectivité régionale et nous souhaitons que les langues et les cultures régionales fassent l'objet d'un enseignement et d'une diffusion radio-télévisée améliorés.

Nous sommes profondément attachés au renforcement de la cellule familiale et c'est pourquoi nous réclamons une grande extension du travail à temps partiel de manière à permettre aux mères de famille, si elles le désirent, de passer plus de temps dans leur foyer.

Réaliser une démocratie de la vie quotidienne, nous y parviendrons en instituant un référendum d'initiative populaire, en élargissant les pouvoirs d'information de la population notamment dans les enquêtes d'utilité publique et en faisant participer les associations à l'aménagement du cadre.

Il faut que, dans tous les grands organismes publics –EDF, SNCF, Gaz de France, Office National des Forêts- il y ait désormais, dans le conseil d'administration, des représentants des usagers et des associations du cadre de vie.

Organiser une croissante économe de la terre et de ses richesses non renouvelables est la base du progrès économique dans un monde où le gaspillage devient de plus en plus ruineux.

Dès 1977, dans notre programme « L'Autre Solution », nous avons réclamé la priorité aux économies d'énergie. Un programme en 5 ans devrait réaliser l'isolation thermique de tous les bâtiments de l'Etat et des collectivités locales ; et les exonérations fiscales pour les travaux des particuliers économisant l'énergie devraient être doublées.

Un grand effort devrait aussi être entrepris en faveur des énergies renouvelables –soleil, géothermie, biomasse végétale- de manière à rééquilibrer le

programme énergétique et à réduire la place du nucléaire. Cette diversification accrue de la politique énergétique devrait conduire à un transfert d'une partie des crédits du nucléaire vers les énergies renouvelables, dans un souci de pluralisme, aussi nécessaire en économie qu'en politique.

Le même esprit pluraliste nous pousse à encourager, parallèlement à l'agriculture traditionnelle, une agriculture non-chimique et nous a conduit à demander, dans une récente proposition de loi, un statut d'aide financière et technique à cette nouvelle forme d'exploitation de la terre.

En présentant ce programme d'action écologique, nous voulons contribuer à créer plus de joie de vivre et à réduire fortement les gaspillages économiques d'où vient une grande partie de notre inflation. Mais nous pensons qu'aucune transformation de notre environnement ne nous apportera le bonheur si elle s'accompagne d'une étatisation massive et d'une collectivisation généralisée.

La pire des nuisances, c'est la réduction des libertés dans une société où l'individu serait écrasé par la collectivité.

Sommaire

Préface de Michel Ribet
page 7

Avant propos
page 11

Introduction
A André Diligent
page 15

1 – Un parti se lèvera toujours pour défendre l'essentiel
page 29

« Défendre l'essentiel » par André Diligent
Démocratie Moderne N°200 – 5 juin 1975

Devant 800 militants à Lille,
François Bayrou annonce le Printemps de l'UDF
Page 36

2 – Retour aux sources
page 43

Mars 1976 – André Diligent
« La légende du Père Fouettard »

Article non paru envoyé au Journal « Le Monde » 26/8/1997
« Retour aux sources : un avenir pour le Centre » par André Diligent
page 49

La naissance de l'Union En Mouvement
page 54

3 – La fusion Lille-Lomme
page 57

Rapport de politique générale 1977 – 1980
Par André Diligent, secrétaire général du CDS
« Un jour viendra où le PS devra tirer les
conséquences de son échec »
page 59

Historique de la fusion Lille-Lomme
page 67

4 - Des deux côtés du mur

page 75

Paul-André Lequimme
page 86

Sur les alliances avec les socialistes
André Diligent « L'Observateur du Hainaut et de la Thiérache » -
Vendredi 31 Octobre 1975 –
page 89

5 – Franchir le mur ...

page 97

André Diligent comme exemple

Un nouveau parti ? Pour quoi faire ?
André Diligent à la veille d'un congrès – Novembre 1995
page 103

6 – Le virus du militantisme

page 117

Portraits de quatre militants Lommois
page 127

« Notre Parti c'est Lomme », campagne de 2001
page 134

7 – L'appel de la relève

page 139

« Pour une social-démocratie française » par André Diligent
Tribune au journal « France Soir » 27-2-1976
page 141

Fiers d'être centristes ... par André Diligent
« Démocratie Moderne », N°105 – 16 Novembre 1978
page 147

8 – La guerre des âges

page 151

André Diligent
Article « Non à la pêche aux jeunes »
Démocratie Moderne – N° 165 – 3 Avril 1980
page 153

« Des assises de la nouvelle société »
page 162

L'Europe au coeur
page 167

Conclusion

page 173

« Le grand vide » par André Diligent
Démocratie Moderne N°220 – 23 juillet 1981 –

Epilogue

page 187

« Merci » par André Diligent
Démocratie Moderne – 21 Mai 1981

Regret

page 189

« Défendre l'homme »
Par André Diligent – 10/6/1981

© - Denis Vinckier
denis.vinckier@wanadoo.fr

ISBN en cours
TVA non applicable, article 293.B du C.G.I
Auto-édition
Imprimé en France
Imprimerie Yves Decoster
Dépôt légal : avril 2006

